

NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



**Distr.
GENERALE**

**E/CEPAL/SES.20/G.32
28 mai 1984**

**FRANÇAIS
ORIGINAL: ESPAGNOL**

C E P A L

Commission économique pour l'Amérique latine

Vingtième session

Lima, Pérou, 29 mars-6 avril 1984

PROJET DE RAPPORT */

*/ Les observations formulées à ce projet de rapport devront être envoyées au Secrétaire de la Commission avant le 29 juin 1984.

84-5-869

PROJET DE RAPPORT

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

Lieu et date de la réunion

1. La vingtième session de la Commission a eu lieu à Lima, Pérou, du 29 au 6 avril 1984; elle s'est déroulée en six sessions plénières (218ème à 223ème) qui ont été relevées par la présence du Secrétaire général des Nations Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar.

Participants

2. Ont participé à la réunion les représentants des Etats membres de la Commission économique pour l'Amérique latine indiqués ci-après : Argentine, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Equateur, Espagne, Etats-Unis, France, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, République dominicaine, Royaume-Uni, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela.

3. Des représentants d'un Etat associé de la CEPAL, les Antilles néerlandaises, se sont également joints aux travaux.

4. Ont participé à titre consultatif, conformément au paragraphe 6 du mandat de la Commission, des observateurs des Etats suivants qui sont Membres des Nations Unies mais non de la Commission : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Chine, Egypte, Hongrie, Inde, Israël, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, République arabe syrienne, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

5. Des observateurs des Etats suivants qui ne sont pas membres des Nations Unies et qui participent à titre consultatif ont également participé à la réunion : la République de Corée, le Saint-Siège et la Suisse.

6. Etaient représentées à la session les entités suivantes du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : le Bureau du Directeur général pour le développement et la coopération économique internationale, le Département des affaires économiques et sociales internationales, le Département de coopération technique pour le développement (DCTD), la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le Bureau de liaison des commissions régionales, le Département de l'information, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour le secours en cas de catastrophe, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (UNCHS).

7. Ont également participé à la session les représentants des organismes des Nations Unies ci-après : Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds d'équipement des Nations Unies.

8. Etaient également présents les représentants des institutions spécialisées des Nations Unies suivantes : Organisation internationale du travail (OIT) et son Programme régional de l'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PREALC), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et son Programme alimentaire mondial, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Organisation mondiale de la santé/Organisation panaméricaine de la santé (OMS/OPS), Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation maritime internationale (OMI) et Centre CNUCED/GATT du commerce international.

9. D'autres organismes intergouvernementaux ont également participé à la réunion, à savoir : Association latino-américaine d'intégration (ALADI), Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), Banque interaméricaine de développement (BID), Banque latino-américaine d'exportation (BLADEX), Commission des communautés européennes, Comité intergouvernemental pour les migrations, Conseil pour l'assistance économique mutuelle (CAEM), Corporation andine de développement (CAF), Institut de coopération ibéro-américaine (ICI), Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), Institut italo-latino-américain (IILA), Conseil de l'Accord de Cartagène (JUNAC), Organisation des Etats américains (OEA) et Système économique latino-américain (SELA), avec son Comité d'action des produits de la mer et d'eau douce (CAPMAD/SELA).

10. Etaient également présents à la réunion des représentants d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social. De la catégorie I : la Fédération syndicale mondiale, la Chambre de commerce international, la Confédération internationale des syndicats libres, la Confédération mondiale du travail, le Conseil international des femmes, la Fédération internationale pour le planning familial, et la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge. De la catégorie II : AFS International/Intercultural Programmes, Inc., Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens, l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines, l'Association internationale de coordination de la manipulation des chargements, l'Association latino-américaine d'organisations de promotion, l'Association latino-américaine des institutions financières de développement, CARITAS internationalis, la Communauté internationale Beha'ie, la Fédération internationale des femmes diplômées des universités, l'Organisation mondiale du mouvement scout (Bureau mondial du scoutisme), l'Institut interaméricain de statistiques, Catholic Relief Services-United States Catholic Conference, la Société interaméricaine de planification, l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population, et l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources. Inscrits sur la liste : l'Association des industriels latino-américains, l'Association américaine pour le progrès de la science (Association inter-science), l'Association latino-américaine d'industriels et de Chambres de l'alimentation, la Confédération d'organisations touristiques d'Amérique latine (COTAL), le Conseil indien d'Amérique du Sud (CISA), le Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO), la Fédération latino-américaine de l'industrie pharmaceutique, la Fondation Friederich Ebert et l'Institut de la population.

11. D'autres organisations non gouvernementales ont également participé à la réunion : l'Association d'organisations non gouvernementales du Chili (ASONG), l'Association interaméricaine et ibérique de budget public, l'Association latino-américaine de chemins de fer, le Fonds financier du Bassin du Plata (FONPLATA) et l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime en Amérique latine.

Pouvoirs

12. Conformément à l'article 15 du règlement intérieur de la Commission, les pouvoirs des délégations présentés au Secrétaire exécutif ont été examinés et trouvés en bonne et due forme.

Séance d'ouverture

13. Lors de la cérémonie inaugurale, qui a eu lieu le mercredi 4 avril à 10 heures, le Ministre de l'industrie et de l'énergie de l'Uruguay, M. Filiberto Ginzo Gil, prit la parole en sa qualité de président de la session précédente. Il signala que la gravité de la crise économique constituait un obstacle à l'atteinte des buts et des objectifs de la SID, et que la reprise lente observée dans certains pays industrialisés était insuffisante pour la surmonter. Les difficultés éprouvées par les pays en développement étaient dues au fardeau du service de la dette, au protectionnisme des pays, à la détérioration des termes de l'échange et aux taux d'intérêt élevés.

14. Dans ce contexte, il souligna l'importance de la Conférence économique latino-américaine au cours de laquelle l'accent avait été mis sur le rapport qui unit la dette extérieure et le commerce extérieur; il souligna la collaboration que la CEPAL avait prêtée aux travaux préparatoires de la Déclaration et du Plan d'action de Quito, où étaient consignés les critères de base pour faire face à la crise, critères qui devaient maintenant être mis en pratique avec le concours de tous les pays de la région afin de trouver des solutions qui permettent d'assurer un développement économique et social adéquat.

15. Le Secrétaire général des Nations Unies affirma que le fait de prendre la parole dans son propre pays, le Pérou, le remplissait d'espoir de ce que l'Amérique latine puisse, de l'intérieur, amorcer un effort fructueux de reconstruction de ses sociétés et de ses relations avec le monde, que la CEPAL trouve les moyens d'aider les pays de la région à reconstruire, par leurs propres moyens, leur capacité d'accès au développement, et que les gouvernements tentent de faire renaître l'idée et la pratique de l'union latino-américaine. Le Plan d'action de Quito représentait une première étape en ce sens et il incombait à cette réunion d'effectuer le deuxième pas, à un moment où l'économie mondiale traversait la période la plus difficile de son histoire depuis la grande dépression des années 30.

16. Il souligna que sans ce contexte de grande incertitude, la coopération que favorise les Nations Unies était basée sur le concept de la solidarité internationale; ses résultats positifs étaient évidents, malgré la détérioration des efforts de type multilatéral. Il fallait continuer à faire appel à toutes les volontés afin de progresser de façon soutenue sur la voie d'un nouvel ordre économique international susceptible de résoudre les problèmes structurels auxquels la communauté internationale, depuis longtemps déjà, devait apporter une solution.

17. En ce qui concerne le problème de la dette extérieure, on pouvait se poser la question de savoir si le moment n'était pas venu d'adopter un critère plus global, une perspective à plus long terme et de chercher des solutions basées sur la croissance et sur une répartition plus équitable du fardeau qu'impliquent ces solutions entre pays créanciers et pays débiteurs.

18. Personnellement, ajouta-t-il, il se ralliait aux travaux menés dans le cadre des commissions régionales qui, dans les circonstances actuelles, présentaient une importance accrue, non seulement à cause de leur potentiel de coopération mutuelle, mais aussi parce que la plupart des controverses politiques étaient plus facilement résolues, à cet échelon, en vue de la concertation des efforts.

19. Il appela l'attention des participants sur le fait que, même si l'évolution des secteurs commercial et financier avait obligé les pays latino-américains à adopter des politiques d'ajustement qui avaient eu des incidences récessives particulièrement fortes, il ne fallait pas être exagérément pessimiste; en effet, la région n'était pas démunie face à la crise; les Latino-Américains devaient, à titre prioritaire, encourager la relance; ils devaient, pour ce faire, reconnaître de façon claire et franche, les répercussions de l'interdépendance énorme entre les pays et renforcer et revitaliser les institutions au sein desquelles les grandes questions d'ordre politique et économique du monde sont débattues.

20. En ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies, il mentionna qu'il existait une certaine réticence à faire appel aux mécanismes disponibles et qu'à son avis, il fallait aborder les problèmes du système de façon constructive et par le biais des consultations; toute autre attitude déclencherait un processus susceptible de provoquer une séparation irréparable des intérêts au niveau des relations internationales. L'humanité, ajouta-t-il, affrontait des problèmes globaux auxquels il fallait également apporter des solutions globales et, malgré cela, on insistait sur l'utilisation d'instruments bilatéraux inadéquats. Paradoxalement, au moment où l'interdépendance entre les peuples du monde était plus forte que jamais, l'esprit de coopération internationale est en passe de disparaître; il fallait donc rétablir la confiance en cette coopération, ce qui devait se traduire essentiellement par la reprise du dialogue Nord-Sud;

21. Il rappela que depuis son indépendance, la région s'était attachée à conduire des sociétés civiles caractérisées par une pleine participation, le respect sans distinction de la personne et la dignité humaines et la consultation du progrès économique et social des peuples; il fallait, aujourd'hui, réaffirmer l'adhésion à ces idéaux. Finalement, il exprima sa conviction que la région pourrait construire une société basée sur la justice et le progrès et mener ainsi à bien la grande tâche politique de cette époque qui constituait, aujourd'hui plus que jamais, la responsabilité des dirigeants et des peuples.

22. Le Président constitutionnel du Pérou, M. Fernando Belaúnde Terry, affirma que la formule susceptible de résoudre la crise économique actuelle pouvait se résumer de la façon suivante : "austérité sans récession"; en effet, il était désormais impossible de continuer à réduire les dépenses fiscales sans porter gravement préjudice aux travaux à grande priorité sociale.

23. Il ajouta que, même si l'Amérique latine était pauvre en ressources financières, elle possédait, par contre, une grande quantité de main-d'oeuvre qu'il fallait mettre à profit dans des projets qui y feraient appel. Ce qui intéressait le plus, n'était pas l'équilibre de la balance des paiements mais l'équilibre entre main-d'oeuvre et travail ou entre produits alimentaires et consommateurs.

24. Il ajouta que les recommandations formulées par le Fonds monétaire international pour surmonter la conjoncture actuelle pourraient s'avérer inefficaces ou même négatives sans une relance susceptible de stimuler le processus de développement économique et social dont la région avait tellement besoin.

25. Il renouvela son soutien résolu aux travaux de la CEPAL en matière de réaménagement du service de la dette extérieure et visant à obtenir de meilleures conditions dans le cadre des négociations internationales, travaux qui avaient été couronnés par la Conférence économique latino-américaine à l'issue de laquelle la Déclaration et le Plan d'action de Quito avaient été approuvés.

26. Il rendit hommage, d'autre part, aux activités menées par les organismes du système des Nations Unies en matière d'études et d'application des projets qui présentent un intérêt national ou régional; ceux-ci devaient, néanmoins, être adaptés à la situation actuelle, et regroupés afin de servir de base à une bataille collective en vue de la relance économique. Il signala finalement que les pays de la région, dans leur intérêt mutuel, devaient rembourser le service de la dette de façon à ne pas provoquer l'effondrement des nations développées, mais que cette somme ne devait pas représenter un pourcentage excessif des exportations de la région.

Election du Bureau

27. Conformément aux propositions formulées lors de la réunion préliminaire des Chefs de délégations réalisée le 29 mars 1984, ainsi qu'au cours de la 218ème séance effectuée le même jour, le Bureau a été élu comme suit :

Présidence : Pérou

Première vice-présidence : Argentine

Deuxième vice-présidence : Trinité-et-Tobago

Troisième vice-présidence : Nicaragua

Rapporteur : Espagne

Comités

28. Six comités, ouverts à toutes les délégations participantes, ont été créés pour envisager les différents points inscrits à l'ordre du jour. Quatre d'entre eux correspondent à des comités de session statutaires mis sur pied à la suite des décisions préalables adoptées par la CEPAL.

29. Le Comité I s'est penché sur la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement et les perspectives de l'Amérique latine et les Caraïbes pour le reste de la décennie, à la lumière de la crise économique actuelle (point 3 de

l'ordre du jour) et sur les politiques d'ajustement interne et les processus de réaménagement de la dette extérieure (point 4 de l'ordre du jour). Le Bureau suivant a été élu pour diriger les travaux de ce Comité :

Présidence : Uruguay

Première vice-présidence : Guyane

Deuxième vice-présidence : Panama

Rapporteur : Equateur

30. Le Comité II a, quant à lui, examiné les réunions des organes subsidiaires et les réunions régionales patronnées par la CEPAL dans le cadre des travaux préparatoires des conférences mondiales des Nations Unies : conclusions et recommandations (point 9 de l'ordre du jour) et autres activités du système de la CEPAL depuis la dix-neuvième session ainsi que le programme de travail de la commission pour la période biennale 1986-1987 (point 10 de l'ordre du jour). Les travaux du Comité ont été dirigés par le Bureau suivant :

Présidence : Chili

Première vice-présidence : Belize

Deuxième vice-présidence : Etats-Unis

Rapporteur : Venezuela

31. Les quatre comités statutaires de la session ont été les suivants :

a) Le Comité de l'eau, chargé de l'examen du point 6 de l'ordre du jour et dont le Bureau a été le suivant :

Présidence : Colombie

Première vice-présidence : Antilles néerlandaises

Deuxième vice-présidence : Paraguay

Rapporteur : Honduras

b) Le Comité sur les établissements humains, chargé du point 7 de l'ordre du jour et dont le Bureau a été constitué de la façon suivante :

Présidence : Mexique

Première vice-présidence : Haïti

Deuxième vice-présidence : Royaume-Uni

Rapporteur : Costa Rica

/...

c) Le Comité de coopération entre les pays et les régions en développement chargé de l'examen du point 5 de l'ordre du jour et dont les travaux ont été dirigés par le Bureau suivant :

Présidence : Jamaïque

Première vice-présidence : Guatemala

Deuxième vice-présidence : République dominicaine

Rapporteur : Bolivie

d) Le Comité de la population, qui s'est penché sur les travaux préparatoires de la Conférence internationale de la population, 1984 (point 8 de l'ordre du jour) et dont les travaux ont été dirigés par le Bureau suivant :

Présidence : Cuba

Première vice-présidence : Saint-Vincent-et-Grenadines

Deuxième vice-présidence : France

Rapporteur : Brésil

Documents

32. La liste des documents présentés par le secrétariat à la vingtième session figure dans le document E/CEPAL/SES.20/G.27.

B. Ordre du jour

33. A sa première séance plénière, la réunion a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Election du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour provisoire et organisation des travaux de la vingtième session
3. La mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement et les perspectives de l'Amérique latine et des Caraïbes pour le reste de la décennie, à la lumière de la crise économique actuelle
4. Les politiques d'ajustement intérieur et les processus de réaménagement de la dette extérieure
5. Coopération entre pays et régions en développement
6. Eau
7. Etablissements humains

8. Travaux préparatoires de la Conférence internationale sur la population (Mexico, août 1984)
9. Réunions des organes subsidiaires et réunions régionales patronnées par la CEPAL dans le cadre des travaux préparatoires des conférences mondiales des Nations Unies : conclusions et recommandations
 - a) Sixième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau consacrée à l'évaluation du Programme d'action régional et de la Stratégie internationale du développement (New York, 6 décembre 1982)
 - b) Septième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (Port au Spain, 19-25 janvier 1983)
 - c) Troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (Mexico, 8-10 août 1983)
 - d) Réunion régionale latino-américaine préparatoire de l'Année internationale de la jeunesse (San José, 3-7 octobre 1983)
 - e) Réunion régionale latino-américaine préparatoire de la Conférence internationale sur la population, effectuée dans le cadre de la septième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (La Havane, 16-19 novembre 1983)
 - f) Huitième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau, consacrée à l'évaluation du Programme d'action régional et de la Stratégie internationale du développement (Montevideo, 18-20 janvier 1984)
 - g) Neuvième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau consacrée à la science et la technique au service du développement (Montevideo 23-24 janvier 1984)
10. Autres activités du système de la CEPAL depuis la dix-neuvième session et programme de travail de la Commission pour la période biennale 1986-1987.
 - a) CEPAL
 - i) Activités du Secrétariat depuis mai 1981
 - ii) Projet de programme de travail du système de la CEPAL pour la période biennale 1986-1987
 - iii) Calendrier de conférences pour la période 1984-1986
 - b) Centre latino-américain de démographie (CELADE)
 - i) Activités du CELADE depuis mai 1981

/...

- ii) Activités futures du CELADE
- c) Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES)
 - 1) Activités de l'ILPES depuis mai 1981
 - ii) Activités futures de l'ILPES
- 11. Amendement à l'article 3, alinéa a), du mandat de la Commission économique pour l'Amérique latine, afin que le Portugal y soit inclus en qualité de membre de la Commission
- 12. Admission des îles Vierges britanniques et des îles Vierges américaines en qualité de membres associés de la CEPAL
- 13. Lieu et date de la vingt et unième session de la CEPAL
- 14. Examen et adoption du rapport de la vingtième session de la CEPAL

C. COMPTE RENDU DES DEBATS

Comité I

34. Le Comité I, qui s'est réuni les 2, 3 et 4 avril, a examiné la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement et les perspectives de l'Amérique latine et des Caraïbes pour le reste de la décennie, à la lumière de la crise économique actuelle (point 3 de l'ordre du jour) et les politiques d'ajustement interne et les processus de réaménagement de la dette extérieure (point 4 de l'ordre du jour).

35. Le Bureau du Comité réunissait les pays suivants :

Présidence : Uruguay

Première vice-présidence : Guyane

Deuxième vice-présidence : Panama

Rapporteur : Equateur

36. Pour l'étude du point 3 de l'ordre du jour, le Comité disposait, entre autres, des documents de travail ci-après : "Proyecto de informe del octavo período de sesiones del Comité de Expertos Gubernamentales de Alto Nivel : Evaluación de la instrumentación de la Estrategia Internacional del Desarrollo para América Latina y el Caribe, teniendo en cuenta la crisis económica internacional" (Montevideo, Uruguay 18-28 janvier 1984) (document E/CEPAL/SES.20/G.26), "La crisis en América Latina : su evaluación y perspectivas" (E/CEPAL/SES.20/G.25), ainsi que plusieurs documents d'appui.

37. Le document de travail "Políticas de ajuste y procesos de renegociación de la deuda externa" (E/CEPAL/SES.20/G.17), ainsi que deux documents d'appui ont été utilisés pour l'examen du point 4 de l'ordre du jour.

38. Dès l'ouverture des travaux, le Secrétaire exécutif de la CEPAL a mis l'accent sur l'importance des thèmes que le Comité devait traiter et, comme l'avait préalablement proposé le Secrétariat à la huitième réunion du CEGAN, a suggéré aux délégations de rénover la méthode utilisée pour évaluer l'application du Programme d'action régional. Selon la formule suggérée, le Comité I s'inspirerait pour l'étude de l'évaluation de la mise en oeuvre de la Stratégie élaborée par le Groupe latino-américain du document émané de la huitième session du CEGAN, en ouvrant un débat technique au cours duquel tous les pays membres du Comité pourraient exprimer leurs vues et émettre des observations. Le rapport du Comité I dans lequel figurerait l'évaluation du Programme d'action régional préparée par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et un compte rendu analytique des débats ainsi que des observations émises par différentes délégations, serait soumis à la plénière de la CEPAL.

39. La suggestion faite par le Secrétaire exécutif ayant recueilli l'assentiment du Comité, le présent rapport inclut l'évaluation de la Stratégie internationale du développement pour l'Amérique latine et les Caraïbes compte tenu de la crise économique internationale, le texte préliminaire de cette évaluation qu'a présenté le Groupe latino-américain* et un compte rendu analytique des débats.

40. Le Comité a en outre approuvé, en vue de leur renvoi en plénière, deux projets de résolution portant sur les questions suivantes : politiques de développement à long terme pour l'Amérique latine, et politiques d'ajustement et de réaménagement de la dette extérieure. Ces projets de résolution sont retranscrits au Chapitre III du présent rapport. Le Comité a approuvé le projet de résolution relatif aux politiques d'ajustement et de réaménagement de la dette extérieure par 18 voix contre une avec 5 abstentions. Ont voté pour les pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, El Salvador, Equateur, Guyane, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Pérou, République dominicaine, Suriname, Uruguay et Venezuela tandis que les Etats-Unis ont voté contre et que le Canada, l'Espagne, la France, les Pays-bas et le Royaume-Uni se sont abstenus.

41. Lors de l'approbation par le Comité, en vue de sa présentation en plénière, du projet de résolution relatif aux politiques de développement à long terme pour l'Amérique latine, la délégation argentine s'est offerte à accueillir la réunion au cours de laquelle seront examinées les études confiées au Secrétariat au titre de ce projet de résolution.

La mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement et les perspectives de l'Amérique latine et des Caraïbes pour le reste de la décennie, à la lumière de la crise économique actuelle (point 3 de l'ordre du jour)

42. En présentant le document intitulé "La crisis en América Latina : su evaluación y perspectivas" (E/CEPAL/CEGAN.8/L.2), le Secrétaire exécutif adjoint au développement économique et social de la CEPAL commença par mettre l'accent sur les principales caractéristiques de la crise, à savoir son ampleur et sa gravité sans

* Doc. E/CEPAL/SES/20/G.26 et Corr.1, et document de Salle de conférence I/1 et Corr.1.

précédent, le rôle qu'y jouent les facteurs tant internes qu'externes ainsi que la difficulté éprouvée à lui apporter une solution. Dans le contexte latino-américain, on est en droit de s'interroger sur cette crise et sur l'élaboration des politiques d'ajustement.

43. Au sujet des échanges commerciaux entre l'Amérique latine et l'extérieur, il appela l'attention du Comité sur la chute des prix des produits de base sur le marché international ainsi que sur le renforcement et la diversification de mesures protectionnistes appliquées dans les principales régions développées. Il aborda également le thème des relations économiques de la région avec des entités et pays spécifiques, notamment la Communauté économique européenne (CEE), les Etats-Unis et le Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM).

44. En ce qui a trait aux perspectives qui s'offrent au développement latino-américain d'ici à la fin de la décennie, il affirma que si les tendances actuelles de l'économie persistent et si l'on ne modifie pas les politiques d'ajustement aujourd'hui en vigueur, on assistera à une aggravation des problèmes socio-économiques, une réduction des investissements ainsi que du degré d'autonomie des décisions nationales et un accroissement de la dette extérieure de la région; et ce n'est que vers 1990 que le revenu par tête d'habitant récupérera son niveau de 1980. En revanche, le relèvement des exportations, la baisse des taux d'intérêt et l'assouplissement de l'échéancier du service de la dette rendraient plus maniable le problème du goulôt d'étranglement extérieur de l'Amérique latine. Le Secrétaire exécutif a ensuite brièvement retracé l'historique, les résultats et les perspectives des négociations menées au niveau international et lança un appel en faveur d'un renforcement de l'intégration et de la coopération régionales.

45. Après avoir résumé la teneur du document du CEGAN, E/CEPAL/SES.20/G.26, le Rapporteur signala que le Programme d'action régional se fondait sur l'analyse de la situation de l'Amérique latine et des Caraïbes en matière de développement, et en particulier du grave dérèglement structurel de l'économie mondiale, du ralentissement du taux de croissance et de la répartition extrêmement inéquitable du revenu. Défavorables, les perspectives pour les années 80, laissaient en outre augurer une extrême vulnérabilité de la plupart des pays. Les manifestations les plus importantes de la crise actuelle témoignent d'un déséquilibre persistant avec l'extérieur, lequel se voit exacerbé par le fardeau de la dette extérieure, une inflation accélérée, le ralentissement soutenu de la production et de la capacité de production, ainsi qu'une recrudescence du chômage et de la marginalisation économique et sociale de nouveaux groupes de la population. La crise économique et financière était, en outre, source d'incertitude quant à la suite des événements et aux politiques à mettre en oeuvre pour les affronter. Les négociations et les arrangements conventionnels en matière d'endettement avec l'extérieur et du service correspondant ne constituaient pas un facteur de stabilisation.

46. D'autre part, la crise avait contribué à dégrader le climat social de l'Amérique latine et, en l'absence de croissance économique, les tensions sociales s'exacerbaient, la résistance au changement s'endurcissait et, en dernière analyse, la grande masse de la population la plus démunie s'en trouvait encore plus gravement lésée, ce qui favorisait l'émergence de puissantes forces d'instabilité sociale.

47. Il signala également que la dette extérieure constituait une des manifestations les plus dramatiques de la crise actuelle et qu'il était indispensable d'y apporter une solution afin de résoudre les problèmes économiques. Etant donné que la politique menée par certains pays développés visant à relever les taux d'intérêt constituait un des principaux obstacles à la solution de la grave crise économique, l'Amérique latine devait exiger de ces derniers qu'ils maintiennent des taux d'intérêt stables et bas.

48. Quant à la coopération internationale, il souligna qu'elle semblait avoir perdu du terrain du fait que les pays développés n'avaient pas appliqué les décisions émanées des instances internationales et n'avaient pas démontré la volonté politique suffisante pour progresser sur la voie de l'instauration du nouvel ordre économique international et la concertation de négociations globales. Il ajouta que l'emprise des pays industrialisés sur les institutions spécialisées des Nations Unies compromettait sérieusement la coopération en matière de commerce et de finances.

49. Il poursuivit son exposé en signalant qu'un ensemble de mesures avaient été prévues, à cet effet, dans le Programme d'action régional. La plupart d'entre elles restaient valables. Néanmoins, il convenait, à la lumière de la détérioration actuelle de l'économie mondiale et des relations économiques internationales, de proposer une série de mesures visant à faire face à la crise actuelle. Il était indispensable, pour ce faire, de modifier le cadre actuel des négociations de la région avec l'extérieur. Il fallait adapter les politiques actuelles de façon à permettre aux économies de fonctionner avec une quantité relativement moindre de produits importés, à réactiver et restructurer le marché national, et à préserver l'infrastructure physique et industrielle.

50. En matière de commerce au sein de la région, certaines mesures étaient prévues dans le rapport afin de favoriser le commerce de biens et de services, à savoir, entre autres : la préférence douanière régionale latino-américaine, les négociations commerciales visant à concerter des arrangements entre pays ou groupes de pays, les achats de l'Etat, l'utilisation du pouvoir d'achat global. Il fait remarquer, en outre, que le CEGAN avait fait siennes les recommandations de la Conférence économique latino-américaine de Quito quant au besoin de renforcer la sécurité alimentaire dans la région, d'intensifier la coopération en matière d'énergie et la coopération avec les pays qui présentent des cas spéciaux. Il souligna également l'importance des critères de base adoptés dans le Programme d'action de Quito en ce qui concerne la dette extérieure, notamment en ce qui a trait à un encadrement raisonnable du service de la dette par rapport aux exportations, de façon à ne pas compromettre les possibilités de développement des pays de la région.

51. Le représentant du Suriname, après avoir examiné son appui au rapport du CEGAN, exposa brièvement les objectifs de développement de son gouvernement en vue de promouvoir le bien-être de la population; il mentionna les efforts déployés en ce sens par ce dernier afin de majorer le niveau d'emploi, de mettre en valeur les ressources naturelles du pays et d'augmenter le produit intérieur brut. Il souligna également l'importance que son gouvernement attribuait aux relations mutuelles fructueuses avec d'autres nations, en particulier de la région. Il souligna ensuite les incidences négatives de deux facteurs externes sur l'économie de son pays, à savoir, d'une part la récession économique globale qui, entre autres effets, avait provoqué une chute des prix de la bauxite et de ses dérivés, et,

d'autre part, le manque de capitaux basés sur un traité bilatéral. Il signala enfin que son gouvernement souhaitait établir des contacts plus étroits avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, raison qui expliquait sa participation à cette session de la CEPAL.

52. La décision argentine fit remarquer que les politiques prévues dans la Stratégie internationale du développement étaient insuffisantes pour inverser le processus de dépendance économique de la région. Il ajouta que le problème de développement allait au-delà de la dépendance vis à vis des pays du centre et des systèmes d'ajustement. Le problème actuel n'affectait pas les pays de façon indépendante mais l'ensemble de la structure des relations économiques internationales actuelles. Il était donc indispensable de donner une approche internationale et non pas nationale aux problèmes d'ajustement. Il ajouta que les critères appliqués jusqu'à présent en matière de croissance et de schémas d'ajustement étaient dépassés et qu'il fallait créer de nouveaux mécanismes. Ces derniers devaient porter, non pas sur les économies de chacun des pays, mais sur une modification des mécanismes internationaux de façon à ce que les pays développés, qui avaient absorbé la plus grande partie des excédents des pays en développement, participent à la solution des problèmes de l'économie mondiale. Il signala que, même si le problème du rééchelonnement de la dette pouvait aboutir à une solution formelle, les problèmes de développement des pays n'en seraient pour autant résolus et qu'il fallait, pour ce faire, chercher de nouvelles voies de solution et modifier les facteurs qui étaient à l'origine de la crise qui affectait actuellement l'Amérique latine.

53. Le représentant de la Bolivie signala que, face à la gravité de la crise, la CEPAL devait entreprendre une étude approfondie sur les nouveaux modèles de développement alternatif, à la lumière des conséquences dérivées des schémas appliqués au cours des dix dernières années. Il mentionna, à cet égard, la nécessité de redimensionner le marché intérieur et défendre les revenus les plus bas. Il ajouta que l'augmentation des exportations au sein de la région n'était pas suffisante pour surmonter les problèmes d'endettement et de commerce international car la crise actuelle et les processus d'ajustement avaient provoqué une résorption de la demande dans la région.

54. Le délégué des Etats-Unis fit d'abord mention de la Stratégie internationale du développement et signala que, tout en l'appuyant dans ses grandes lignes, son gouvernement maintenait les réserves qu'il avait formulées lors de son adoption, à savoir l'importance exagérée accordée aux facteurs externes et l'accent insuffisant mis sur l'encouragement interne en vue du progrès des pays; il fit ensuite remarquer que grâce aux politiques économiques actuellement appliquées dans son pays, on y observait un certain redressement, qui pourrait favoriser les pays en développement dans la mesure où ces derniers encourageaient l'initiative privée et suivaient la politique d'ouverture des marchés. En ce qui concerne l'évaluation contenue dans le rapport du CEGAN, sa délégation se ralliait à l'appel qui y était formulé en faveur du pluralisme politique et de la suspension de la course aux armements dans la région ainsi qu'au soutien accordé au Groupe Contadora. Il manifesta également sa satisfaction devant l'augmentation de la coopération au sein de la région, notamment en matière de sécurité alimentaire et d'énergie, l'examen des aspects financiers et commerciaux, qui contribuaient au dialogue fructueux mené dans le cadre de l'OEA, et l'application de critères plus souples et réalistes en

/...

matière d'endettement extérieur. Il ajouta néanmoins que cette évaluation présentait également des aspects négatifs, à savoir le fait d'attribuer la responsabilité exclusive des problèmes économiques de l'Amérique latine aux pays industrialisés et de ne pas mettre en relief les politiques à appliquer, selon son critère, pour favoriser le progrès futur, c'est-à-dire l'encouragement de l'investissement privé, la limitation des dépenses de l'Etat, le maintien d'un taux de change réaliste et l'ouverture du commerce multilatéral. En ce qui concerne ce dernier point, il signala que le fait de favoriser le commerce intrarégional ne devrait pas impliquer une discrimination à l'égard des Etats-Unis. Il souligna enfin que son gouvernement était toujours ouvert au dialogue avec les pays de la région.

55. Selon la délégation du Brésil, son pays se ralliait au document "Políticas de ajuste y procesos de renegociación de la deuda externa" (E/CEPAL/SES.20/G.17) présenté par la CEPAL, de même qu'au rapport de la huitième session du CEGAN dans lequel était consignée l'évaluation de la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement pour l'Amérique latine et les Caraïbes, à la lumière de la crise économique internationale et qui constituait l'expression du consensus des pays latino-américains. Le porte-parole souligna que ce dernier document suivait la ligne de la Déclaration et du Plan d'action de Quito, à l'égard duquel il renouvela l'appui de son pays. Il signala que, face à la crise économique actuelle, le Brésil avait adopté toutes les mesures requises et possibles à l'échelon interne et de coopération intrarégionale; il ajouta que la crise n'avait pas été provoquée par les pays en développement mais que ces derniers en avaient le plus. Il fit remarquer que le développement des exportations, qui était entrevu comme une voie de solution, se voyait entravé par les mesures protectionnistes imposées par les pays développés, et n'étaient pas justifiées dans le contexte de relance économique et commerciale enregistrée dans ces pays. Il signala enfin que la seule solution à la crise actuelle passait par la coopération entre pays en développement et pays développés. Le dialogue et la négociation étaient indispensables pour procéder, en premier lieu, à une révision des systèmes financier et commercial à l'échelon international, ainsi que du lien entre commerce et finances, tel qu'il a été mis en relief dans le document de Quito.

56. La délégation du Royaume-Uni s'est félicitée de l'occasion qui lui était fournie d'évaluer l'application de la SID et mentionna que cette évaluation venait s'ajouter à de nombreuses autres qui étaient réalisées à l'échelon global, régional et sectoriel. Le représentant signala que sa délégation s'efforcerait d'apporter à l'avenir des contributions positives aux activités d'évaluation que mène le Comité et que le fait de ne pas formuler d'observations générales à ce stade des travaux ne voulait pas dire que sa délégation fût d'accord avec l'ensemble du contenu du document.

57. Le Comité I s'est ensuite penché sur l'"Evaluación de la instrumentación de la Estrategia Internacional del Desarrollo para América Latina y el Caribe, teniendo en cuenta la crisis económica internacional"*, ainsi que sur une introduction proposée au texte de cette évaluation par le Groupe latino-américain**. Cet examen suscita le débat décrit ci-après.

* Document E/CEPAL/SES.20/G.26 et Corr.1, deuxième partie.

58. En ce qui concerne le chapitre I, sur l'évaluation de la situation économique et sociale que connaissent actuellement l'Amérique latine et les Caraïbes, la délégation du Royaume-Uni signala que le commerce mondial avait enregistré une amélioration au cours de l'année 1983 et qu'on prévoyait une croissance pour 1984 et 1985. Il ajouta que le système commercial international n'était ni dépassé ni en crise, bien qu'il ait été l'objet de certaines tensions. Quant à la nécessité de solutions globales, il partageait l'opinion selon laquelle les économies des pays étaient de plus en plus interdépendantes et que la meilleure contribution que son pays et d'autres pays industrialisés pouvaient apporter au processus de relance consistait à assurer un rythme de croissance stable, sûr et non inflationniste. En ce qui concerne les négociations globales, il affirma que son gouvernement était disposé à y participer dans la mesure où il existera une préparation suffisante pour en assurer le bon déroulement. En ce qui a trait au nouvel ordre économique international, il fit remarquer que la coopération internationale n'avait pas perdu du terrain ni s'était immobilisée. Il ajouta que les négociations, même si elles avançaient forcément lentement, constituaient la seule façon pour les pays de conclure des accords véritables.

59. Lors de l'examen du chapitre II, à savoir l'évaluation générale de l'application du Plan d'action régional, la délégation des Etats-Unis fit remarquer en ce qui concerne les paragraphes 53 et 54 - qui portent sur les remises de revenus et d'intérêts aux pays développés - que le texte mettait l'accent sur l'endettement extérieur en tant qu'instrument de transfert de capital et qu'une importance moindre était accordée à l'investissement direct, qui devait être envisagé comme apport de capital pour le développement des pays. Le représentant signala en outre en ce qui concerne les paragraphes 106 et 107 du même chapitre, qu'on n'y accordait pas au commerce le rôle qui lui incombe en tant que facteur de reprise économique et que la crise du commerce international y était considérée uniquement comme un élément négatif pour les intérêts des pays en développement, sans tenir compte du fait qu'elle avait également touché les pays développés. Il souligna le rôle du commerce mondial dans le développement ainsi que le fait que la relance enregistrée dans les pays développés présentait des possibilités illimitées pour les exportations en provenance de pays en développement. Il signala que l'évaluation réalisée par le CEGAN était exagérément pessimiste. Quant au système généralisé de préférences, il affirma que les normes qui régissent l'origine par accumulation et le besoin de concurrence ne constituaient pas une conspiration contre les pays en développement mais une tentative de répartition plus équitable des fruits du système. Il fit ensuite allusion aux commentaires relatifs à l'insuffisance de la somme de 350 millions de dollars accordée au titre d'assistance économique d'urgence en faveur du bassin des Caraïbes, en signalant que ce montant répondait aux possibilités économiques actuelles de son pays.

60. Le représentant du Royaume-Uni formula une objection aux termes du paragraphe 99 concernant l'adoption, à l'encontre de l'Argentine, de mesures coercitives unilatérales violatoires des normes juridiques internationales. Il signala, à cet égard, que les mesures adoptées étaient prévues dans le cadre du Traité de Rome.

61. La délégation argentine se déclara d'accord avec le libellé du paragraphe 99 et signala que les mesures adoptées allaient à l'encontre des pratiques et des normes commerciales internationales.

62. La délégation du Mexique exprima son désaccord avec l'interprétation donnée aux facteurs commerciaux par les délégations des pays développés, ainsi que son appui aux paragraphes 106 et 107 du document. Le représentant souligna également que l'application de critères de graduation et de discrimination ainsi que de mesures économiques coercitives était inacceptable.

63. Lors de l'examen du chapitre III, concernant les politiques et les mesures à adopter pour l'action, la délégation des Etats-Unis, tout en soulignant l'intérêt du document, déclara ne pas comprendre la première partie du paragraphe 110, selon lequel la reprise de croissance économique aux Etats-Unis ne reposait pas sur une augmentation auto-entretenu de l'investissement, de l'emploi ainsi que de la productivité et la compétitivité industrielles. Le délégué signala qu'aucun indicateur ne permettait d'établir des signes de danger et qu'il existait, au contraire, de nombreux symptômes de dynamisme. La délégation du Royaume-Uni exprima également son désaccord avec ce paragraphe. Le représentant fit également allusion à la préoccupation manifestée par les pays latino-américains en ce qui concerne le protectionnisme et signala que son gouvernement avait la ferme intention de diminuer ce type de mesures et avait déjà progressé en ce sens, comme, par exemple, par le biais des résultats de la réunion ministérielle du GATT et de la sixième session de la CNUCED.

64. Quant au paragraphe 155, dans lequel il est fait mention de la nécessité d'éviter un affaiblissement du système des Nations Unies par manque de soutien politique ou financier à ses activités, la délégation des Etats-Unis signala qu'il n'existait pas de rapport direct entre le soutien financier et l'efficacité de l'Organisation et que les organismes des Nations Unies devaient être davantage conscients de leurs lacunes.

65. A propos de la déclaration du représentant du Royaume-Uni selon laquelle l'objectif des pays développés était d'atteindre une croissance non inflationniste et d'appliquer des politiques visant à la stabilité, la délégation de l'Argentine mentionna que ces pays avaient certes réussi à réduire les taux d'inflation mais que cette réduction était due, en grande partie, à la baisse enregistrée par les prix des matières premières importées des pays en développement. En ce qui concerne la coopération internationale dans le domaine financier, le représentant souligna le contraste entre l'augmentation des prix du pétrole et le relèvement des taux d'intérêt : dans le premier cas, le système financier international avait rapidement élaboré des mécanismes visant à secourir les pays lésés, la plupart développés; dans le deuxième cas, néanmoins, les pays affectés par ces augmentations n'avaient bénéficié d'aucune mesure similaire, ce qui, à son avis, constituait un manque d'équité quant au fonctionnement des organismes financiers internationaux qu'il conviendrait d'analyser en profondeur.

66. La délégation du Mexique se rallia à l'observation précédente et signala que l'efficacité et la quantité de ressources utilisées dans l'un et l'autre cas n'étaient pas comparables. Quant à la référence au système des Nations Unies, le

délégué fit remarquer qu'il était indiqué, dans le document, que les ressources octroyées aux Nations Unies étaient insuffisantes pour permettre à l'Organisation d'entreprendre les tâches qui lui incombent.

67. La délégation du Royaume-Uni affirma qu'elle ne pouvait concorder avec le contenu des paragraphes 173 et 174 et réaffirma son soutien au rôle joué par le FMI, qu'elle ne souhaitait pas voir affaibli. Le représentant ajouta qu'il ne voyait pas la nécessité d'émettre de nouveaux droits de tirage spéciaux en ce moment. Il signala, finalement, que son pays était en faveur d'un accroissement sélectif du capital de la Banque mondiale, auquel il était disposé à participer au moment opportun.

Les politiques d'ajustement interne et les processus de réaménagement
de la dette extérieure (point 4 de l'ordre du jour)

68. Le Directeur de la Division du développement présenta le document élaboré par le secrétariat et intitulé "Políticas de ajuste y renegociación de la deuda externa" (E/CEPAL/SES.20/G.17), et fit d'abord référence aux manifestations extraordinaires et multiples de la crise économique qui touchait l'Amérique latine depuis trois ans, ainsi qu'à ses causes principales. Au titre de ces dernières, il souligna l'importance des causes d'origine externe et, notamment, la chute soudaine du revenu net de capitaux, l'augmentation du coût du crédit extérieur et la détérioration des termes de l'échange. Il analysa ensuite les bases, les caractéristiques et les limitations des politiques d'ajustement qui ont été appliquées en vue d'atténuer le déséquilibre aigu que la région a présenté avec l'extérieur en 1981. Il signala que ces politiques avaient réussi à réduire en peu de temps le déficit en compte courant et à redresser substantiellement la balance commerciale mais - il insista - ces résultats étaient dus exclusivement à la forte contraction des importations, ce qui avait donné à l'ajustement un caractère nettement récessif et avait contribué à accentuer les chutes de l'activité économique et de l'emploi. Pour renverser cette tendance et réamorcer le processus de croissance économique, il était donc indispensable d'augmenter, à la fois, le volume des exportations et le financement extérieur net capté par la région, ce qui impliquait la réalisation de modifications importantes sur la scène économique internationale. En outre, pour que l'ajustement ait des effets plus positifs, les politiques internes doivent être plus ponctuelles, sélectives et pragmatiques.

69. D'autre part, la crise du secteur extérieur avait obligé la majorité des pays latino-américains à amorcer des processus de réaménagement de la dette extérieure afin de rééchelonner les paiements de l'amortissement et de refinancer en partie le remboursement des intérêts. Ce processus s'était caractérisé par une répartition très inégale des coûts et des bénéfices. En effet, les banques avaient reçu des bénéfices divers, tels que des augmentations considérables des marges et des commissions qu'elles perçoivent, l'extension de la garantie de l'Etat aux engagements contractés auparavant par le secteur privé non avalisé par ce dernier, et l'adoption, par les pays débiteurs, de programmes d'ajustement établis de commun accord avec le Fonds monétaire international. Les pays latino-américains, quant à eux, avaient assisté non seulement à une détérioration des termes de leurs dettes en matière de coût et d'échéance mais ils s'étaient également vus dans l'obligation de renégocier de façon presque continue. Pour que ces démarches contribuent à

l'avenir à un allègement effectif des contraintes extérieures - qui actuellement entravent sérieusement les possibilités de reprise et de croissance -, il était indispensable d'augmenter la proportion des intérêts financés par de nouveaux crédits, de réduire les marges supérieures aux taux plancher et les commissions perçues par les banques, de rééchelonner les échéances correspondantes sur un plus grand nombre d'années et d'étendre les délais totaux et de grâce convenus avec les banques pour amortir ces crédits.

70. La délégation des Pays-Bas félicita la CEPAL pour le document présenté qu'elle qualifia d'analyse détaillée, claire et équilibrée. Le représentant souligna le lien établi dans le document entre le processus de réaménagement de la dette et les politiques d'ajustement des pays, deux éléments qui, à son avis, jouent un rôle déterminant dans la relance économique de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il ajouta que la crise latino-américaine était davantage un problème de liquidité que de solvabilité, qui semblait maniable dans le contexte d'une amélioration de la conjoncture économique mondiale. Il souligna qu'un des éléments positifs du document était qu'il ne considérait pas comme opportunes des propositions plus radicales, telles que la cessation des paiements ou les cartels de débiteurs, mais centrait son attention sur les possibilités d'obtenir des conditions plus favorables de refinancement, bien qu'à son avis, il soit peu probable que les banques soient disposées à les accorder. Il ajouta que le FMI pourrait peut-être prendre des mesures visant à reprendre les flux financiers vers la région. Finalement, il appela l'attention sur le fait que le danger de cessation de paiement subsistait, ce qui serait très grave, car la reprise de l'économie à l'échelon mondial s'en verrait compromise.

71. La délégation du Royaume-Uni félicita la CEPAL pour le document présenté, qu'il qualifia de source de renseignements très utile car tous les aspects du problème y étaient abordés en détail. Le représentant signala qu'il comprenait combien les ajustements nécessaires avaient été pénibles pour l'Amérique latine et les Caraïbes et qu'ils avaient été à l'origine de fortes pressions sociales. Il reconnaissait que les pays s'efforçaient d'honorer leurs engagements et que les créanciers et débiteurs devaient chercher une solution commune au problème de l'endettement. Il souligna, à cet égard, les efforts déployés par les gouvernements des pays développés et les banques privées. Il ajouta que l'issue favorable de ces processus dépendrait du résultat des politiques d'ajustement appliquées par les différents pays. Il souligna le rôle joué par le Royaume-Uni dans le soutien accordé aux institutions financières internationales. Il appela également l'attention sur le fait que la discipline imposée par le FMI était indispensable pour garantir l'acheminement de flux financiers vers les pays de la région mais que les conditions exigées par le Fonds devaient s'adapter à la conjoncture de chaque pays. Il fit remarquer que les politiques d'ajustement avaient donné de bons résultats dans les pays développés. Finalement, il signala que son gouvernement avait accueilli avec intérêt les propositions émanées de la Conférence économique latino-américaine récemment tenue à Quito.

72. La délégation du Honduras se rallia aux félicitations formulées par les délégations précédentes pour le document présenté par la CEPAL. Le représentant signala néanmoins que son pays ne partageait pas les critères qui y étaient exposés quant à la nécessité d'élever le taux de change réel, et ce dans le contexte de la

conjoncture économique de son pays et des caractéristiques de ses exportations, lesquelles sont soumises à un système de contingentement. Il lança un appel à la Banque mondiale et l'Agence pour le développement international (AID) pour que soit suspendue l'adoption de critères de conditionnalité semblables à ceux du FMI.

73. La délégation du Canada manifesta la préoccupation de son pays pour le problème de l'endettement des pays en développement de la région. Même si la stratégie d'ajustement avait fait preuve d'efficacité jusqu'à présent et si la reprise enregistrée par les pays industrialisés semblait constituer un symptôme encourageant, les difficultés allaient sans doute subsister et il faudrait donc renforcer à l'avenir la coopération internationale. Le délégué exprima le soutien de son pays aux efforts d'ajustement déployés par les pays en développement et souligna que ces efforts devaient recevoir l'appui financier requis de l'extérieur. Il signala, à cet égard, que cet appui pourrait provenir de banques commerciales mais qu'il faudrait mettre davantage l'accent sur le financement à long et à moyen terme. Il mit l'accent sur le rôle que devaient jouer l'investissement privé direct, la Banque mondiale et le FMI dans le processus de reprise. Il ajouta que toute proposition de solution à la crise de l'endettement devait tenir compte, à la fois, des intérêts des créanciers et de ceux des débiteurs. Finalement, il signala que le document présenté à ce sujet par le secrétariat de la CEPAL lui paraissait d'une grande utilité.

74. La délégation française félicita le secrétariat pour la présentation du document et souligna quelques points relatifs à la crise économique latino-américaine et aux possibilités d'y mettre fin dans un esprit de coopération mutuelle, à la lumière des différences entre les pays. Le représentant signala que les gouvernements, les institutions financières internationales et les banques commerciales s'étaient employés à trouver des solutions efficaces. Il fit remarquer que les politiques d'ajustement avaient, certes, entraîné des résultats positifs mais avaient également comporté des coûts dans le domaine social et humain, économique et, en dernière analyse, un coût financier pour les pays créanciers. En ce qui concerne le réaménagement de la dette, il signala que les opérations devaient surgir d'une négociation cas par cas entre débiteurs et créanciers et qu'il devait exister une meilleure coordination entre les divers types de coopération prêtés par les créanciers. Il ajouta que les mesures adoptées devaient porter, à l'avenir, sur des éléments essentiels tels que le rapport entre les taux d'intérêt et les taux de croissance. Les politiques d'ajustement interne devaient, quant à elles tendre à une réorientation de la stratégie de développement et favoriser l'investissement et l'exportation, sans invalider pour autant le maintien de l'appui financier de la communauté internationale.

75. La délégation de la Colombie félicita le secrétariat pour la façon dont il avait abordé le sujet et l'encouragea à continuer dans cette voie, étant donné qu'à son avis, la CEPAL constituait l'instance adéquate pour ce faire. Le représentant signala que son pays avait suivi une politique très prudente en matière d'endettement extérieur, raison pour laquelle la situation de son pays était relativement moins critique que celle d'autres pays latino-américains. Cela était dû au fait que son pays était conscient de la vulnérabilité de son économie et était habitué à fonctionner dans un contexte de pauvreté. Il signala que l'ajustement actuellement appliqué dans son pays poursuivait deux objectifs :

contrôler l'inflation et octroyer à la monnaie nationale sa valeur réelle. Cela avait permis de récupérer une certaine capacité concurrentielle et de sortir du cycle négatif. Il manifesta néanmoins que son pays avait également souffert des mesures protectionnistes et de la réduction des marchés et que les efforts de coopération internationale étaient de plus en plus nécessaires. Il réitéra, finalement, que la CEPAL représentait l'instance adéquate pour que les pays de la région abordent ce problème.

76. La délégation de Cuba, après avoir félicité la CEPAL pour le document présenté, souligna que la crise économique était due, essentiellement, aux facteurs externes, tels que le relèvement des taux d'intérêt et des prix des importations, ainsi que la détérioration des prix des exportations et la contraction des flux financiers. Le délégué souligna également l'effet négatif de la transnationalisation, surtout en matière de transferts de capitaux. Il ajouta que le réaménagement de la dette ne pouvait pas continuer à se dérouler selon le schéma traditionnel mais devait se baser sur les possibilités réelles des pays, tant en ce qui concerne leur capacité de remboursement que de la possibilité d'appliquer des politiques d'ajustement interne. Il manifesta que le processus économique de récession en Amérique latine était lié au manque de changements structurels internes et qu'il fallait, entre autres mesures à prendre, empêcher les sociétés transnationales d'envoyer à l'étranger les devises dont la région avait besoin. L'Etat avait également un rôle décisif à jouer pour veiller à ce que les objectifs nationaux soient respectés avant ceux de groupes dont les intérêts se trouvent à l'extérieur. Les pays développés, quant à eux, devaient comprendre qu'il était impérieux pour la région de pouvoir disposer de ressources financières pour amorcer une reprise économique.

77. La délégation du Chili remercia la CEPAL pour le document présenté, qu'elle qualifia d'instrument adéquat pour les objectifs poursuivis. Au titre de considérations générales sur le sujet, le représentant mentionna la nécessité de financement afin de renforcer les exportations de la région et demanda aux pays développés d'ouvrir leurs marchés et d'éviter l'application de mesures protectionnistes qui, entre autres conséquences, freinent la génération des ressources nécessaires au remboursement de la dette des pays latino-américains. Il souligna également que les pays de la région devaient également ouvrir leurs marchés, dans l'esprit de la Déclaration de Quito. En ce qui concerne le FMI, il manifesta que ce dernier jouait souvent un rôle important et que les problèmes dérivés de la conditionnalité provenaient généralement des fonds insuffisants dont il disposait. A ce sujet, il lança un appel aux pays développés pour qu'ils augmentent leurs contributions au Fonds. Il proposa, d'autre part, que le FMI supervise également les politiques économiques appliquées dans les pays développés et leur impose certaines conditions afin d'éviter les conséquences néfastes que ces politiques entraînent pour les pays en développement. En terminant son intervention, il mentionna, à cet égard, le déficit fiscal des Etats-Unis.

78. La délégation du Mexique félicita le secrétariat pour le document présenté et renouvela son soutien à la CEPAL, en tant que centre de services consultatifs en la matière. Le représentant l'encouragea à continuer à travailler dans ce sens et à orienter davantage ses travaux vers la proposition de solutions viables et pragmatiques. Il fit remarquer en outre qu'il fallait chercher l'origine des problèmes de l'Amérique latine non seulement dans l'endettement et la nécessité

d'ajustement, mais aussi dans la structure inéquitable des relations économiques internationales. Quant au contexte international, il signala que la région présentait une évidente vulnérabilité face aux taux d'intérêt élevés et à d'autres facteurs qui échappent à son contrôle. En ce qui concerne le cas concret de son pays tel qu'il avait été envisagé dans le document, il manifesta qu'il eût préféré un autre type d'approche. En effet, les conditions du réaménagement de la dette extérieure du Mexique semblaient y être considérées comme le plafond maximum auquel peuvent aspirer les pays de la région. Il souligna l'importance de la coopération régionale et lança un appel en faveur d'une intensification des échanges commerciaux entre les pays, d'une facilitation des paiements et du renforcement de l'intégration économique. Il ajouta néanmoins que la coopération internationale était également indispensable à la relance dans la région. Il fit de nouveau référence au document de la CEPAL et signala que les facteurs fondamentaux qui intervenaient dans le problème de la dette extérieure étaient au nombre de quatre : le gouvernement débiteur, le gouvernement créancier, la banque privée et les organismes financiers internationaux. Pour terminer son intervention, il souligna qu'il était urgent de trouver une solution à ce problème dans le cadre de la responsabilité commune et de la recherche de solutions alternatives.

79. La délégation du Costa Rica, après s'être ralliée aux félicitations déjà formulées à l'égard du document, mentionna un aspect qui présentait un intérêt particulier pour la région centraméricaine, à savoir la nécessité d'un changement dans les politiques appliquées par les pays développés à l'égard des exportations des pays latino-américains, et notamment de la position des pays industrialisés au sein des organismes internationaux de financement et de leurs propres organismes, afin de financer et de faciliter le commerce entre pays en développement. A cet égard, il mentionna les difficultés auxquelles se heurte le marché commun centraméricain qui n'avait pas réussi à maintenir son dynamisme par manque de financement. Il manifesta que les pays développés ne pouvaient pas exiger une réciprocité stricte de la part des pays en développement en matière de commerce, car ces derniers se voyaient dans l'obligation d'appliquer des politiques qui n'étaient pas d'ouverture totale. Finalement, il réitéra l'importance fondamentale que revêtaient ces aspects pour la coopération ainsi que la nécessité d'un changement de traitement en matière de taux d'intérêt et de délais de remboursement et de grâce dans le réaménagement de la dette.

80. La délégation de l'Uruguay félicita également le secrétariat pour le document présenté. Le représentant signala ensuite que son pays était actuellement touché par le fait d'être un importateur net d'énergie et que le protectionnisme affectait ses principaux produits d'exportation agricole et industrielle. Il ajouta que le commerce intrarégional présentait un intérêt particulier pour son pays étant donné l'étroitesse relative de son marché intérieur.

81. Le secrétariat donna une explication sur la façon dont les économies latinoaméricaines s'étaient ajustées à l'évolution de l'économie internationale depuis 1979 et mentionna brièvement la détérioration rapide et profonde dont elles avaient souffert et comment les différents pays avaient réagi face à ce phénomène. Il ajouta que, bien que la plupart des pays ait eu accès à un financement extérieur dont l'importance était proche des tendances historiques, la contraction que présentaient les économies à la suite de la réduction de la capacité d'importation - aggravée par les événements politiques qui avaient eu lieu dans la région - avait été spectaculaire.

82. De l'avis du secrétariat, les principales leçons qu'on pouvait dégager des efforts déployés en Amérique centrale pour s'ajuster à la nouvelle conjoncture étaient les suivantes : en premier lieu, la vulnérabilité des économies avait considérablement augmenté, étant donné leur forte dépendance non seulement vis-à-vis du commerce extérieur mais aussi des flux financiers; ce fait est démontré par les multiples initiatives auxquelles ont eu recours divers agents internationaux pour mobiliser la coopération de l'extérieur vers l'Amérique centrale, sans consulter, dans certains cas, les gouvernements de la région quant au contenu de ces initiatives. En deuxième lieu, la pénurie de devises dans chaque pays avait affaibli les mécanismes multilatéraux de compensation de paiements en matière de commerce mutuel, ce qui avait également contribué à ce que le processus d'intégration centraméricain se voit touché par les conséquences négatives des politiques d'ajustement. Troisièmement, la politique économique avait été orientée, au cours de ces dernières années, vers les effets à court terme, au détriment de la relance à long et à moyen terme; à cet égard, les quelques résultats encourageants avaient été enregistrés dans le seul domaine financier et, en aucun cas, en ce qui concerne la reprise de la production et de l'exportation. Finalement, le coût de l'ajustement avait été relativement plus important pour les petites économies exportatrices de produits agricoles en Amérique centrale que pour d'autres pays de la région, raison pour laquelle leur position relative s'était probablement détériorée.

83. Le porte-parole de la délégation du Honduras signala, en ce qui concerne l'analyse de la situation en Amérique centrale, que le comportement des économies centraméricaines était très différent de celui des économies sud-américaines. Son pays avait tardé à appliquer les politiques d'ajustement, étant donné le peu d'expérience des pays de cette sous-région en ce domaine. Il réitéra qu'il ne partageait pas l'avis du Secrétariat quant au besoin d'ajuster le taux de change; en effet, son pays était essentiellement exportateur de produits agricoles, lesquels, par conséquent, étaient soumis à un système de contingentement, et les importations jouaient un rôle si décisif pour son développement que toute mesure relative aux taux de change entraînerait un coût social considérable. Il signala ensuite que les organismes financiers internationaux imposaient le même type de conditions que le FMI et termina son intervention en demandant au Secrétariat de la CEPAL de fournir des services consultatifs en matière de politique économique.

84. La délégation du Nicaragua manifesta que le document démontrait l'importance des facteurs politiques dans l'économie de la région. Le représentant souligna le fait que les flux financiers importants en provenance des pays développés vers la région centraméricaine n'étaient pas destinés à des activités de production mais à l'aide militaire. Il fit remarquer, en outre, que les politiques économiques appliquées par le Gouvernement des Etats-Unis non seulement affectaient l'économie de son pays mais constituaient également une agression à son égard. Il mentionna, à cet égard, le veto opposé aux prêts assortis de conditions libérales au sein des organismes financiers internationaux et à la réduction de 90 p. 100 du contingent de sucre de son pays, ce qui constitue une transgression des normes du GATT. Il voyait donc avec scepticisme les déclarations formulées en faveur du libre échange en tant que solution aux problèmes des pays.

85. Le délégué du Pérou exprima sa reconnaissance au Secrétariat pour les travaux réalisés en matière d'analyse de la problématique des déséquilibres du secteur extérieur. Il signala que l'inscription du thème des politiques d'ajustement et du réaménagement de la dette extérieure au titre de points spécifiques de l'ordre du jour de la session lui semblait une décision judicieuse, étant donné l'importance que revêtent ces deux éléments dans le processus de développement des sociétés et des économies de la région, ainsi qu'à la lumière de l'ampleur du problème, laquelle s'était traduite par une prise de position de plus en plus convergente des pays latino-américains et des Caraïbes; en effet, les divergences idéologiques et politiques entre les pays s'étaient estompées pour laisser place à une convergence, comme on avait pu le constater au cours des dernières réunions internationales. Il souligna, d'autre part, le caractère inédit de la conjoncture économique mondiale qui représentait un défi à la formulation de politiques économiques et qui exigeait des mesures et des solutions non conventionnelles afin de surmonter cette crise. Finalement, il insista sur le fait qu'il fallait se pencher sur le problème de la promotion des exportations et des conséquences éventuelles de la modification de la politique de change.

86. La délégation des Etats-Unis affirma qu'elle reconnaissait la précarité de la situation économique de la région, comme conséquence des politiques internes et des relations financières avec l'extérieur et souligna les répercussions sociales et politiques qui pouvaient en dériver. Le délégué ajouta que la coopération de toutes les parties était indispensable pour trouver une stratégie d'ajustement qui minimise les coûts sociaux. La stratégie appliquée par les Etats-Unis, signala-t-il, comprenait les éléments suivants : a) maintenir les politiques d'ajustement; b) recevoir un soutien important du FMI; c) recevoir une aide d'urgence et des prêts gouvernementaux; d) recevoir des prêts assortis de conditions prudentes de la banque commerciale; e) obtenir une ouverture des marchés et une relance dans les pays industrialisés. Il signala, d'autre part, qu'on constatait des symptômes encourageants de reprise dans les pays industrialisés, avec une augmentation de l'épargne, ce qui permettrait de réduire les taux d'intérêt. Il insista sur le caractère ouvert de l'économie des Etats-Unis, qui se traduisait actuellement par un déficit de la balance des comptes avec l'Amérique latine. Afin d'augmenter le potentiel d'exportation des pays en développement de l'hémisphère, il proposa de maintenir les taux de change à un niveau concurrentiel, le libre échange de facteurs de production industriels, des structures de prix réalistes, ainsi que des politiques monétaires et fiscales solides. En matière de finances, il rappela que son pays avait consacré des sommes considérables pour permettre une renégociation adéquate de la dette et faciliter le processus d'ajustement dans la région, tout en reconnaissant que la situation n'était pas encore tout à fait normale. Il rappela que certain pays avaient réussi à rééchelonner leurs engagements et manifesta son opposition à toute mesure radicale qui obligerait les pays industrialisés à déboursier de grosses sommes d'argent. Il ajouta que les pays d'Amérique latine ne seraient en mesure de recevoir un nouveau financement que si ils adoptaient des politiques d'ajustement adéquates. Il signala, finalement, que, étant donné la gravité de la situation, son pays était disposé à appliquer des politiques plus souples en matière de fonctionnement du système financier international.

Commentaires et réserves formulés à l'égard du projet
de résolution sur les politiques d'ajustement et la
renégociation de la dette extérieure

87. La délégation espagnole manifesta qu'elle regrettait profondément que les positions des pays membres soient restées divergentes durant les débats menés au sein de ce Comité ainsi que dans le cadre du groupe de contact qui avait été créé pour travailler sur le libellé du projet de résolution relatif aux politiques d'ajustement et au réaménagement de la dette extérieure. A titre de dernière tentative, le délégué recommanda que le vote sur la résolution soit renvoyé pendant quelques heures de façon à ce que des démarches puissent être menées, à haut niveau, afin d'éviter qu'elle soit soumise aux voix, que les différences qui séparaient les pays membres puissent être atténuées et que l'approbation soit unanime. Il manifesta que l'Espagne partageait pleinement la Déclaration et le Plan d'action de Quito et qu'elle était disposée à appuyer, de toutes les façons possibles et dans la mesure de ses possibilités, tous les efforts susceptibles de conduire à une solution des graves problèmes qui touchent l'Amérique latine et les Caraïbes. Il souligna également que la délégation espagnole partageait de nombreux critères exposés dans le projet de résolution, tels que le démantèlement du protectionnisme, la réduction des taux d'intérêt et des mécanismes financiers qui favorisent l'émergence de conditions plus favorables pour le réaménagement de la dette. Il souligna néanmoins que la rédaction du projet de résolution présentait des déséquilibres, lesquels devaient être corrigés de façon à tenir compte, d'une manière plus équitable, des incidences de la crise, non seulement pour la région latino-américaine et des Caraïbes mais également pour les pays moyennement développés tels que l'Espagne, que la crise mondiale touchait également de façon tout aussi grave.

88. La délégation des Pays-Bas justifia son abstention à l'égard du projet de résolution sur les politiques d'ajustement et le réaménagement de la dette extérieure par le fait que ce projet de résolution présentait, de l'avis de la délégation, une vision peu équilibrée des questions envisagées; en effet, on y mettait trop l'accent sur la position des pays développés et sur les facteurs externes.

89. La délégation des Etats-Unis expliqua qu'elle avait voté contre du fait que son pays s'était efforcé d'arriver à un compromis au cours des débats menés dans le cadre du Comité I et du Groupe de travail afin d'aboutir à un libellé du projet de résolution susceptible de recevoir le soutien de tous les pays, ce qui lui aurait donné ainsi plus de poids. Le représentant affirma que, de l'avis de sa délégation, le projet de résolution proposé par le Groupe latino-américain présentait les déséquilibres suivants : premièrement, toute stratégie visant à faire face au problème de l'endettement avec l'extérieur devait, pour atteindre son objectif, accorder aux mesures d'ajustement interne la plus grande priorité et importance; deuxièmement, la délégation estimait que les exhortations faites aux pays développés pour qu'ils allègent les mesures protectionnistes devaient être accompagnées d'une opposition aux mesures similaires adoptées par les pays en développement. Il fit remarquer que les Etats-Unis voyaient avec préoccupation la tendance protectionniste croissante à l'échelon mondial et que, de l'avis de son pays, la seule façon de faire face à ce grave problème était de faire appel à la

coopération de la communauté internationale; troisièmement, les Etats-Unis ne pouvaient accepter le concept de coresponsabilité des gouvernements des pays développés dans le problème de l'endettement. La coresponsabilité incombait essentiellement à la banque privée et aux pays en développement qui avaient contracté les dettes. Il souligna la préoccupation de son pays et le rôle important qu'il devait jouer. Il réitéra également que son pays faisait entièrement confiance au système financier international. Il considérait, finalement, que le texte du projet de résolution attribuait une trop grande importance aux causes externes et aux prétendus effets des politiques fiscales et monétaires des pays développés sur les taux d'intérêt.

90. La délégation du Royaume-Uni manifesta sa profonde déception face à l'évolution des débats car elle avait espéré que les efforts réalisés au sein du Groupe de travail eussent été plus fructueux. Le représentant regrettait également qu'il soit procédé au vote de façon si précipitée. Il expliqua que son pays s'était abstenu car, même si le dispositif ne présentait aucune difficulté et pouvait être accepté sans changement de fond, sa délégation ne pouvait appuyer ni le libellé ni l'interprétation du préambule du projet de résolution, qui lui paraissait peu équilibré. Le Royaume-Uni avait apporté son soutien à l'esprit de la Déclaration de Quito et avait espéré que le projet de résolution soit approuvé à l'unanimité. La délégation considérait que les études dont la réalisation était demandée dans la résolution, telle qu'elle avait été approuvée, ne pouvaient constituer des objectifs étant donné que les résultats en étaient jugés d'avance dans le préambule. La délégation était toujours convaincue que tous les pays devaient appliquer des politiques d'ajustement interne afin de résoudre leur problème d'endettement et que la communauté internationale devait les appuyer dans cette entreprise par le biais de nouveaux efforts de coopération.

91. La délégation française justifia son vote en faisant remarquer qu'elle constatait avec regret que les efforts déployés par les représentants des pays développés, notamment au sein du Groupe de travail, pour parvenir à une solution acceptable par tous n'avaient servi à rien. Cet échec était d'autant plus grave qu'il existait un consensus au sein de l'ensemble des délégations sur la partie essentielle du projet de résolution, à savoir les recommandations qui figuraient au point 3. Les divergences ne portaient que sur le préambule sur lequel toute possibilité d'amendement avait été refusée. On pouvait se demander si, aux yeux de certains pays qui soutenaient cette résolution, une plus grande importance devait être attachée aux appréciations contenues dans le préambule qu'au plan d'action défini dans les recommandations. Si tel était le cas, une telle attitude ne pourrait être que très regrettable.

92. La délégation française, pour sa part, ne pouvait accepter, dans sa forme originale, le préambule du projet de résolution car ce dernier ne rendait pas compte, à son sens, de la réalité de la crise économique et financière dont souffrent aujourd'hui les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Le texte ne reflétait pas non plus à ses yeux, de façon fidèle, l'esprit de la Déclaration de Quito à laquelle il prétend se référer. Celle-ci était beaucoup plus riche et plus ouverte au dialogue qu'à la confrontation entre pays débiteurs et créanciers. En résumé, le projet de résolution proposé constituait une interprétation imparfaite et détournée à laquelle la France ne pouvait souscrire.

Comité II

93. Le Comité II s'est réuni du 2 au 5 avril. Il a examiné les points suivants : "Réunions des organes subsidiaires et réunions régionales patronnées par la CEPAL dans le cadre des travaux préparatoires des conférences mondiales des Nations Unies : conclusions et recommandations" et "Autres activités du système de la CEPAL depuis la dix-neuvième session, et projet de programme de travail de la Commission pour la période biennale 1986-1987" (points 9 et 10 de l'ordre du jour). A l'issue de ses travaux, il a approuvé sept projets de résolution en vue de leur soumission à la Commission au cours de ses séances plénières*.

94. Dès l'ouverture des délibérations du Comité, le Secrétaire exécutif passa en revue les activités que le Secrétariat a menées depuis mai 1981 ainsi que les résultats des principales réunions des organes subsidiaires de la CEPAL et des réunions régionales que celle-ci a patronnées dans le cadre des travaux préparatoires des conférences mondiales des Nations Unies, en mettant l'accent sur les recommandations et les conclusions les plus importantes qui en sont émanées (alinéa i) du point 10 a) de l'ordre du jour).

95. Le Bureau du Comité réunissait les pays suivants :

Présidence : Chili

Première vice-présidence : Belize

Deuxième vice-présidence : Etats-Unis

Rapporteur : Venezuela.

Réunions des organes subsidiaires et réunions
régionales patronnées par la CEPAL dans le
cadre des travaux préparatoires des conférences
mondiales des Nations Unies : conclusions et
recommandations (point 9 de l'ordre du jour)

96. Le Comité a été saisi, pour l'étude de ce point, des documents de travail suivants : "Lista de informes de reuniones auspiciadas por la CEPAL desde mayo de 1981" (E/CEPAL/SES.20/G.21) (Liste de rapports de réunions patronnées par la CEPAL depuis mai 1981); "Informe de la Reunión Regional Latinoamericana Preparatoria de la Conferencia Internacional sobre Población, realizada en el marco del séptimo período de sesiones del Comité de Expertos Gubernamentales de Alto Nivel (La Habana, 16 al 19 de noviembre de 1983)", contenue dans le document E/CEPAL/SES.20/G.19; "Proyecto de informe del octavo período de sesiones del Comité de Expertos Gubernamentales de Alto Nivel evaluación de la instrumentación de la Estrategia Internacional del Desarrollo para América Latina y el Caribe, teniendo

* Documents de salle de conférence II/1, II/3/Rev.1, II/4, II/5, II/6, II/7 et II/8.

en cuenta la crisis económica internacional (Montevideo, 18 al 23 de enero de 1984)", publié sous la cote E/CEPAL/SES.20/G.26; "Informe del noveno período de sesiones del Comité de Expertos Gubernamentales de Alto Nivel, dedicado a la Ciencia y la Tecnología para el Desarrollo (Montevideo, 23 y 24 de enero de 1984)", qui figure dans le document E/CEPAL/SES.20/G.20.

97. En ce qui concerne les travaux préparatoires, à l'échelon régional, de la Conférence internationale sur la population, plusieurs délégations ont exprimé le souhait qu'il soit dûment tenu compte des conclusions pertinentes de la réunion sur la population qui serait tenue à Sainte-Lucie en avril/mai 1984, sous les auspices de la CARICOM, dans le cadre des travaux préparatoires régionaux de la Conférence internationale sur la population.

98. Les participants ont pris acte avec satisfaction des conclusions et des recommandations émanées des réunions dont il est fait mention dans le point 9 de l'ordre du jour et dont certaines ont fait l'objet de résolutions spécifiques adoptées à la vingtième session.

Autres activités du système de la CEPAL depuis mai 1981 et
projet de programme de travail du système de la CEPAL pour
la période biennale 1986-1987 (point 10 de l'ordre du jour)

99. Le Comité a approuvé le document intitulé "Rapport d'activités de la Commission depuis mai 1981" (E/CEPAL/SES.20/G.14) ainsi que l'annexe "Rapport d'activités de la Commission depuis mai 1981. Activités de la CEPAL en ce qui a trait aux catastrophes naturelles qui ont eu lieu en Amérique latine" (E/CEPAL/SES.20/G.14/Add.1).

100. Il a en outre examiné le "Plan de Acción Regional para América Latina y el Caribe en relación con el Año Internacional de la Juventud" (E/CEPAL/SES.20/G.22), que les pays membres de la Commission ont adopté en octobre 1983*.

101. Le Secrétariat a ensuite fait rapport des travaux qui, avec la participation active de la CEPAL et en application de la résolution 448 (PLEN.16), ont été menées au sein des Nations Unies au sujet du processus de décentralisation des activités de l'Organisation.

102. Puis il a exposé, dans ses grandes lignes, le projet de programme de travail de la CEPAL pour la période biennale 1986-1987 (document E/CEPAL/SES.20/G.7), en appelant l'attention sur la façon dont il a été organisé et sur les critères utilisés pour déterminer les programmes, sous-programmes et éléments du programme.

103. Cette fois-ci, a-t-il remarqué, le projet en question ne couvrait pas les activités futures du siège sous-régional de la CEPAL pour les Caraïbes, étant donné qu'il fallait attendre, pour ce faire, la tenue de la huitième session du Comité de

* Voir le "Informe de la Reunión Regional Latinoamericana Preparatoria para el Año Internacional de la Juventud" (E/CEPAL/G.1285).

développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) au cours de laquelle les pays des Caraïbes se prononceraient sur le programme de travail de ce sous-siège pour 1986-1987.

104. Deux délégations ont proposé que le Comité plénier tienne, en 1984, une réunion consacrée, entre autres, à l'étude du programme de travail établi à la huitième session du CDCC en vue de son incorporation au projet de programme de travail du système de la CEPAL pour la période biennale 1986-1987 et de sa soumission aux instances chargées de la planification et du budget au sein de l'Organisation des Nations Unies.

105. Une délégation s'est déclarée préoccupée du nombre et de la répartition des effectifs dont il est fait état dans le projet de programme de travail, en indiquant qu'il s'amenuise par rapport à ceux qu'emploient les autres commissions régionales et qu'il serait donc souhaitable de porter remède à cette situation. Cet avis a été partagé par tous les participants qui ont, par ailleurs, souligné que cette initiative ne devait pas impliquer une contribution accrue des pays de la région au budget ordinaire des Nations Unies.

106. Tous les participants se sont accordés à souligner que les ressources humaines allouées à chacun des programmes compris dans le projet de programme de travail 1986-1987 devaient l'être d'une façon suffisamment souple pour pouvoir faire face à de nouvelles demandes que présenteraient les gouvernements, ainsi qu'à des circonstances imprévues pouvant obliger à réorienter les activités du programme de travail.

107. Il a été convenu que mention expresse devait être faite, dans l'introduction au document intitulé "Projet de programme de travail du système de la CEPAL, 1986-1987", de la Déclaration et du Plan d'action de Quito que la Conférence économique latino-américaine a élaborés en janvier 1984, en précisant qu'il s'agit là des principaux éléments propres à orienter les activités décrites dans ledit Projet de programme de travail.

108. La délégation des Etats-Unis a fait savoir, qu'en ce qui concerne les organisations internationales, son pays mène une politique budgétaire de croissance nette zéro, comme l'a indiqué son Président dans le Message qu'il a consacré à l'exercice budgétaire 1984; elle a ajouté qu'elle se ralliait aux vues exprimées par plusieurs délégations selon lesquelles le projet de programme de travail devait être suffisamment souple pour que le financement d'éventuelles nouvelles activités puisse être assuré par les ressources disponibles. Le représentant ajouta que, de l'avis de son gouvernement, le budget prévu pour la CEPAL en 1986-1987 devait être soumis à l'examen de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1985 et qu'il faudrait, à ce moment, tenir compte de la position de son pays en ce qui concerne la politique de croissance réelle zéro, d'absorption maximum de l'inflation et des coûts dérivés des fluctuations de la monnaie.

109. Il a été signalé que le sous-siège régional de la CEPAL pour les Caraïbes était relativement réduit, ce qui expliquait le caractère limité de ses activités. Il a été recommandé, en conséquence, que le programme de travail de la Commission soit élargi de façon explicite pour couvrir les pays des Caraïbes dans les domaines où le sous-siège ne posséderait pas le personnel spécialisé.

110. Il a été ensuite procédé à l'examen des différents programmes visés dans le projet de programme de travail pour la période biennal 1986-1987.

Programme 10 : Questions et politiques de développement

111. Les participants se sont accordés à reconnaître qu'il importait d'accélérer la réalisation des études de type conjoncturel et d'élargir l'univers des indicateurs à court terme de façon à ce que l'analyse de la situation de la région soit plus exhaustive. Le Secrétariat pourra ainsi, a-t-on signalé, tenir constamment les pays au courant de l'évolution de leur processus économique et en ce qui concerne des problèmes importants qui leur sont communs.

112. Les délégations ont également été unanimes à reconnaître que plusieurs des études envisagées dans ce programme devaient envelopper également, et avec la plus grande précision possible, des expériences des petits et moyens pays, notamment les Caraïbes.

113. Le Secrétariat a été prié de prêter une attention spéciale à la coordination du contenu des études envisagées dans le programme et au renforcement des rapports établis avec d'autres organismes internationaux, régionaux et nationaux qui mènent des études dans le domaine de la politique économique, afin de tirer le meilleur parti de leur expérience et d'enrichir les activités de la Commission dans ce domaine, en évitant, dans la mesure du possible, le chevauchement d'activités.

114. Le Secrétariat prit acte de ces commentaires et a informé les participants des progrès accomplis en ce sens.

115. Le Comité approuva le programme 10 et postposa l'examen du sous-programme 10.6 "Services de planification économique et sociale pour les pays d'Amérique latine" qui fera l'objet d'un examen postérieur, simultanément avec le programme de travail de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES).

Programme 11 : Energie

116. Plusieurs délégations se sont accordées à signaler qu'il fallait coordonner les activités que mène la CEPAL dans ce domaine avec celles d'autres organisations pertinentes. Il a été convenu de demander au Secrétariat de renforcer davantage ses rapports avec l'Organisation latino-américaine de l'énergie afin de faire un usage le plus rationnel possible des efforts déployés dans la région en cette matière.

117. Le Comité a également considéré que le Secrétariat devait, dans la mesure de ses possibilités, abréger les délais d'exécution de plusieurs activités prévues de façon à ce qu'une réponse soit donnée au plus tôt à un grand nombre de problèmes qui se posent actuellement dans le domaine de l'énergie.

118. Un représentant exprima son accord avec l'élément du programme relatif aux sources d'énergie nouvelles et renouvelables même si les ressources énergétiques conventionnelles et d'usage généralisé étaient à l'origine de la plupart des problèmes que connaissent actuellement les économies des pays latino-américains.

Il se montra également satisfait des activités relatives aux changements intervenus sur les marchés internationaux de l'énergie, tout en faisant remarquer que ce type d'étude devait également s'étendre aux innovations techniques dans ce secteur.

119. Les participants se sont accordés à signaler qu'il fallait incorporer au programme 11 certains points qui présentaient un intérêt immédiat pour les pays comme, par exemple, la substitution des importations de produits énergétiques à l'échelon régional, ainsi qu'une étude des caractéristiques spécifiques des différents types de combustible afin d'en faciliter l'échange au niveau régional.

120. Le Secrétariat de la CEPAL prit note des observations formulées et a fait savoir que la coordination que la Commission a établie avec des organismes tels que la Commission d'intégration électrique régionale (CIER), l'OLADE et la BID, s'était déjà traduite par des activités concrètes dans divers domaines qui présentent un intérêt commun.

121. Le Comité approuva le programme.

Programme 12 : Environnement

122. De l'avis de toutes les délégations, le programme présenté était quelque peu ambitieux par rapport à la dotation d'effectifs y allouée. Les délégations ont signalé qu'il fallait approfondir certains aspects du programme par le biais d'études sur les zones ou régions écologiques communes à plusieurs pays et ont demandé que des méthodologies soient élaborées afin que le thème de l'environnement soit inclus au titre des variables de la planification du développement économique.

123. Une délégation signala qu'il conviendrait, lors de la convocation de séminaires, ateliers ou autre type de réunions dont les résultats seraient susceptibles d'être incorporés à des études de type global, que les gouvernements pertinents soient consultés à l'avance afin de définir de façon plus précise les thèmes qui devraient y être abordés ainsi que l'orientation de ces études.

124. Le Secrétariat prit bonne note de ces suggestions.

125. Le Comité approuva le contenu du programme.

Programme 13 : Agriculture et alimentation

126. Plusieurs délégations signalèrent que le Secrétariat devait coordonner davantage ses activités avec celles du Comité d'action du Système alimentaire régional (CASAR) du SELA ainsi qu'avec celles que le Groupe andin mène en matière de sécurité alimentaire.

127. Une délégation souligna, quant à elle, que le programme sur l'agriculture et l'alimentation devait, au titre de ses activités, envisager la possibilité de répondre aux besoins urgents dérivés, dans ce domaine, de catastrophes naturelles.

128. La délégation d'un pays des Caraïbes exprima son souhait pour que ce programme étende ses activités aux pays de cette sous-région.

129. Une autre délégation manifesta que, pour l'analyse des problèmes abordés dans ce programme, il convenait d'utiliser des méthodologies qui abordent, non seulement la production alimentaire, mais aussi leur distribution et commercialisation, la composition de la consommation, les prix et, en général, les répercussions des politiques de subsides alimentaires. Il fallait également envisager le thème des potentialités de développement de l'agro-industrie.

130. Le Secrétariat expliqua les mécanismes de coordination avec d'autres institutions nationales, régionales et internationales qui régissent ses activités ainsi que certains aspects méthodologiques appliqués à l'étude de ces problèmes.

131. Le Comité approuva le programme.

Programme 14 : Etablissements humains

132. Pour l'étude de ce programme, le Comité a eu à sa disposition le rapport du Comité de session sur les établissements humains qui a siégé au cours de la vingtième session*.

133. La délégation d'un pays des Caraïbes exprima le souhait des pays de cette sous-région que les activités de ce programme soient élargies à cette sous-région.

134. Une autre délégation appela l'attention sur un facteur qui avait déjà été mentionné à l'égard d'autres programmes, c'est-à-dire le besoin de coordonner les activités du Secrétariat avec d'autres institutions, et notamment, dans ce cas, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

135. Le Comité approuva le programme.

Programme 15 : Développement industriel

136. Plusieurs délégations manifestèrent le souhait de ce que les éléments de ce programme soient coordonnés avec certains éléments du programme 10 "Questions et politiques de développement", notamment en ce qui concerne l'inclusion, dans un seul type d'étude, des entreprises industrielles et des entreprises de l'Etat.

137. Les délégués se sont également accordés à signaler que les études dans le domaine industriel devaient tendre à définir des politiques et des stratégies susceptibles d'orienter l'action des gouvernements en matière de politique industrielle. On a cité comme exemple l'utilisation de la capacité non utilisée et d'autres mesures visant à la reconversion de ce secteur.

138. De l'avis de plusieurs délégations, les études sectorielles de type macro-économique devaient couvrir les aspects micro-économiques ainsi que des produits spécifiques susceptibles d'être remplacés ou exportés au sein de la région ou vers d'autres régions. On a souligné, en ce sens, qu'il fallait réorienter les travaux exécutés dans le cadre du projet des biens d'équipement.

* Voir par. 244 à 262 infra.

139. Une délégation abonda dans le même sens et signala que les petits pays et les pays relativement moins avancés dans le domaine industriel souhaitaient que les études entreprises dans le cadre de ce programme couvrent davantage des produits ou des sous-secteurs susceptibles de présenter les meilleures possibilités de développement.

140. Le Secrétariat prit bonne note des préoccupations et des remarques formulées par les différentes délégations et signala que, dans certains cas, des efforts avaient été déjà déployés en ce sens.

141. Le Comité approuva le programme.

Programme 16 : Commerce international et financement du développement

142. Une délégation proposa que les activités prévues dans le sous-programme 16.2, "Rapports entre l'Amérique latine et d'autres régions" soient étroitement coordonnées avec celles que mène le SELA, et que le sous-programme 16.3, "Le système monétaire international et le financement extérieur" soit adapté afin qu'il y soit pris acte des conclusions émanées des débats du Comité I sur les politiques d'ajustement interne et les processus de réaménagement de la dette extérieure (point 4 de l'ordre du jour). Une autre délégation a suggéré qu'un nouvel élément concernant la coopération économique entre l'Amérique latine et les Caraïbes soit ajouté au programme.

143. Une troisième délégation signala, en ce qui concerne l'élément du programme 16.4.3, "Les rapports entre l'Amérique latine et les régions et pays en développement", qu'il serait intéressant d'effectuer des études par pays et sur des secteurs spécifiques, et que les grandes lignes pour la réalisation de ces études devaient être établies dans le cadre de la coopération Sud-Sud. En ce qui concerne l'élément du programme 16.4.4, "Soutien à l'ALADI", la délégation fit remarquer qu'on avait favorisé l'intégration par le biais de préférences douanières, ce qui ne devait pas constituer la seule voie possible. La délégation proposa donc que le Secrétariat travaille, en rapport étroit avec l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), à l'étude d'options alternatives telles que les soumissions et les achats de la part de l'Etat. Vu l'importance de cette question, la délégation a exprimé le souhait qu'elle soit avancée à la période biennale 1984-1985 et non pas seulement à partir de 1986-1987.

144. Plusieurs délégations ont signalé que les activités prévues dans l'élément du programme 16.4.5 ne couvraient que trois de cinq pays du Pacte andin et qu'elles constituaient un chevauchement par rapport aux travaux menés par le Conseil de l'Accord de Carthagène (JUNAC). De commun accord, les délégations proposèrent que cet élément du programme soit reformulé en consultation avec les pays membres du Groupe andin et avec le Conseil de l'Accord de Carthagène, dans le cadre de la convention souscrite par ce dernier et la CEPAL. Dans la reformulation de cet élément du programme, il conviendrait de mettre l'accent sur les questions relatives à l'intégration frontalière.

145. De l'avis d'une autre délégation, l'élément du programme 16.4.6 devait faire état, de façon explicite, de la coordination des activités avec le Secrétariat permanent du Traité d'intégration économique centraméricaine (SIECA), le Comité d'action pour le développement économique et social de l'Amérique centrale, le SELA et d'autres organismes sous-régionaux.

146. Une délégation a signalé que les activités prévues dans les éléments du programme 16.1.2 et 16.3.3 devaient être coordonnées de façon appropriée et qu'il fallait exécuter, dans le cadre de ce dernier élément, les décisions émanées du Plan d'action de Quito en ce qui concerne les mécanismes de soutien financier au commerce intra-régional.

147. Le Secrétariat prit acte de toutes les propositions formulées et signala qu'il s'efforcerait d'adapter le programme 16.

148. Le Comité approuva ce programme.

Programme 17 : Ressources naturelles

149. Pour l'étude de ce programme, les délégations ont été saisies du rapport du Comité de session de l'eau*.

150. Plusieurs délégations se sont accordées à signaler qu'il fallait donner une approche intégrale à la question des ressources naturelles et qu'il fallait y tenir compte de leur capacité de répondre aux besoins de la population.

151. A cet égard, une délégation a mentionné expressément qu'il fallait inclure le facteur terre à ce programme, au même titre que les ressources en eau, le reboisement et le problème de l'érosion, en tant que phénomène naturel ou comme résultat de l'action humaine.

152. Certaines délégations ont estimé que le programme envisageait le thème des ressources naturelles d'une façon atomisée et qu'il fallait y faire état, de façon explicite, du rapport qui existe entre certains aspects tels que l'érosion et le type et l'utilisation des terres, que ce soit en zones arides ou humides.

153. Finalement, une autre délégation souhaita que les activités de ce programme soient étendues aux pays des Caraïbes.

154. Le Secrétariat a pris acte des observations formulées et a signalé que la ressource sol faisait l'objet d'études menées dans le cadre de la FAO, organisation avec laquelle il travaillait en étroite collaboration. D'autre part, il était tenu compte de la ressource terre dans les études que le Secrétariat menait sur la question des bassins en haute montagne, et que ce dernier n'avait pas d'objection à ce que ces analyses fassent l'objet d'une approche intégrale telle que celle qui avait été suggérée ici.

* Voir par. 225 à 235 infra.

155. Le Comité adopta le programme.

Programme 18 : Population (CELADE)

156. Le Directeur du CELADE présenta une synthèse des activités menées au cours de la période 1981-1983; l'accent avait été mis sur l'établissement de rapports plus étroits avec les pays afin de tirer un meilleur parti des ressources disponibles; diverses conventions avaient été souscrites à cet effet avec des organismes nationaux dans lesquelles des activités et des délais de réalisation avaient été fixés. Il ajouta que malgré la réduction des ressources disponibles, certaines mesures visant à renforcer le sous-siège du CELADE à San José et à servir les pays anglophones des Caraïbes, notamment en matière de formation, de traitement de données censitaires et de migration internationale, avaient été concrétisées. Il passa ensuite brièvement en revue le programme de travail du CELADE pour la période biennale 1986-1987, et mentionna les principales lignes d'action des sous-programmes de statistiques démographiques et estimations de population, population et développement, formation, services de documentation et traitement des données, et publications. Le Directeur ajouta que cet ensemble d'activités avait été défini de telle façon qu'il existait une certaine marge de flexibilité qui permette la réalisation d'activités non prévues, susceptibles de dériver de la Conférence internationale sur la population.

157. Dès l'ouverture du débat, une délégation demanda que l'orientation actuelle des travaux soit maintenue et que l'accent soit mis, notamment, sur l'incorporation des variables démographiques à la planification du développement et la formation, ce qui exigeait un plus grand recours aux ressources humaines disponibles dans la région.

158. Un autre délégué fit allusion à l'assistance accordée par le CELADE au Ministère de la planification de son pays et souligna l'importance du facteur formation ainsi que l'étude des rapports entre la population, les ressources naturelles et la technique. Il mit également l'accent sur la contribution que ces études pouvaient représenter à une reformulation du concept du processus de développement.

159. Une troisième délégation proposa, en ce qui concerne les activités en matière de statistiques démographiques et d'estimation des tendances de la population, que le ménage soit considéré comme unité d'analyse.

160. Tous les représentants des pays anglophones des Caraïbes signalèrent qu'à leur avis, les activités menées et programmées par le CELADE pour cette sous-région étaient insuffisantes et demandèrent que les activités entreprises dans le cadre des différents éléments du programme de travail soient étendues à leurs pays. Ils exprimèrent notamment leur souhait de recevoir une assistance technique en matière de population et développement, qui réponde aux caractéristiques des pays de cette sous-région et que les différentes activités de formation du CELADE soient également menées en anglais dans cette sous-région. Ils signalèrent que le programme de maîtrise devait être créé dans le cadre de l'Université des Antilles pour les pays de langue anglaise. Ils exprimèrent également le souhait de ce que les séries de tendances démographiques pour les pays anglophones des Caraïbes soient élaborées avec autant de précision que pour les pays d'Amérique latine. Ces préoccupations ont été partagées par certains pays non anglophones.

/...

161. Plusieurs délégations ont signalé que le sous-siège du CELADE à San José devait être renforcé de façon à répondre davantage aux besoins des pays des sous-régions.

162. Une délégation recommanda que les formes et les mécanismes susceptibles de mettre à profit l'information disponible soient étudiés afin de formuler, de programmer et d'évaluer les politiques de population et que les grandes lignes soient établies de façon à ce qu'il soit tenu compte des variables démographiques dans les plans régionaux de développement.

163. La même délégation proposa que des séminaires et des ateliers soient organisés afin de favoriser l'échange de données d'expérience en ce qui concerne la formulation de politiques de population, de renforcement de programmes spécifiques de formation ainsi que les services consultatifs et le soutien nécessaire pour mettre sur pied des programmes d'enseignement et de recherche en matière de population dans les universités.

164. Un représentant mentionna les activités destinées à évaluer les répercussions démographiques des programmes de planning familial, et demanda que les répercussions socio-économiques de ces programmes fassent également l'objet d'études, notamment en ce qui concerne la stérilisation, méthode qui, signala-t-il, était très généralisée dans son pays.

165. Un autre délégué prit ensuite la parole pour signaler que le programme de travail ne faisait pas référence, de façon explicite, à la Conférence internationale sur la population et qu'il convenait de laisser aux activités prévues un certain degré de flexibilité de façon à pouvoir les adapter aux travaux préparatoires et aux résultats de cette réunion.

166. Quant aux sources d'information démographique, une délégation signala qu'il importait d'utiliser les registres civils et les statistiques de vie et d'en encourager l'amélioration, tout en reconnaissant que cette tâche incombait à d'autres organismes internationaux.

167. Un autre délégué fit mention de la convention souscrite entre le CELADE et le Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM); les mouvements migratoires internationaux revêtaient une importance particulière dans son pays et il recommandait donc de mener une étude sur ces déplacements de population.

168. La Secrétariat prit bonne note des propositions formulées et expliqua quelles étaient les possibilités d'y donner réponse.

169. Le Comité adopta le programme de travail du CELADE.

Programme 20 : Science et technique

170. Les délégations se sont accordées à reconnaître que les ressources humaines allouées à ce programme étaient très réduites. Elles estimaient donc qu'il fallait les augmenter, tout en reconnaissant, néanmoins, que la question de la technique était également abordée dans d'autres programmes du Secrétariat; c'est pourquoi

/...

elles proposaient qu'un annexe soit élaboré qui regrouperait toutes les activités que le Secrétariat mène en matière de science et de technique de façon à pouvoir disposer d'une évaluation plus précise de leur importance dans l'ensemble du travail de ce dernier.

171. Une délégation signala que ce programme n'abordait pas la question de la science et la technique pour la planification du développement et en souligna l'importance pour l'élaboration des politiques économiques et sociales.

172. Une autre délégation estima que l'éventail des sujets technologiques envisagés dans ce programme devait être élargi, conformément au rapport de la neuvième session du CEGAN (Montevideo, janvier 1984).

173. Le Secrétariat prit acte des commentaires et signala qu'il était possible d'élaborer l'annexe en question. En ce qui concerne l'extension des nouveaux thèmes technologiques proposés, cela ne serait possible que dans la mesure où les ressources extra-budgétaires actuellement en cours de négociation étaient allouées.

174. Le Comité adopta le programme.

Programme 21 : Développement social et affaires humanitaires

175. Une délégation demanda au Secrétariat que la plupart des sous-programmes de ce programme soient étroitement coordonnés avec ceux du programme 18, "Population", exécuté par le CELADE.

176. Le Secrétariat prit acte de cette recommandation et signala que ce travail de coordination existait déjà dans la plupart des cas.

177. Le Comité adopta le programme.

Programme 22 : Statistique

178. Une délégation signala qu'elle souhaitait recevoir une assistance technique dans les différents domaines relevant des statistiques économiques et sociales et proposa que l'échange de données d'expérience entre les pays de la région soit intensifié de façon à pouvoir faire face, de façon plus effective, aux problèmes techniques existants.

179. Le Secrétariat présenta au Comité le document E/CEPAL/SES.20/G.28, "Acceso a las fuentes de información sobre estadísticas de comercio exterior en América Latina" pour l'informer de l'exécution de la résolution 437 (XIX).

180. Le Comité adopta le programme.

Programme 23 : Sociétés transnationales

181. Une délégation exprima le souhait que l'étude comparative de l'élément du programme 23.2.3, "Las transferencias financieras y la banca transnacional", déjà entreprise pour quatre pays de la région, soit avancée à 1985.

182. Une autre délégation souhaita que son pays soit envisagé dans l'une des études de cas entreprises dans le cadre de cet élément du programme.

183. Les participants s'accordèrent à reconnaître l'importance de ce programme et demandèrent au Secrétariat de mettre un accent particulier sur le soutien aux activités de ce programme par la prévision de ressources appropriées.

184. Le Secrétariat répondit qu'il ferait tous les efforts possibles pour faire progresser cette étude comparative et pour y inclure le cas supplémentaire exposé ici.

185. Le Comité adopta le programme.

Programme 24 : Transport

186. Une délégation proposa que l'information statistique sur le transport régional et le transport entre l'Amérique latine et des pays tiers soit renforcée et que les normes de l'ALADI soient prises en ligne de compte pour la simplification de documents en matière de transport. Elle demanda également qu'il soit tenu compte, dans l'étude, de nouvelles techniques du fonctionnement des bateaux à usage multiple.

187. Le Secrétariat prit acte de ces commentaires.

188. Le Comité adopta le programme.

Sous-programme 10.6 : Services de planification économique et sociale pour les pays de l'Amérique latine (ILPES)

189. Dans sa présentation, le Directeur de l'ILPES signala que l'Institut avait exécuté les tâches dont il avait été chargé à la dix-neuvième session de la CEPAL (Montevideo, 1981), dans le cadre des restrictions financières qui l'avaient affecté. En 1982, sept pays représentés au sein du cinquième Sous-Comité technique (San José, Costa Rica) ont approuvé un nouveau programme d'activités qui a été ratifié officiellement par le cinquième Comité technique (Buenos Aires, mai 1983).

190. Les travaux de l'Institut, tels qu'ils ont été réorientés, tendent à renouveler, tant au niveau théorique qu'opérationnel, la pratique de la planification dans la région, et à établir un lien plus étroit entre cette dernière et les problèmes objectifs des pays, ainsi que le processus de décision à court terme, à la lumière des contraintes extérieures et des priorités à moyen terme imposées par le développement.

191. Quatre lignes d'action prioritaire ont été établies, à savoir : la coordination entre les politiques à court terme et celles à moyen et à long terme; les incidences, sur les systèmes nationaux de planification, de la réinsertion de l'économie régionale dans l'ordre économique international à la lumière de la crise actuelle; l'impact de la crise à l'échelon spatial et social au sein des pays, et la révision du rôle joué par les gouvernements au cours de la présente décennie, notamment en matière sociale.

/...

192. A en juger par le comportement actuel de l'Institut, on pouvait déduire, avec un optimisme justifié, qu'il sera en mesure de mener à bien ces activités prioritaires; outre son potentiel installé, il fallait tenir compte de ses aptitudes pour mobiliser des spécialistes dans la région ainsi que l'importante participation, au sein de l'Institut, de personnel technique provenant d'autres organismes internationaux, notamment de la CEPAL même et du CELADE.

193. Des éléments nouveaux en matière de soutien ont été établis dans le nouveau projet institutionnel approuvé à l'unanimité en mai 1983 pour la période triennale 1984-1986. Du point de vue financier, le projet était caractérisé par l'appui direct apporté par les gouvernements qui devait représenter 40 p. 100 du budget régulier de l'Institut; le soutien fourni par ces derniers était une preuve de ce que l'Institut représentait en tant que mécanisme multilatéral de coopération en matière de planification et de politique de développement.

194. Finalement, le Directeur de l'ILPES signala que chacun des quatre programmes principaux de l'Institut était envisagé, de façon explicite, dans le cadre de nouvelles activités prioritaires, à savoir : services consultatifs, formation, recherche et coopération horizontale; il présenta un rapport détaillé des activités futures dans ces domaines et remercia les gouvernements, le PNUD et la CEPAL du soutien qu'ils ont apporté à l'Institut.

195. Plusieurs représentants se sont montrés satisfaits du rapport présenté par le Directeur de l'ILPES et des activités réalisées par cet institut au cours des deux dernières décennies. Un délégué s'est félicité de l'importance qui, contrairement aux programmes antérieurs, serait maintenant donnée aux pays des Caraïbes dans le cadre du nouveau programme de travail de l'ILPES.

196. Il a été signalé que les activités de l'ILPES devaient être décentralisées en vertu des directives arrêtées par la troisième Réunion des directeurs de planification des Caraïbes, notamment en ce qui concerne les activités de formation qui devaient s'adapter à la situation particulière de cette sous-région.

197. Un délégué fit remarquer, dans le cadre du programme de travail, qu'il fallait revoir les concepts relatifs à la planification à la lumière de la crise que traversent les économies de la région. Il fallait, notamment, élaborer des formules optionnelles pour l'avenir, en mettant un accent particulier sur l'intégration. Il proposa finalement qu'il soit tenu compte de la nécessité de coordonner les stratégies de développement à long terme des différents pays.

198. Une délégation exprima son accord avec les mesures prises par l'ILPES pour éviter les chevauchements de fonctions avec d'autres organismes ainsi qu'avec la proposition formulée par une délégation des Caraïbes visant à ce que l'ILPES accorde une attention croissante à cette sous-région.

199. Une autre délégation manifesta que le programme de travail de l'ILPES couvrait un vaste domaine en matière de planification et mit l'accent sur le thème du secteur public décentralisé et les politiques visant à une meilleure administration des programmes sociaux dans tous les secteurs, y compris les municipalités; la délégation souligna, enfin, la nécessité de fixer des priorités, étant donné les ressources limitées dont on disposait.

200. Un représentant signala que, de toute évidence, l'ILPES entrait dans une nouvelle étape de son développement et que les priorités établies dans son programme de travail répondaient aux besoins des ministères et des organismes de planification. Il se montra néanmoins préoccupé par le fait que l'ILPES ne disposait pas du soutien budgétaire indispensable pour mener à bien toutes ses activités; il recommanda que des efforts soient déployés au sein du système de la CEPAL pour transférer à l'ILPES davantage de ressources techniques. Etant donné, en outre, que la stratégie de développement devait aller de pair avec la planification, les activités que mène la CEPAL dans ce domaine devaient être plus étroitement coordonnées avec celles de l'ILPES. Le représentant souligna qu'il fallait éviter le chevauchement d'activités avec d'autres entités et que les travaux devaient être coordonnés avec ceux du CELADE dans le cadre du Plan d'action de Quito. Il recommanda enfin que l'ILPES mette l'accent sur le rapport entre la science et la technique et la planification et rappela qu'il était de grand intérêt pour les gouvernements de la région de disposer d'informations relatives à la conjoncture internationale, notamment en ce qui concerne les économies développées.

201. Un autre participant présenta un projet de résolution souscrit par cinq délégations visant à soutenir le nouveau programme de travail de l'ILPES. Ce projet de résolution, signala-t-il, répondait aux recommandations émanées de la quatrième Conférence des ministres et directeurs de planification et de la cinquième Réunion du Comité technique de l'ILPES (Buenos Aires, 1983), ainsi qu'aux accords de la sixième Réunion du Sous-Comité technique de l'ILPES (Mexico, novembre 1983).

202. De l'avis d'une délégation, il fallait éviter tout chevauchement d'études en matière de récession et de conjoncture internationale avec d'autres institutions. En ce qui concerne le secteur public, cette délégation recommanda que la formation en matière de planification tienne également compte de la position des organismes nationaux et internationaux en ce qui a trait à l'utilisation des données d'information monétaires et financières. Les buts établis dans le Plan devaient également répondre aux objectifs à court terme. La délégation signala finalement qu'elle appuyait l'approche que l'ILPES pensait donner au secteur public décentralisé.

203. Une autre délégation fit remarquer que son pays apportait un soutien résolu aux activités de l'ILPES et ratifia la décision de son gouvernement de contribuer au financement de l'Institut. Les réunions de responsables de la planification des Caraïbes devaient, selon la délégation, être effectuées avant les conférences des ministres et directeurs de planification. Il ratifia également que son pays avait offert de mener des cours et des séminaires et d'envoyer des experts nationaux pour participer aux activités de l'ILPES, et ce, afin de coopérer à la décentralisation de ces dernières et d'encourager une participation plus active des pays aux activités de l'Institut.

204. Le Directeur de l'ILPES remercia les délégations de leur soutien ainsi que de leurs commentaires qui contribuaient à enrichir le programme de travail de l'ILPES.

205. Le Comité approuva le programme.

/...

Calendrier des conférences

206. Le Secrétariat présenta le document intitulé "Calendrier des conférences intergouvernementales de la CEPAL proposé pour la période 1984-1986" (E/CEPAL/SES.20/G.15), qui concerne les réunions statutaires de la Commission et de ses organes subsidiaires ainsi que les nouveaux mandats dont elle a été chargée. En ce qui concerne les réunions statutaires, il a été proposé, à la demande de certaines délégations, d'ajouter une réunion du Comité plénier de la CEPAL; il s'agirait de la dix-septième session de ce comité qui serait tenue à New York en 1984 et se pencherait sur le programme de travail du CDCC pour la période biennale 1986-1987 ainsi que sur la rationalisation du calendrier de réunions de la Commission. Avec cette nouvelle réunion, et tenant compte de la recommandation formulée par le Secrétariat de donner une certaine liberté d'action au Secrétaire exécutif, le calendrier des réunions statutaires de la Commission et de ses organes subsidiaires a été approuvé, tel qu'il figure dans ce document.

207. Le Comité se pencha ensuite sur le chapitre 3 du document susmentionné, intitulé "Nouveaux mandats".

- i) Travaux préparatoires régionaux en vue de la prochaine Conférence chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix

208. La délégation de Cuba réaffirma la proposition de son pays de servir de siège à cette réunion en novembre 1984. Une délégation demanda que la réunion ait lieu à une date qui soit plus proche de la Conférence mondiale prévue pour juillet 1985, à Nairobi. A l'issue d'un débat auquel participèrent plusieurs délégations, il a été convenu qu'une décision serait prise à la dix-huitième session du Comité plénier, compte tenu de l'offre de Cuba, et à la lumière des progrès réalisés dans les études menées par les gouvernements et par le secrétariat en vue de la conférence.

- ii) Industrialisation

209. Dans sa présentation, le secrétariat signala que le SELA avait été chargé par ses Etats membres de tenir une réunion générale préparatoire de la Quatrième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI); afin d'éviter tout chevauchement, il a été proposé que la CEPAL convoque à une réunion technique en vue de la Quatrième Conférence générale de l'ONUDI (7-10 mai 1984).

210. La délégation des Etats-Unis signala que les conférences régionales préparatoires des conférences mondiales des Nations Unies devaient être tenues dans le cadre du système des Nations Unies; son gouvernement regrettait qu'un précédent malheureux eut été créé par la convocation d'une conférence régionale préparatoire en dehors du système des Nations Unies. Finalement, et étant donné qu'aucun gouvernement ne s'était offert pour servir de siège, il a été convenu d'effectuer une réunion technique latino-américaine en ce domaine au siège de la CEPAL.

iii) Consultation interrégionale sur les programmes et politiques de bien-être social pour le développement

211. En ce qui concerne cette réunion, plusieurs délégations ont fait remarquer que le mandat du Conseil économique et social était peu clair et qu'il conviendrait de reporter cette réunion à la période 1986-1987. De l'avis d'un autre délégué, en revanche, la question présentait une grande importance. Il a été convenu de soumettre à nouveau cette question à l'examen de la prochaine réunion du Comité plénier.

iv) Réunion régionale sur la jeunesse

212. La délégation de l'Espagne réaffirma l'offre de son gouvernement afin que son pays serve de siège à cette réunion.

213. Une délégation demanda si on s'était engagé à réaliser la réunion; le secrétariat signala, en réponse, que les gouvernements s'étaient prononcés en ce sens de façon unanime lors de la réunion régionale latino-américaine préparatoire de l'Année internationale de la jeunesse (San José, 3-7 octobre 1983), étant donné la priorité accordée au thème de la jeunesse. En réponse à une autre question, le secrétariat confirma que la réalisation de la réunion au siège de la CEPAL représentait un coût de 25 000 dollars environ et que, conformément à la résolution 31/140 de l'Assemblée générale, le pays hôte de cette réunion en dehors du siège devait se charger du coût supplémentaire que représentait ce changement.

214. Il a été décidé d'inscrire cette réunion au calendrier de conférences de la CEPAL pour l'année 1985 avec l'Espagne comme siège; le secrétaire exécutif de la CEPAL a été chargé de faire des démarches afin d'obtenir les fonds nécessaires à cet effet. Plusieurs délégations ont demandé au secrétaire exécutif d'obtenir des ressources extra-budgétaires afin de garantir la participation des petits pays qui, autrement, se verraient dans l'impossibilité d'y assister. La délégation de l'Espagne s'est félicitée de cet accord.

215. La délégation des Etats-Unis demanda que mention soit faite, dans le rapport, de sa réserve; en effet, son gouvernement, à titre de politique générale, insistait sur le fait que la réalisation de nouvelles activités devait se baser sur la réaffectation des ressources budgétaires existantes et s'opposait à toutes réunions qui impliquaient des dépenses autres que celles approuvées dans le budget de la période biennale 1984-1985.

216. Au cours de sa dernière réunion, le Comité II approuva le présent rapport en vue de sa présentation aux séances plénières de la Commission.

Comités de session

a) Comité de l'eau

217. Le Comité de l'eau de la session a siégé les 29 et 30 mars 1984.

218. Les travaux du Comité ont été dirigés par le Bureau suivant :

Présidence : Colombie

Première vice-présidence : Antilles néerlandaises

Deuxième vice-présidence : Paraguay

Rapporteur : Honduras

219. A sa première séance, le Comité adopta l'ordre du jour suivant :

1. Election du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Rapport des activités menées depuis la dix-neuvième session de la Commission
4. Rapport des gouvernements sur les progrès réalisés dans l'application du Plan d'action de Mar del Plata à l'échelon régional
5. Programme de travail du secrétariat de la CEPAL pour la période biennale 1984-1985 et propositions pour la période 1986-1987
6. Divers
7. Adoption du rapport de la réunion

220. Au cours de la même séance, le Comité de l'eau décida, dans le cadre de l'ordre du jour adopté, d'axer ses débats sur les points suivants : i) progrès accomplis dans l'application du Plan d'action de Mar del Plata à l'échelon régional; ii) progrès accomplis dans l'atteinte des objectifs de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, 1980-1983; iii) les ressources en eau de l'Amérique latine et leur mise en valeur.

Rapport des activités menées depuis la dix-neuvième session
de la CEPAL (point 3 de l'ordre du jour)

221. Le secrétariat présenta une synthèse des activités menées depuis la dix-neuvième session de la Commission (Montevideo, 1981).

222. Plusieurs délégations prirent la parole pour formuler des commentaires sur les activités du secrétariat en matière d'eau, notamment en ce qui a trait à la coordination des activités avec d'autres organismes des Nations Unies.

223. Certaines délégations ont regretté que le rapport E/CEPAL/SES.20/G.6 n'ait pas été envoyé suffisamment à l'avance et, étant donné la nature de ce rapport, il n'eût pas été possible de l'étudier en détail. Le secrétariat signala que, cette situation étant, les gouvernements pouvaient formuler leurs observations et leurs amendements au document jusqu'au 30 juin 1984.

224. Une délégation demanda quelles étaient les sources d'information auxquelles il avait été fait appel dans le document E/CEPAL/SES.20/G.4. Le secrétariat expliqua que les données d'information provenaient de rapports de l'Organisation panaméricaine de la santé, élaborée sur la base des données officielles des gouvernements.

Rapport des gouvernements sur les progrès accomplis dans
l'application du Plan d'action de Mar del Plata à l'échelon
régional (point 4 de l'ordre du jour)

225. Plusieurs délégations prirent la parole pour rendre compte des progrès accomplis dans leur pays en ce qui a trait à l'application du Plan d'action de Mar del Plata. Une délégation présenta et distribua un rapport national d'évaluation pour la période 1981-1984 sur les activités menées dans son pays en vue de l'application du Plan d'action de Mar del Plata. Les délégations ont également fixé leur position quant aux travaux futurs de la CEPAL dont les thèmes prioritaires présentaient également une importance spéciale pour le Comité de l'eau.

226. Une délégation proposa d'appuyer l'atelier sur la coopération en matière d'administration, d'économie et de planification des ressources en eau; le Programme pour le développement et la gestion de bassins de haute montagne en Amérique latine, et la formulation d'un programme régional d'aide aux pays en matière de système d'information pour la planification et la gestion de leurs ressources en eau. Une autre délégation rappela qu'il importait de concentrer les efforts, dans l'application du Plan d'action de Mar del Plata, sur les aspects les plus importants pour le développement, notamment l'agriculture, l'approvisionnement en eau potable et l'encouragement de la coopération régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes en vue de renforcer l'échange technique et scientifique dans le domaine des ressources en eau. D'autre part, on souligna l'importance des activités menées dans le cadre de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement ainsi que la nécessité d'élaborer de nouvelles approches dans ce domaine, notamment en matière de techniques peu coûteuses; la nécessité de décentraliser l'administration et d'encourager la participation communale et le maintien des réseaux d'eau potable existants. On souligna également qu'il fallait intensifier les activités menées dans le cadre de la décennie dans les zones rurales.

227. Un délégué souligna qu'il fallait renforcer les travaux de recherche et encourager la coopération horizontale et qu'il importait de chercher de nouvelles techniques qui répondent aux réalités socio-économiques des pays de la région et qui visent à une généralisation faisable de l'approvisionnement en eau potable ainsi qu'à la conservation de l'environnement.

228. Les participants s'accordèrent à signaler qu'il fallait tenir compte, dans l'exécution du programme de travail de la CEPAL en matière de ressources en eau pour les périodes biennales 1984-1985 et 1986-1987, des demandes d'assistance formulées par les pays en vue de l'élaboration et de l'application de projets de programmes nationaux en matière de développement hydrique, ainsi que la promotion d'activités visant à assurer le financement des pays et d'organismes internationaux pour appuyer l'exécution de ces projets et programmes.

/...

229. On souligna qu'il fallait accorder une attention spéciale aux phénomènes dérivés de catastrophes naturelles, notamment les inondations et les sécheresses. Une délégation proposa que le secrétariat étudie la possibilité d'inclure dans son programme de travail un examen de l'évolution des ressources en eau de la région au cours de la période 1982-1984, et des mesures adoptées à l'échelon national et régional, en vue de leur étude, contrôle et prévention. Afin d'élaborer cette étude destinée à mieux connaître la situation, le secrétariat devra travailler en étroite consultation et rapport avec les gouvernements intéressés et les organismes régionaux internationaux pertinents. Il a également été proposé d'établir un ordre de priorités pour les thèmes qui présentent un caractère régional en matière d'eau et de coordonner les activités des organismes internationaux afin de formuler des solutions optionnelles.

Programme de travail du secrétariat de la CEPAL pour la
période biennale 1984-1985 et pour la période 1986-1987
(point 5 de l'ordre du jour)

230. En ce qui concerne le programme de travail, le secrétariat informa le Comité du programme adopté à la dix-septième session du Comité plénier pour la période biennale 1984-1985.

231. En résumé, il a été décidé de mener les activités suivantes :

i) Activités complémentaires menées dans le cadre de l'exécution du Plan d'action de Mar del Plata. Outre l'élaboration d'un rapport, en vue de sa présentation au Comité de l'eau à la vingtième session en 1986, l'activité principale dans le cadre de cet élément du programme sera la réalisation de missions du conseiller régional qui, à la demande des gouvernements, fournira une assistance pour l'exécution du Plan d'action en matière de politiques de planification et d'usage rationnel des ressources en eau. On contribuera également à l'élaboration de rapports en vue de leur présentation au Comité des ressources naturelles du Comité économique et social des Nations Unies.

ii) Coopération horizontale dans le domaine de ressources en eau. On continuera d'appuyer les activités de coopération horizontale menées dans le cadre de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement et d'élargir et renforcer l'efficacité du réseau existant de centres de coordination nationaux. Le séminaire prévu sur la gestion des ressources en eau devrait servir de base au renforcement de la coopération horizontale en ce domaine. A titre de contribution à ces efforts, le secrétariat élaborera une étude comparée de l'expérience en matière de gestion et de planification des ressources en eau en Amérique latine.

iii) Soutien à la coordination des activités menées en matière de ressources en eau à l'échelon national. Il s'agira, dans le cadre des activités prévues dans le programme de travail en cette matière, d'élaborer des rapports sur les activités des institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organisations internationales dans le domaine des ressources en eau en Amérique latine et dans les Caraïbes. En outre, le groupe de travail intersecrétariats sur les ressources en eau en Amérique latine se réunira périodiquement et certains membres du personnel participeront aux réunions du groupe de travail intersecrétariats sur l'eau du Comité administratif de coordination (CAC).

/...

iv) Promotion de l'atteinte des objectifs de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Le secrétariat continuera d'informer les gouvernements sur les progrès accomplis dans l'atteinte des objectifs de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. On élaborera également certaines études spécifiques sur d'importants paramètres économiques et sociaux liés à l'atteinte de ces objectifs, tels que la fourniture de services à la population rurale dispersée et sur la politique de fixation de prix de l'eau. On collaborera avec le Comité directeur interinstitutionnel pour la Décennie ainsi qu'à l'élaboration de rapports à l'intention de l'Assemblée générale. La CEPAL participera également aux activités menées par l'Organisation panaméricaine de la santé et l'Association interaméricaine d'ingénierie sanitaire (AIDIS). Différentes missions de services consultatifs seront également réalisées à la demande des gouvernements.

v) Gestion des ressources en eau dans les bassins de haute montagne

Grâce à l'aide financière généreusement apportée par le Gouvernement italien, un rapport technique sera élaboré pour évaluer les obstacles et les expériences en matière de gestion des bassins de haute montagne en Amérique latine. On prévoit la rédaction d'un ensemble de recommandations pour l'application de techniques améliorées sur la base d'une étude de l'expérience des pays de la région élaborée avec la collaboration d'un groupe d'experts gouvernementaux.

vi) La mise en valeur des ressources en eau en Amérique centrale

Une série de publications techniques en matière de planification et d'exécution de projets de mise en valeur des ressources en eau à des fins multiples sera élaborée avec la participation directe des gouvernements centraméricains et des organismes interrégionaux qui s'intéressent à la planification, la gestion ou l'utilisation productive des ressources en eau. On mettra l'accent sur la mise en valeur des bassins, notamment en ce qui concerne l'irrigation, le drainage et l'approvisionnement en eau potable. Au cours de cette période, des études spéciales seront d'abord élaborées, pour deux bassins seulement, pour ensuite être éventuellement élargies à d'autres bassins.

232. En ce qui concerne le programme de travail pour la période biennale 1986-1987, le Secrétariat a formulé la proposition suivante :

- a) Activités complémentaires liées à l'exécution du Plan d'action de Mar del Plata;
- b) Soutien à la coordination d'activités liées aux ressources en eau à l'échelon régional;
- c) Coopération horizontale dans le domaine des ressources hydriques;
- d) Soutien pour l'atteinte d'objectifs de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement;
- e) Encouragement de la mise en valeur des ressources en eau en Amérique centrale.

/...

233. A la lumière de cette proposition, plusieurs délégations ont suggéré que l'élément "gestion des ressources en eau dans les bassins de haute montagne" soit prolongé à la période biennale 1986-1987.

234. D'un commun accord, les délégations renouvelèrent leur soutien en participant activement aux activités dont le secrétariat de la CEPAL a été chargé en matière d'eau.

235. Lors de cette dernière réunion, le Comité adopta à l'unanimité un projet de résolution sur les activités en matière de ressources en eau*. Il adopta également le présent rapport, y compris le programme de travail qui sera transmis au Comité II et présenté ensuite aux séances plénières de la Commission.

b) Comité des établissements humains

236. Le Comité de session des établissements humains créé aux termes des résolutions 387 (XVIII) et 419 (PLEN.14) de la CEPAL a siégé les 29 et 30 mars 1984.

237. Le Bureau qui a dirigé les débats du comité était composé de la manière suivante :

Présidence : Mexique

Première vice-présidence : Haïti

Deuxième vice-présidence : Royaume-Uni

Rapporteur : Costa Rica

238. A sa première séance, le Comité adopta l'ordre du jour suivant afin d'orienter ses travaux :

1. Adoption de l'ordre du jour

2. Rapport sur les activités de la CEPAL en matière d'établissements humains depuis la dix-neuvième session

a) L'établissement : politiques et caractéristiques principales

b) Activités du Secrétariat depuis la dix-neuvième session

* Document de salle de conférence AG/4/Rev.1.

3. Le programme régional d'établissements humains 1986-1987

4. La formation en matière d'établissements humains

a) Situation actuelle

b) Propositions pour l'action régionale

5. Examen et adoption du rapport

239. Les délégations ont eu à leur disposition les documents suivants : "Actividades de la CEPAL en materia de asentamientos humanos en America Latina" (E/CEPAL/SES.20/G.5), "Projet de programme de travail du système de la CEPAL, 1986-1987" (E/CEPAL/SES.20/G.7), "La urbanización, el crecimiento urbano y la concentración en el proceso de asentamiento en america Latina. Una visión general" (E/CEPAL/SES.20/G.9), "Formación y capacitación en materia de asentamientos humanos : análisis de la situación actual y propuestas para un programa de acción regional" (E/CEPAL/SES.20/G.11), "Perspectivas para la planificación municipal en America Latina" (E/CEPAL/SES.20/G.12), "Dinámica y estructura del proceso de asentamiento humano en América Latina y el Caribe. Principales áreas críticas" (E/CEPAL/SES.20/G.13).

240. La réunion commença par une exposition du Secrétaire exécutif de la CEPAL, M. Enrique V. Iglesias, et du sous-secrétaire au développement urbain du Mexique, M. Francisco Covarrubias, en sa qualité de Président du Comité. M. Iglesias signala que les établissements humains constituaient un domaine relativement nouveau au sein des activités de la CEPAL auquel, néanmoins, une importance spéciale avait été accordée étant donné son rapport étroit avec le développement social et économique des pays de la région. Dans ce contexte, l'objectif était d'établir un lien plus étroit entre les travaux de la CEPAL et les besoins des pays membres.

241. M. Covarrubias fit remarquer que le processus d'humanisation latino-américaine présentait des caractéristiques différentes de celui d'autres régions et qu'il fallait en conséquence adopter une approche régionale qui permette d'orienter l'action des pays et des organismes internationaux dans ce domaine. Il ajouta que le développement devait être conçu non seulement en tant que croissance économique mais également dans le sens d'un changement social.

242. Le Secrétariat présenta ensuite le rapport des activités de la CEPAL en matière d'établissements humains depuis la dix-neuvième session (point 2 de l'ordre du jour).

243. Une délégation a manifesté que la CEPAL avait abordé le thème des établissements humains d'un double point de vue : celui de sa spécificité en tant que reflet des processus nationaux de développement et celui de la qualité de l'habitat. Il fallait sensibiliser les gouvernements quant à l'importance de l'instance locale ou communale afin de la doter d'une autonomie et de ressources suffisantes pour atteindre des niveaux techniques appropriés et créer une attitude régionale quant aux questions locales. La délégation ajouta que les établissements

/...

humains n'étaient plus seulement considérés comme un problème de planification urbaine mais qu'ils avaient été intégrés aux activités de planification du développement exécutées par les autorités locales. La délégation manifesta finalement que le thème des établissements humains n'était plus seulement envisagé comme un problème urbain écologique mais aussi comme un problème social et politique. Premièrement, parce qu'il fallait concentrer une partie importante des efforts sur la participation de la communauté et deuxièmement parce que le problème se présente essentiellement aux niveaux communal, municipal ou local et qu'il devait exister une volonté politique de doter ces derniers de l'autonomie nécessaire.

244. Le Secrétariat présenta le Programme de travail en matière d'établissements humains pour la période 1986-1987 (point 3 de l'ordre du jour).

245. Le Comité adopta le programme de travail proposé en vue de sa présentation au Comité II et de son adoption postérieure par la réunion plénière de la vingtième session et recommanda que les suggestions formulées par les diverses délégations y soient consignées.

246. Une délégation manifesta qu'il s'agissait d'un bon programme basé essentiellement sur la coopération économique et technique et sur la formation des ressources humaines. En ce qui concerne le premier point, il était essentiel que les pays échangent leur progrès technologique; quant au second point, il souligna l'expérience de son pays dans ce domaine.

247. Une délégation fit remarquer que les problèmes des établissements humains en Amérique latine présentaient certaines caractéristiques communes et d'autres spécifiques à chaque pays. Dans le programme de travail de la CEPAL sur les établissements humains, il était mis l'accent, dans le premier sous-programme, sur les techniques appropriées et la fourniture de services assez importants mais qui impliquait l'existence d'une structure organique cohérente. Dans son pays, cette structure était faible et constituée par des organismes dispersés. Il convenait donc, à son avis, de faire intervenir ou de renforcer l'assistance en matière de planification afin de parvenir à une gestion coordonnée des établissements humains.

248. Une autre délégation souligna que son pays se ralliait aux opinions formulées dans les documents du Secrétariat. Pour ce qui a trait au programme de travail, il fallait également prêter attention à la décentralisation des décisions et des actions à partir du gouvernement national. Finalement, en ce qui concerne les établissements humains précaires, le représentant signala qu'il convenait d'étudier les établissements nouveaux nés spontanément de façon planifiée dans les zones rurales à la suite du processus d'occupation du territoire.

249. Une autre délégation manifesta son soutien au transfert de ressources de l'échelon global à l'échelon régional en matière d'établissements humains et signala que ces ressources en Amérique latine, devaient être canalisées par l'intermédiaire de la CEPAL.

250. De l'avis d'un participant, il fallait mettre l'accent sur le développement de méthodologies destinées à évaluer les aspects sociaux dont il n'était pas suffisamment tenu compte dans l'évaluation technique des projets.

251. Le Secrétariat souligna que le programme ainsi que les propositions et amendements y formulés n'auraient pas de répercussions financières supplémentaires sur le budget ordinaire de la CEPAL.

252. Le Secrétariat présenta ensuite le document "Formación y capacitación en materia de asentamientos humanos : análisis de la situación actual y propuestas para el programa de acción regional" (E/CEPAL/SES.20/G.11). Le Secrétariat passa en revue la situation de l'Amérique latine en ce domaine ainsi que les besoins de changements et les caractéristiques principales des objectifs de la formation universitaire de la formation et l'enseignement général en vue de l'habitat susceptibles de servir d'orientation pour un programme régional.

253. Au cours des délibérations du Comité, un groupe de travail ouvert à toutes les délégations présenta un projet de résolution sur les établissements humains*.

254. Au cours de sa dernière réunion, la Comité adopta ce projet de résolution ainsi que le présent rapport en vue de leur présentation aux séances plénières de la Commission.

c) Comité de coopération entre pays et régions en développement

255. Le Comité de session de la coopération entre pays et régions en développement a siégé les 28 et 29 mars 1984.

256. A la séance d'ouverture, il a été procédé à l'élection du Bureau suivant afin de diriger les débats :

Présidence : Jamaïque

Première vice-présidence : Guatemala

Deuxième vice-présidence : République dominicaine

Rapporteur : Bolivie

257. Le Secrétariat présenta le document de travail intitulé "La cooperación entre los países y regiones en desarrollo en el sistema de la CEPAL" (E/CEPAL/SES.20/G.12) qui avait été élaboré aux termes de la résolution 387 (XVIII) de la Commission au titre de rapport d'activités d'encouragement de la coopération intrarégionale et interrégionale menées par le secrétariat de la Commission depuis la dix-neuvième session. On y souligne le cadre théorique et normatif qui régit les actions du système de la CEPAL en vue de la promotion et du soutien de la coopération technique et économique entre pays et régions en développement à tous les niveaux et dans tous les secteurs où elles se manifestent; on y décrit les activités menées à cet effet au cours de la période mentionnée plus haut ainsi que certains critères destinés à évaluer les résultats atteints et, finalement, on y propose des perspectives d'actions futures en matière de promotion et de soutien de la coopération entre pays et régions en développement.

* Document de salle de conférence AH/2

258. Le Secrétariat présenta en outre le document de référence intitulé "Coopération entre el Caribe y América Latina" (E/CEPAL/SES.20/G.29), élaboré en exécution de la résolution 440 (XIX) de la Commission. Ce document recueille les résultats d'une première phase de travaux qui tend à renforcer la coopération technique et économique entre les pays des Caraïbes et des autres pays de la région. Il comprend une annexe où sont formulées des propositions préliminaires à l'action visant à la préparation et à la mise en marche d'un programme à court, à moyen et à long terme destiné à encourager la coopération entre les pays des Caraïbes et les autres pays de la région.

259. Finalement, le Secrétariat remit au Comité le document de référence intitulé "Africa y América Latina : perspectivas de cooperación interregional" (E/CEPAL/SES.20/G.11) élaboré dans le cadre du projet mixte mené par la CEPAL et la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) avec le soutien du PNUD, et visant à consolider la coopération entre pays de deux régions en matière de commerce interrégional, science et technique et mise en valeur des ressources humaines. Ce document contient des propositions d'action pertinente adoptées par la réunion mixte d'experts gouvernementaux d'Afrique et d'Amérique latine convoquée par la CEPAL et la CEA et effectuée au siège de la CEA à Addis Abeba, du 1er au 4 juin 1982.

260. Le Comité s'est penché sur le document E/CEPAL/SES.20/G.10 du Secrétariat et s'est félicité des activités menées par ce dernier depuis la dix-neuvième session de la Commission afin d'encourager la coopération technique et économique entre les pays en développement de la région et entre ces derniers et les pays en développement d'autres régions géographiques, dans les domaines spécifiques prévus dans le programme de travail.

261. Les délégations se sont accordées à reconnaître l'importance croissante que revêt, pour la région, la coopération technique et économique entre les pays en développement et sur la nécessité de tirer le meilleur parti des potentialités offertes par la coopération entre pays et régions en développement afin de contribuer à la solution de la grave crise économique qui touche les pays de la région.

262. Un consensus s'est également dégagé pour reconnaître que, dans le contexte des graves difficultés économiques que connaissent les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, il fallait redoubler d'efforts pour intensifier la coopération entre les pays de la région dans le domaine du commerce interrégional et chercher la façon de réduire l'utilisation de devises dans les transactions commerciales. Il a été spécialement tenu compte, au cours des débats, des critères et des propositions exposés dans la Déclaration et dans le Plan d'action adoptés par la Conférence économique latino-américaine (Quito, janvier 1984).

263. Plusieurs délégations ont mis un accent spécial sur l'importance que revêt la contribution de la coopération entre pays et régions en développement pour la réalisation du programme de Caracas adopté à l'issue de la Conférence de haut niveau sur la coopération économique entre pays en développement (Caracas, 13-19 mai 1980).

264. On a également souligné qu'il fallait intensifier la coordination entre les organismes régionaux pertinents afin de tirer un meilleur parti des capacités et des potentiels de coopération existants dans la région par une coordination efficace des activités menées dans ce domaine dans les domaines d'action respectifs de chaque organisme.

265. Plusieurs délégations mirent l'accent sur le rôle important que joue la CEPAL pour encourager la coopération technique et économique entre les pays de la région et des pays d'autres régions en développement, notamment les pays africains.

266. On mentionna qu'il fallait, pour mener les activités de coopération technique et économique, chercher des modalités originales susceptibles d'être adaptées de façon permanente aux nouvelles réalités et défis auxquels les pays de la région doivent faire face pour atteindre leurs objectifs de développement économique et social et réorienter, à cet effet, les maigres ressources dont on dispose vers les domaines prioritaires où on peut tirer un maximum de profit du potentiel de coopération. Il convenait également de tendre à une coopération plus solidaire que la simple réciprocité.

267. Au cours de la dernière séance et après un débat fructueux, le Comité adopta deux projets de résolution : l'un sur la coopération technique et économique entre les pays en développement et l'autre sur la coopération entre les pays des Caraïbes et les autres pays de la région*. En ce qui concerne le premier projet de résolution, certaines délégations ont signalé néanmoins qu'elles ne pouvaient adhérer au texte de l'avant-dernier paragraphe qu'après avoir consulté leurs gouvernements et l'une d'entre elles ajouta qu'elle se prononcerait à ce sujet au cours de la dernière étape de la session.

d) Comité de la population

268. Le Comité de session de la population a siégé les 5 et 6 avril 1984.

269. Au cours de la séance d'ouverture le Bureau suivant a été élu pour diriger les travaux :

Présidence : Cuba

Première vice-présidence : St. Vincent-et-Grenadines

Deuxième vice-présidence : France

Rapporteur : Brésil

270. Le Comité adopta l'ordre du jour suivant :

i) Information sur les travaux préparatoires de la Conférence internationale de la population de 1984;

* Document de salle de Conférence CDP/2 et CDP/3

ii) Examen du rapport de la Réunion régionale latino-américaine préparatoire de la Conférence internationale de la population, effectuée dans le cadre de la septième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (La Havane, 16-19 novembre 1983).

271. Le Comité basa les délibérations du premier point de l'ordre du jour sur le rapport du Secrétariat intitulé "Informe del Comité preparatorio de la Conferencia Internacional de Población, 1984" (E/1984/28 et E/1984/28/Add.1); les délibérations du Comité se terminèrent au Siège des Nations Unies à New York le 17 mars 1984. Quant au deuxième point de l'ordre du jour, le Secrétariat saisit le Comité du document "Informe de la Reunión Regional Latinoamericana Preparatoria de la Conferencia Internacional de Población, realizada en el marco del Comité de Expertos Gubernamentales de Alto Nivel" (E/CEPAL/SES.20/G.19).

272. En ce qui concerne le premier point de l'ordre du jour, le Secrétaire général de la Conférence internationale de la population informa le Comité des progrès accomplis dans les travaux préparatoires de la Conférence et de la contribution importante que pouvaient apporter les commissions régionales à l'issue favorable de la Conférence. Il ajouta que les délégations des pays participants aux délibérations du Comité préparatoire de la Conférence avaient fait de précieux apports aux travaux du Comité et avaient adopté 85 recommandations qui seraient soumises à l'examen de la Conférence lors de sa réunion à Mexico en août 1984.

273. Plusieurs délégations ont remercié le Secrétariat général de la Conférence de cette information et ont exprimé leur reconnaissance pour les activités menées afin d'assurer le bon déroulement de cette dernière.

274. Etant donné que le rapport du Comité préparatoire (E/1984/28 et E//1984/28/Add.1) n'était parvenu que récemment aux gouvernements des pays Membres des Nations Unies, le Comité considéra qu'il n'était pas nécessaire de l'étudier au sein du Comité de session compte tenu du fait que les pays de la région avaient participé aux travaux du Comité préparatoire et du peu de temps disponible pour aborder cette question en détails. On souligna également que les travaux du Comité préparatoire s'étaient avérés satisfaisants.

275. Les délégués ont remercié le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) de sa contribution aux activités menées dans ce domaine dans divers pays de la région. Le Secrétaire général de la Conférence internationale sur la population remercia les délégations présentes.

276. Le Directeur du CELADE présenta, quant à lui, un exposé sur la situation des politiques de la population en Amérique latine, sur la base, essentiellement, des données recueillies par la cinquième enquête démographique menée par le Secrétariat des Nations Unies. Il en souligna les aspects les plus importants en ce qui concerne l'adoption de politiques de population et le degré de définition des buts et des objectifs, ainsi que l'insertion de ces politiques dans les plans et les stratégies de développement des pays de la région.

277. Il souligna également l'importance d'une approche régionale qui tienne compte des caractéristiques de la région et des pays qui la composent et la nécessité de tenir compte davantage de la variable démographique dans le processus de planification du développement économique et social.

/...

278. Le délégué du Mexique, en sa qualité de rapporteur de la Réunion régionale latino-américaine préparatoire de la Conférence internationale sur la population, présenta le rapport émané de cette réunion et distribué par le Secrétariat sous la cote E/CEPAL/SES.20/G.19. Il souligna les aspects les plus importants de la résolution 3 "Propuesta latinoamericana a la Conferencia Internacional sobre Población" adoptée à cette réunion.

279. Dès l'ouverture du débat sur le deuxième point de l'ordre du jour, le Président proposa - et reçut l'approbation du Comité - que le document E/CEPAL/SES.20/G.19 ne soit pas soumis à discussion étant donné qu'il reflétait la position de l'Amérique latine et des Caraïbes à la Conférence internationale sur la population, et qu'il soit pris acte, dans le rapport du comité, des commentaires que les différentes délégations souhaiteraient formuler à l'égard de ce document.

280. Une délégation signala qu'une réunion convoquée par la Communauté des Caraïbes (CARICOM) aura lieu à Sainte-Lucie fin avril 1984 et qu'il serait souhaitable que les pays membres de la CARICOM informent le Comité plénier de la Commission qui se réunirait au siège des Nations Unies à New York en juin 1984 du résultat et des conclusions de cette réunion. Une autre délégation appuya cette proposition et ajouta qu'il n'était pas suffisamment tenu compte, dans le rapport de la Réunion régionale latino-américaine préparatoire de la Conférence internationale sur la population, de certains points qu'elle considérait importants, tels que la question des migrations internationales dans la sous-région des Caraïbes de langue anglaise. Cette délégation souhaitait également que le FNUAP élargisse son assistance aux activités de population menées dans la sous-région des Caraïbes de langue anglaise et que l'appui du Fonds soit augmenté et renforcé à cet effet.

281. Le Comité prit acte du rapport du comité préparatoire de la Conférence internationale sur la population, 1984 E/1984/28 et E/1984/28/Add.1 et adopta à l'unanimité le rapport de la réunion régionale latino-américaine préparatoire de cette Conférence (E/CEPAL/SES.20/G.19). Le Comité adopta, en outre, un projet de résolution sur le renforcement du FNUAP.

282. Le représentant français signala que son pays avait adopté diverses mesures pour garantir une participation active à la Conférence internationale sur la population qui aura lieu à Mexico en août 1984. Il ajouta que plusieurs questions, actuellement étudiées dans son pays dans le domaine de la population, coïncidaient avec les opinions formulées par les participants au Comité préparatoire de la Conférence. Son pays appuie le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et se rallie aux commentaires formulés par les autres délégations à l'égard du Fonds. Il demanda, néanmoins, qu'il soit pris acte de sa réserve à l'égard du projet de résolution de renforcement des activités de ce dernier : Il ne jugeait pas souhaitable, en effet, d'y faire mention concrète d'une recommandation émanée du Comité préparatoire de la Conférence avant la réalisation de la Conférence internationale sur la population prévue pour août 1984.

283. Au cours de la dernière séance, le Comité adopta le présent rapport en vue de sa présentation à la séance plénière de la Commission.

Séances plénières

284. Dès l'ouverture des travaux de l'étape technique de la vingtième session, le Secrétaire exécutif de la CEPAL remercia le Gouvernement péruvien de sa généreuse hospitalité et les délégations participantes de leur présence; il rappela que la Commission avait joué un rôle historique en tant qu'enceinte où avaient été fixées les grandes voies que s'était tracée la région : celles de la coopération et de l'intégration.

285. La vingtième session avait deux objectifs principaux : a) réviser la stratégie adoptée à la session précédente à la lumière de la crise actuelle; et b) déterminer la façon de faire face à la récession, ce qui obligerait les pays à procéder à de profonds ajustements. A cet égard, il mit également l'accent sur l'autre grand objectif de la Commission, à savoir le renforcement de la coopération régionale.

286. Finalement, il souligna que la session ne constituait pas un événement isolé mais faisait partie d'un ensemble de réunions internationales tenues récemment et dont des objectifs sont similaires : la Conférence économique latino-américaine (Quito, janvier 1984); les délibérations menées au sein de l'OEA sur le réaménagement de la dette extérieure entre l'Amérique latine et les Etats-Unis et la Réunion de la Banque interaméricaine du développement récemment effectuée à Punta del Este.

287. Le Directeur du Département économique du Ministère des relations extérieures du Brésil, M. Carlos de provença Rosa, prit la parole au nom de toutes les délégations présentes pour remercier le Gouvernement et le peuple péruvien de leur hospitalité. Il remercia également le Secrétariat pour les documents qu'il avait élaborés et félicita les membres du Bureau de leur élection.

288. Le Directeur de l'Institut national de planification du Pérou, M. Ignacio Basombrío, qui présida la réunion au cours de son étape technique, remercia les participants de l'avoir désigné pour diriger les travaux de cette deuxième étape et souligna que la crise actuelle représentait, certes, un grand risque mais offrait également de grandes perspectives de solutions et de progrès pour la région; elle obligeait, en effet, toute la société à une réflexion constante et fructueuse. Au cours de cette session, la Commission ne prétendait pas formuler de vérités absolues mais simplement donner une réponse partielle à certains des grands problèmes du moment ou se poser de nouvelles questions sur les problèmes existants. Il affirma que les efforts déployés jusqu'ici par la région ne pouvaient être considérés satisfaisants : en effet, la capacité d'épargne intérieure des pays avait diminué, ce qui les obligeait à dépendre de l'endettement extérieur, mécanisme de financement du développement apparemment facile mais très onéreux à long terme. Pour déterminer quelles avaient été ses erreurs, la région devait procéder à une révision critique et rigoureuse du point de vue technique, politique et social. L'Amérique latine possédait le potentiel nécessaire pour sortir victorieuse de cette difficile situation grâce à l'union et l'effort des pays de la région ainsi qu'à la compréhension et au soutien des pays développés.

289. Après avoir souligné l'importance de certaines questions qui seraient abordées au cours de la session, notamment celles qui concernent l'amélioration de la qualité de vie de tous les habitants de la région (telles que les établissements humains et la conservation de l'environnement), il déclara officiellement ouverts les travaux de la vingtième session.

290. Ces travaux se sont poursuivis au sein des six comités créés, dont les rapports ont ensuite été présentés aux séances plénières de la Commission*.

291. Le Secrétaire exécutif de la CEPAL inaugura les délibérations de type général par un exposé dans lequel il compléta les informations contenues dans les documents élaborés par la Commission à l'intention de la session et formula des observations de type général sur les questions examinées au cours de la réunion. Il rappela qu'il y a trois ans une réunion similaire s'était penchée sur les éléments fondamentaux de la Stratégie internationale du développement et ce qui avait été appelé le Programme d'action régional pour l'Amérique latine. A l'époque, les prévisions avaient été optimistes mais en 1981 déjà on commença à détecter les premières manifestations d'une des crises les plus profondes jamais connues par la région. Il fit ensuite une brève analyse des causes internes et externes de cette crise ainsi que des perspectives et des répercussions à long terme de l'ajustement et des leçons que l'on pouvait tirer de l'expérience passée.

292. Il affirma que la crise était due, entre autres, à la stratégie interne de développement à laquelle s'ajoutait un manque de contrôle financier qui avait favorisé l'endettement, ainsi qu'à des changements brusques de la conjoncture économique internationale. Même si les causes de la crise étaient d'origine interne, son aggravation échappait au contrôle de la région et sa solution impliquait des coûts sociaux inévitables. La région avait fait face à cette crise d'une façon responsable et au prix d'un grand effort intérieur. Il fallait reconnaître néanmoins que les attentes créées par le processus d'ajustement basé sur l'hypothèse de la relance économique internationale n'avaient pu se concrétiser. Le document émané de la réunion récemment tenue à Quito mettait l'accent sur la nécessité d'opérer des changements dans les termes du réaménagement de la dette.

293. Il signala que le commerce international même s'il avait été principalement à l'origine des problèmes actuels, pouvait également contribuer à leur solution. Il invita à la réflexion au-delà des effets immédiats de la crise, ce qui constituait l'objectif des travaux de la CEPAL. Certains éléments extérieurs intervenaient dans le processus de changement. Dans les conditions actuelles, les paradigmes étaient inutiles; il fallait tenir compte, pour faire face à la crise, de certains facteurs tels que les éléments extérieurs au processus de changement. Il fallait, à l'avenir, s'attacher essentiellement à mobiliser les efforts intérieurs, à améliorer les marchés domestiques en fonction des marchés internationaux, et à redéfinir les relations extérieures à la lumière du marché régional, dans le cadre d'une stratégie qui mettrait l'accent sur le secteur social. Il ajoutait qu'il serait très regrettable de tomber dans un pessimisme destructif et que les

* Voir par. 34 à 183 supra.

années 80 constituait une occasion pour l'Amérique latine de réagir face à cette situation. L'important était de reconnaître qu'on ne reviendrait pas au point de départ et qu'il fallait faire appel à des concepts pragmatiques basés sur l'expérience.

294. De l'avis du Directeur exécutif du FNUAP, il fallait, pour saisir toute l'importance du thème de la population en Amérique latine et dans les Caraïbes, étudier les questions relatives au développement. Il fit référence à certains des problèmes de population auxquels se heurte la région au titre des points qui seront examinés lors de la première Conférence internationale sur la population, en août 1984, et recommanda d'appuyer les travaux menés par le CELADE et l'ILPES en matière de population.

295. Le Ministre de l'économie et du commerce du Paraguay expliqua que, dans le cas de son pays, le déficit de la balance des comptes n'était pas dû au paiement du service de la dette extérieure mais au déficit croissant de la balance commerciale de la région. C'est pourquoi il fallait reformuler les politiques d'intégration économique latino-américaine afin de porter remède à cette situation et de réorienter, par exemple, une partie du pouvoir d'achat de l'Etat vers le commerce intrarégional et promouvoir la coopération en matière de fabrication et d'acquisition de biens d'équipement dans la région.

296. Les origines de la récession au Paraguay remontaient à 1973 à la suite de la hausse démesurée des prix du pétrole qui avait sérieusement touché son pays, importateur net d'hydrocarbures. Néanmoins, la construction de grands barrages hydro-électriques lui permettrait, non seulement de progresser vers l'autosatisfaction des besoins énergétiques, mais également de posséder la technologie appropriée et un personnel hautement qualifié dont pourrait bénéficier le reste des pays latino-américains. Il souligna finalement que le principal facteur responsable de la croissance économique spectaculaire enregistrée au cours de la dernière décennie était le développement notable de l'agro-industrie qui permit d'atteindre l'autosuffisance en matière alimentaire.

297. Le Sous-Secrétaire général des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) s'est félicité de l'occasion qui lui était offerte de participer aux travaux de cette session de la CEPAL. Il présenta une brève synthèse des relations qui existent entre les deux commissions régionales et souligna le rôle que l'Amérique latine avait joué dans l'évolution des concepts de CEPD et CTPD. Il était convaincu qu'il incombait à la CEPAL et à la CEA de stimuler la coopération Sud-Sud et d'appuyer les efforts déployés par les pays membres pour passer de la rhétorique à la réalité. Les pays de sa région avaient l'intention de créer une communauté économique et un marché commun africain. Le premier pas en ce sens avait été la création de trois grands groupements économiques. Il fit référence, finalement, aux graves conséquences de la crise économique actuelle dans les pays africains. Il espérait que les pays membres de la CEPAL fassent preuve d'un authentique esprit de solidarité, de coopération Sud-Sud et fournissent à sa région toute l'aide possible.

298. Le Directeur général adjoint de l'OIT s'est manifesté préoccupé par les répercussions sociales de l'application de politiques économiques récessives et se prononça en faveur d'une vaste concertation sociale entre travailleurs, employeurs,

gouvernements afin de réunir le consensus nécessaire pour contrôler cette situation. Les politiques d'ajustement actuellement en application avaient entraîné une augmentation du sous-emploi, une forte hausse du chômage ouvert, une baisse de salaires et l'expansion rapide du secteur informel urbain, ce qui avait été à l'origine d'une agitation sociale intense et de mouvements de contestations dans la région. Il manifesta finalement que seul un dialogue institutionnalisé entre interlocuteurs sociaux permettrait d'arriver à un consensus sur la recherche de solutions stables qui tiennent compte du pluralisme, de l'alternance au pouvoir et du respect à l'individu.

299. Le coordonnateur du Bureau des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe expliqua la nature du mandat de ce bureau ainsi que ses fonctions et modalités de fonctionnement. Il passa en revue l'aide que ce Bureau avait prêtée récemment à des pays de la région ainsi que certains programmes qu'il menait à bien dans certains pays en matière de planification pour prévenir les conséquences des catastrophes. Il souligna que le mandat de ce bureau comprenait à la fois cette tâche et l'aide en cas de catastrophe et qu'il était principalement chargé de coordonner l'assistance accordée par les organisations du système des Nations Unies et les donateurs bilatéraux en cas d'urgence. Il lança un appel afin que les activités mixtes entreprises par les organisations du système reçoivent l'appui suffisant pour tirer le meilleur parti passible des ressources disponibles.

300. Le Sous-Secrétaire général des Nations Unies et Directeur exécutif de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) fit parvenir à la réunion un message dans lequel il souligne l'intérêt que porte l'UNITAR au maintien et au renforcement de la coopération avec la CEPAL par l'intermédiaire de séminaires visant à identifier les problèmes les plus urgents en matière de formation et de recherche dans la région et élaborer des programmes qui permettent, à l'avenir, l'échange interrégional d'expériences dans ce domaine.

301. L'observatrice du Conseil pour l'assistance économique mutuelle (CAEM) passa en revue les résultats obtenus par cet organisme et ses pays membres au cours de ses 35 ans d'activités, lesquelles avaient pour but de mobiliser les ressources nationales matérielles et financières afin de renforcer la coopération multilatérale et bilatérale et l'intégration économique, et ainsi atteindre les objectifs du développement économique et social. L'expérience accumulée par les pays du CAEM permettait d'affirmer, qu'au cours d'une seule génération, il était possible de résoudre des problèmes aussi complexes que l'encouragement dynamique de l'économie, l'élimination de la faim et de la misère, le plein emploi de la population ainsi que les soins médicaux et l'éducation gratuite. Elle mentionna ensuite les questions du développement des relations économiques, commerciales, scientifiques et techniques entre les pays du CAEM et les pays en développement, notamment les pays latino-américains, ainsi que la coopération entre les secrétariats du CAEM et de la CEPAL. Elle mentionna finalement que le CAEM offrirait à la CEPAL 22 bourses d'études dans des centres d'enseignement supérieur et moyen spécialisé dans les pays membres du CAEM.

302. Selon le représentant colombien, on commençait à observer, en Amérique latine, certains signes de changements politiques très attendus, ainsi que la volonté de conjuguer des efforts afin d'atteindre les mêmes buts et objectifs.

L'Amérique latine avait renforcé sa capacité d'agir en commun pour apporter une solution à ces graves problèmes mais devait également renforcer son contact institutionnel avec le reste du monde (Sud et Nord). Il signala que l'Amérique latine devait récupérer l'instance économique de la OEA et rappela que le Président Belisario Betancourt avait proposé, à diverses reprises, la création d'un Fonds monétaire latino-américain susceptible d'apporter une aide financière aux pays de la région qui présentent des problèmes en matière de balance de paiements. La CEPAL devrait ajouta-t-il réaliser l'étude correspondante afin d'essayer d'élargir les mécanismes déjà existants tels que le Fonds andin de réserves.

303. Il fit référence aux situations de crise que traverse l'Amérique centrale et qui se traduisent par une violence sans précédent ainsi qu'aux efforts politiques déployés par le Groupe Contadora compte tenu de la nécessité d'un changement substantiel de la réalité économique dans cette région. Il s'est félicité de l'appui apporté en Amérique latine au Comité d'action de soutien au développement économique et social de l'Amérique centrale (CADESCA), instrument qui représentait la réponse économique latino-américaine au besoin urgent d'une assistance plus fructueuse à l'intention de l'Amérique centrale.

304. Il énuméra finalement plusieurs mesures adoptées par son pays pour faire face à la crise actuelle, mesures qu'il synthétisa en deux mots, austérité volontaire, laquelle était, de toute façon, préférable à celle que le FMI ou les banques créancières imposeraient ensuite aux pays de la région.

305. De l'avis du représentant de la République dominicaine, son gouvernement s'était attaché, au cours des dernières années, à promouvoir des mécanismes visant à résoudre les grands problèmes qui touchent la région et avait participé de façon active aux différentes instances intergouvernementales. Son gouvernement avait également proposé que Saint-Domingue serve de siège à la réunion préparatoire de la Conférence économique latino-américaine, qui constitue la réunion économique et politique la plus importante tenue jusqu'ici en Amérique latine et dans les Caraïbes. La Déclaration qui y avait été signée représentait un engagement de réaffirmer la fraternité et la solidarité des peuples de la région et de s'efforcer de trouver des solutions urgentes par le biais d'actions en commun.

306. Il mit l'accent sur le lourd fardeau que représentaient le service de la dette extérieure et le manque des ressources en capital disponibles pour financer la croissance et le développement des pays. La plupart des gouvernements avaient appliqué des politiques d'ajustement et de stabilisation afin de réduire le déséquilibre avec l'extérieur et le taux d'inflation, conformément aux directives du Fond monétaire international. Il s'en était suivi une contraction de l'activité économique et une baisse du taux d'emploi ainsi que du niveau de vie de la population, qui auraient pu être évités si l'ajustement avait été réalisé de façon plus progressive et plus flexible. Le service de la dette représentait un engagement que les pays de la région devaient honorer, mais ces derniers ne posséderaient bientôt plus, pour ce faire, que la misère de leur peuple, état de choses dont les pays créanciers devaient tenir compte au moment d'imposer leurs conditions. Il ajouta, finalement, que la République dominicaine se ralliait aux décisions que la CEPAL et d'autres organismes régionaux et sous-régionaux pourraient adopter afin d'aboutir à une solution de cette crise.

307. Le représentant français, au nom des dix Etats membres de la Communauté économique européenne signala que le problème le plus important était sans nul doute celui de la dette extérieure, qui ne cessait d'augmenter, bien que son rythme de croissance soit en régression depuis 1982. Cette question devait être abordée, à son avis, dans un esprit de compréhension et de coopération et non pas de confrontation ou d'accusations mutuelles. La crise exigeait des solutions variées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur : d'autres part, les politiques d'ajustement entraînaient des conséquences sociales dangereuses et les mécanismes de rééchelonnement de la dette représentaient un coût financier et exerçaient une pression sur les balances de comptes des pays industrialisés. La collaboration entre débiteurs et créanciers, publics ou privés, était donc indispensable.

308. Il ajouta que la situation actuelle était grave et exigeait l'adoption de mesures rigoureuses et douloureuses dans le cadre du respect des engagements internationaux. Heureusement, l'Amérique latine disposait de ressources matérielles et surtout humaines qui lui permettraient de sortir de la crise. Il mit l'accent, à cet égard, sur la coopération régionale et sur le rôle que joue la CEPAL pour promouvoir la coopération technique et économique entre les pays en développement. Il ajouta que la CEE avait suivi avec attention les débats de la Conférence économique latino-américaine et la participation de la CEPAL aux travaux préparatoires de cette dernière et était disposée à entamer un dialogue avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes afin d'encourager la coopération régionale, et de collaborer, dans la mesure de ses possibilités afin de trouver une solution à la crise économique de la région. Il rappela que le renforcement de la coopération entre la communauté et l'Amérique latine avait débouché, en décembre dernier, sur la signature d'un accord avec le Pacte andin, qui venait s'ajouter à ceux qui existaient déjà avec le Mexique et le Brésil. Il ajouta qu'on étudiait actuellement la façon de renforcer la collaboration avec les pays centraméricains.

309. Ensuite, au nom de la France, il affirma que son pays accordait une grande importance au renforcement de la coopération entre les pays en développement. Il souligna la collaboration étroite qui existait entre les pays des Caraïbes et d'Amérique latine et estima qu'il fallait encourager l'initiative visant à créer un organisme de coordination du développement en Amérique centrale; il mentionna le climat constructif dans lequel s'était déroulé, la semaine précédente, la Réunion de la Banque interaméricaine du développement, à laquelle son pays avait participé. Il ajouta que la France avait l'intention de renforcer son appui aux activités de la CEPAL et de maintenir une politique d'étroite coopération avec les pays latino-américains et des Caraïbes auxquels la liait une longue tradition d'amitié. Il ajouta que son pays continuerait d'appuyer les projets de développement régionaux et sous-régionaux et de fournir une assistance technique ou autre aux projets exécutés dans le cadre de la CEPAL, du CELADE et de l'ILPES. Finalement, il mit l'accent sur la politique de coopération étroite avec les pays en développement menée par son gouvernement ainsi que sa participation active aux négociations qui débouchèrent sur des accords sur le café, le cacao et les forêts tropicales, qui présentaient une grande importance pour les pays en voie de développement.

310. Le Conseiller économique de la Présidence de la République de Bolivie signala que, pour faire face à la conjoncture actuelle, son pays avait formulé un Plan de réaménagement et de développement dans lequel on distinguait deux domaines

/...

économiques. Le premier, considéré prioritaire, comprenait les produits de base, les produits et services essentiels à consommation et usage plus généralisés ainsi que les produits d'exportation. Ce domaine prioritaire ferait l'objet du soutien maximum de la politique économique en matière d'investissement, de crédit, de devises, d'impôts et d'assistance. Le deuxième domaine, de type complémentaire, comprenait les activités de transactions financières et commerciales, et serait régi par ses propres mécanismes.

311. En ce qui concerne le secteur extérieur, il fallait établir une coordination économique avec le Bassin du Plata et le Groupe andin et, à l'échelon politique, renforcer et perfectionner la démocratie; il souligna que le réaménagement de la dette extérieure devait se faire dans des conditions telles qu'il ne mette pas en danger la démocratie dans son pays, raison pour laquelle il fallait obtenir de nouveaux délais, des délais de grâce plus longs, des taux d'intérêt plus avantageux et de nouveaux crédits.

312. Le représentant du Mexique manifesta que son pays avait adopté des mesures radicales en matière de réaménagement économique et de changements structuraux. En ce qui concerne le premier point, il fallait souligner l'austérité et la plus grande productivité des dépenses fiscales, le renforcement du revenu fiscal, l'amélioration en matière de bénéfices et de salaires, l'encouragement de l'épargne domestique et un nouveau mécanisme d'échange et de commerce extérieur. Quant au deuxième point, il fallait souligner la restructuration de l'administration publique, et le réaménagement des priorités en matière de dépenses et d'investissements publics, le renforcement de la réforme fiscale, l'encouragement de l'emploi, de l'approvisionnement populaire et de l'appareil productif ainsi que la restructuration du système financier. D'autre part, la nouvelle loi de planification, qui mettait l'accent sur la participation sociale, avait été promulguée, ce qui permettait, en outre, de normaliser, de préciser et de définir le processus.

313. Il ajouta que les premiers résultats des changements apportés s'étaient traduits par une baisse du taux d'inflation, un excédent en compte courant, une augmentation des exportations non pétrolières et une plus grande liquidité; on avait également freiné la chute de la production et le taux de chômage ouvert n'avait pas augmenté. Finalement, il signala que seule la coopération internationale active pourrait contribuer à apporter une solution au problème du financement extérieur et du réaménagement de la dette extérieure.

314. Le représentant des Etats-Unis manifesta que tous les pays de l'hémisphère présentaient des problèmes économiques et que son pays se ralliait aux aspirations de croissance économique d'autres nations. Il ajouta que l'encouragement qui pourrait provenir de l'augmentation de l'activité économique privée et de l'aide interne était plus important que toute l'assistance qui pourrait provenir du Gouvernement des Etats-Unis et qu'un ajustement de ce type serait moins douloureux et provoquerait moins de conséquences néfastes que le réaménagement brusque qui se produirait si les débiteurs mettaient en pratique leur menace de mettre fin au système établi.

315. Il affirma que son gouvernement appuyait la stratégie internationale de développement mais qu'il formulait des réserves à l'égard de certaines propositions concrètes contenues dans cette dernière. A son avis, une trop grande importance avait été accordée à la question du financement extérieur par rapport à la politique financière domestique. Il admettait qu'il pouvait exister en Amérique latine et dans les Caraïbes certains obstacles au développement économique, tels que le déséquilibre financier, le manque apparent de possibilités de travail, la participation inéquitable aux fruits du développement et les diverses barrières qui entravaient le commerce intrarégional. Afin de surmonter ces obstacles, son pays appuyait les efforts visant à obtenir une stabilisation économique à court terme, à implanter des réformes structurelles de base et à exécuter des programmes de développement à long terme.

316. La solution de la crise de l'endettement devait, à son avis naître de l'action concertée des pays débiteurs, des pays créanciers, des principales banques commerciales et des institutions financières internationales. La stratégie adoptée par son pays se basait sur l'ajustement économique soutenu de la part des pays débiteurs, le soutien fourni à ce processus d'ajustement par l'intermédiaire du renforcement du Fonds monétaire international, les apports de liquidité à court terme de la part des gouvernements créanciers, les financements bancaires permanents et, au sein des pays industrialisés, la reprise économique et le soutien au marché ouvert.

317. Finalement, ajouta-t-il, on pouvait observer que les pays sortaient lentement de la crise. La reprise non inflationniste du monde industriel semblait s'être consolidée tout à fait; certains indices permettaient de prévoir de plus fortes hausses réelles du produit intérieur brut en 1984; la détérioration de la balance commerciale des Etats-Unis avait amélioré les perspectives commerciales des pays en développement non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP); des progrès avaient été accomplis en matière de réaménagement de la dette privée publique avec les institutions financières privées, et les exportations latino-américaines vers les Etats-Unis étaient en expansion.

318. Selon le Président de l'Institut ibéro-américain de coopération (ICI), la seule façon de résoudre la crise actuelle était d'appliquer une politique de coopération internationale active, systématique, générale et efficace. Dans le cadre de cette coopération, l'intégration de l'Espagne à la CEE ne devait pas préoccuper les pays ibéro-américains qui craignaient une incidence négative de cette incorporation sur leurs exportations; en effet, dans ses négociations avec la CEE, l'Espagne avait établi clairement qu'elle voulait protéger au maximum les relations commerciales importantes qui la liaient à la région. En ce qui concerne la collaboration actuelle entre l'ICI et la CEPAL, il mentionna la réalisation d'études concrètes visant à évaluer les relations commerciales, financières et techniques entre l'Espagne et la région ibéro-américaine ainsi que l'organisation d'activités culturelles relatives à la démocratie et à la jeunesse.

319. Le représentant de Cuba affirma que les répercussions de la crise dérivait essentiellement du processus récessif du monde capitaliste et étaient amplifiées, dans le cas de son pays, par le blocage économique soutenu dont il était victime. Il était indispensable, souligna-t-il, d'instaurer un nouvel ordre économique

/...

international qui permette de modifier la situation actuelle. Il exprima son soutien aux accords souscrits aux réunions régionales qui avaient été effectués en cette matière, notamment la Déclaration et le Plan d'action de Quito.

320. D'autre part, il condamna les politiques d'ajustement imposées par le FMI à la plupart des pays de la région comme condition au réaménagement de la dette extérieure, et qui avaient été à l'origine d'une accentuation du déficit de la balance des paiements, d'une diminution des termes de l'échange, d'une augmentation des prix au consommateur et du gonflement de leur dette extérieure. Il lança donc un appel en faveur du renforcement de la coopération et de l'intégration régionales afin d'augmenter le pouvoir de négociation et de trouver ainsi des formules efficaces capables de favoriser l'atteinte d'un développement économique et social authentique.

321. L'observateur du FISE signala que le fardeau le plus lourd de la récession économique retombait sur le secteur le plus faible, c'est-à-dire l'enfance, et que les programmes sociaux tels que la santé et l'éducation étaient les plus négligés car ils n'étaient pas considérés rentables. Il ajouta, néanmoins, que malgré les ressources limitées, on pouvait obtenir des résultats très précieux à court terme à condition d'en posséder la volonté politique. Il lança un appel afin que les efforts soient centrés sur les soins primaires en matière de santé et sur l'enseignement primaire. La participation active de la communauté ainsi que les moyens de communication sociale permettraient la réalisation de programmes massifs de vaccination et de traitement de la diarrhée infantile qui constitue la principale cause de mortalité dans la région et également de fournir l'enseignement primaire indispensable pour élever le taux de scolarité.

322. La délégation de El Salvador souligna que la réunion de la CEPAL avait lieu dans un contexte de crise économique grave qui mettait en danger la capacité de développement et de stabilité de la région et que les liens interrégionaux en acquéraient une importance accrue. Il demanda instamment à tous les pays membres de la Commission de promouvoir les négociations globales et signala que la crise était encore plus dramatique à El Salvador, comme le démontraient plusieurs indicateurs signalés dans les documents de la CEPAL. Etant donné l'état d'urgence sociale que cette situation entraînerait dans son pays, il demanda que le prochain Comité plénier de la CEPAL, qui sera effectué à New York, inscrive à son ordre du jour la demande formulée par El Salvador d'être considéré "comme" un pays relativement moins avancé afin qu'il puisse recevoir un traitement similaire à ceux qui figurent sur la liste envisagée dans la résolution 2768 (XXVI) de l'Assemblée générale. Il invoqua, pour ce faire, des précédents émanés des comités pléniers réunis en décembre 1979 et décembre 1982. Finalement, il réitéra sa conviction que seules des mesures effectives de solidarité et de compréhension entre les nations permettraient de trouver une solution à la crise internationale actuelle.

323. La délégation de l'Union soviétique souligna l'importance de la paix ainsi que le rapport entre la paix, le désarmement et le développement. Le représentant lança un appel en ce sens pour qu'il soit mis fin à la course aux armements nucléaires et se rallia à la déclaration de l'Amérique latine en tant que zone libre d'armes nucléaires, au titre de la résolution 38/188 de l'Assemblée générale sur le désarmement. Il appela l'attention sur les conclusions de la Conférence

/...

économique latino-américaine de Quito, où il est fait référence à la paix et à la nécessité de résoudre les problèmes de la région centraméricaine par la voie de négociations. Il confirma que l'Union soviétique est en faveur d'une restructuration des relations économiques internationales qui actuellement, signala-t-il, permettaient aux pays développés de faire porter le poids de leurs problèmes économiques aux pays en développement.

324. Il fit mention, à cet égard, de la Charte des droits et des devoirs économiques des Etats, du nouvel ordre économique international, de la SID et du processus d'évaluation de son application. Son pays appuyait les résultats positifs de la sixième session de la CNUCED ainsi que les travaux préparatoires de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI. Il encourageait en outre la coopération et les relations économiques et commerciales entre tous les pays et condamnait les mesures économiques utilisées en tant qu'instrument de pression politique. Il ajouta que le développement stable de l'économie de son pays, dû à son caractère planifié, exerçait une influence stabilisatrice sur l'économie mondiale. Il souligna l'importance de ses échanges commerciaux avec l'Amérique latine qui représentaient un transfert important de ressources vers la région et qui étaient menés par l'intermédiaire de conventions intergouvernementales. Il souligna sa disposition de collaborer aux travaux de la CEPAL, disposition clairement démontrée, par exemple, dans les activités menées au sein du CAEM.

325. Le représentant du Canada souligna qu'il était urgent d'entreprendre des projets visant à porter remède aux problèmes de la récession économique, la crise de l'endettement et l'agitation politique constante. L'endettement constituait un problème grave qui pouvait persister pendant plusieurs années et qui exigerait une coopération permanente entre pays débiteurs, gouvernements créanciers, banques et institutions internationales. Les documents élaborés à l'intention de la session lui semblaient utiles et continueraient à servir de base à un débat constructif dans d'autres instances internationales. Il ajouta que sa délégation portait un intérêt spécial aux études relatives à l'intégration de la femme au développement socio-économique de la région, l'Année internationale de la jeunesse et la deuxième Conférence mondiale de la population. Il souligna que son gouvernement suivait de près le rôle des femmes dans le processus du développement et appuyait les efforts déployés par d'autres pays afin d'augmenter la participation de la femme dans tous les aspects de leurs sociétés respectives.

326. En ce qui concerne l'Année internationale de la jeunesse, son gouvernement annoncerait bientôt un programme national qui comprendrait une assistance financière aux organisations de jeunes ainsi qu'un centre national d'information sur les activités de la prochaine Année internationale de la jeunesse. Il mentionna ensuite le problème du chômage des jeunes, et signala qu'il était extrêmement important d'orienter les appréciations des futurs employés et employeurs afin de créer partout une plus grande compréhension de la jeunesse, y compris de la jeunesse indigène, handicapée et celle qui possède relativement moins d'opportunités.

327. En matière de population, il signala que son gouvernement appuyait avec satisfaction la possibilité qu'une conférence soit tenue à Mexico en août 1984. Il accordait une très grande importance au rôle des commissions régionales dans la formulation de recommandations équilibrées, constructives et susceptibles de se renforcer mutuellement dans ce domaine.

/...

328. L'observateur de la CEE expliqua le rôle joué par cette entité dans les efforts de résolution de la crise économique. La légère reprise observée en 1983 dans l'activité économique permettait d'espérer que les politiques de stabilisation adoptées donnent leurs fruits en 1984. Les Etats membres de la Communauté avaient été soumis à des pressions protectionnistes auxquelles, néanmoins, ils avaient fait face avec succès : ils avaient décidé d'accélérer les réductions de barrières tarifaires dérivées des négociations de Tokyo et s'étaient employés à fournir leur assistance aux pays en développement. Il rappela que le commerce extérieur représentait plus de 12 p. 100 du produit intérieur de la Communauté et que les échanges avec des pays tiers s'étaient notablement accentués. Il fit remarquer que la Communauté absorbait 37 p. 100 du total des produits que les pays en développement exportaient vers les pays industrialisés et que, en 1980, on avait constaté une hausse permanente, en valeur absolue, des exportations en provenance de l'Amérique latine; les arrangements en matière de préférences commerciales de la Communauté, contrairement à ceux d'autres pays industriels, couvrent l'ensemble des produits manufacturés. La balance commerciale de la Communauté avec l'Amérique latine avait été traditionnellement déficitaire, particulièrement en 1982 et 1983. La Communauté était le plus grand importateur du monde de produits agricoles et en 1982, 53 p. 100 de la valeur de l'importation provenait des pays en développement.

329. En ce qui concerne la Déclaration de Quito, il signala que la Communauté était disposée à envisager la question des mesures commerciales liées au processus de réaménagement de la dette et qu'elle était convaincue qu'il était possible d'appliquer de nouveaux critères de coopération avec l'Amérique latine dans l'intérêt de tous.

330. Le représentant du Royaume-Uni affirma que la vingtième session de la CEPAL constituait une réunion particulièrement importante à un moment où la région commençait à sortir de la plus grave récession depuis les années 30. L'examen de l'application de la Stratégie internationale du développement permettait aux participants d'échanger des opinions mais il était important de ne pas se faire d'illusions quant aux résultats.

331. A son avis, le plus grand défi qu'affrontait la région était la crise de l'endettement; mais jusqu'à présent, il s'agissait d'une crise qui avait été contrôlée; dans certains cas importants, les balances commerciales avaient enregistré un excédent et aucune économie de la région n'était passée d'un état de manque de liquidité à celui d'insolvabilité. Néanmoins, on ne pouvait se sentir satisfait car beaucoup de pays avaient adopté des mesures d'ajustement qui avaient affecté leur produit et leur niveau de vie réel. Son gouvernement comprenait les préoccupations exprimées à Quito et les étudierait plus en détail dans les mois prochains; il estimait que les débiteurs et les créanciers devaient travailler de concert pour résoudre le problème de l'endettement et qu'il était indispensable que les pays latino-américains honorent leurs engagements. Il rappela que le Royaume-Uni, en sa qualité de pays créancier, avait joué un rôle important en garantissant un financement d'urgence dans certains cas spéciaux; il avait participé de façon active aux négociations de Paris et avait appuyé le FMI dans le rôle extrêmement important qu'il joue.

/...

332. La discipline imposée par le FMI - ajouta-t-il - était d'une importance cruciale pour tous les pays débiteurs étant donné qu'il créait les conditions suffisantes pour que les banques commerciales continuent à octroyer des prêts. Les banques britanniques avaient aidé les pays débiteurs mais l'avenir de ces derniers dépendait du résultat de leurs politiques d'ajustement. Il souligna que les pays en développement n'étaient pas les seuls à devoir adopter des mesures d'ajustement douloureuses; en effet, les pays industrialisés présentaient également des taux négatifs de croissance et de chômage; néanmoins, on commençait à constater les résultats des mesures économiques prises sur des bases solides.

333. Le représentant du Guatemala souligna la contribution de la CEPAL dans la transformation du concept d'intégration dans un modèle de développement, une façon de vivre et une solution de survie pour l'Amérique centrale. L'intégration constituait et continuerait de constituer une solution logique aux problèmes communs des pays face à la crise actuelle. Il ajouta que le Guatemala possédait une vocation historique d'intégration et un sentiment profond de solidarité latino-américaine, ce qui l'avait poussé à appuyer de façon active les efforts que déploie la CEPAL dans le cadre de la Conférence économique latino-américaine et du Plan d'action de Quito. Sa délégation espérait que la Commission reste en alerte face à la crise et propose des lignes directrices qui, avec l'effort de chacun des pays de la région, permettent d'aboutir à la reprise souhaitée.

334. Le représentant du Chili souligna le rôle joué par la CEPAL en tant qu'organisme d'étude, d'analyse, de coopération et de dialogue face à la crise économique actuelle. Il passa en revue les différentes phases de l'évolution économique récente de son pays et souligna ce qu'il qualifia de résultat sans précédent atteint de 1976 à 1980 et la détérioration des trois dernières années, dont les manifestations les plus graves avaient été le chômage, la chute des exportations et des réserves, phénomènes qu'il attribuait tous aux conditions extérieures. Il expliqua que, malgré les nombreux efforts déployés par son gouvernement pour surmonter la crise, la reprise avait été très lente.

335. Son pays comptait sur la collaboration efficace de la CEPAL dans des domaines tels que l'étude de mécanismes plus appropriés qui permettent de renforcer l'efficacité des secteurs productifs, le développement technologique, la création de systèmes destinés à attirer des capitaux étrangers pour compléter l'effort de capitalisation interne, ainsi que la diversification et l'expansion des structures d'exportations. Il affirma, finalement, que la CEPAL, étant donné sa capacité de convocation et pour compléter les efforts d'autres organismes, devait poursuivre ses efforts afin d'obtenir un consensus sur des formules qui permettent d'aborder le grave problème de l'endettement de la région, compte tenu de son énorme potentiel de développement.

336. Le représentant de la République fédérale allemande affirma que son gouvernement avait suivi de près la Conférence économique latino-américaine et se félicitait des efforts déployés par les Etats latino-américains et consignés dans le Document de Quito, afin de combattre leurs problèmes économiques de façon conjointe. Il ne fallait pas chercher les responsables du problème de l'endettement, mais au contraire le dialogue entre tous les intéressés; en effet, pour atteindre un réajustement ordonné et sans troubles sociaux, les pays débiteurs

/...

avaient besoin de nouveaux crédits qu'ils ne pourraient obtenir qu'en montrant leur disposition d'honorer les engagements tels qu'ils avaient été fixés dans le réaménagement de la dette extérieure et en adoptant des mesures indispensables d'ajustement de leur économie. Dans le contexte de la reprise de l'économie mondiale, les possibilités d'exportation de la région ainsi que les termes de l'échange allaient sans doute s'améliorer et, de son côté, son gouvernement collaborerait à la lutte contre les tendances protectionnistes.

337. Il souligna que son gouvernement et les investisseurs de son pays souhaitaient maintenir de bonnes relations économiques avec la région. Il mit l'accent sur le niveau traditionnellement élevé des investissements directs des entreprises privées allemandes. Il rappela, d'autre part, qu'au cours des dernières années, les importations de la RFA à partir de l'Amérique latine et des Caraïbes avaient considérablement augmenté alors que ses exportations vers la région avaient enregistré une baisse notable, ce qui permettait d'affirmer que son pays contribuait aux excédents d'exportation de l'Amérique latine et des Caraïbes.

338. Il ajouta que l'importance de la coopération bilatérale entre son gouvernement et l'Amérique latine et les Caraïbes avait augmenté et, en ce qui concernait le projet de la CEPAL, l'accent avait été mis, en 1983, sur le commerce, l'énergie et l'infrastructure, avec un apport de plus d'un million de marks allemands. Des fonds allemands ont été également prévus, en 1984, pour appuyer les activités menées en matière de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la préservation de l'environnement. Il affirma que le grand potentiel que possède la région d'augmenter sa productivité agricole et industrielle permettait de voir l'avenir avec optimisme et que la RFA était disposée à continuer à appuyer activement les activités menées par la CEPAL en faveur du développement.

339. Le représentant de l'Equateur passa brièvement en revue les problèmes qu'avait affrontés son pays et les mesures qu'il avait adoptées pour y faire face. Il rappela qu'en 1983, les effets négatifs de la crise économique et financière s'étaient vu aggravés par les inondations qui avaient détruit une grande partie de l'infrastructure routière et provoqué des pertes considérables en matière de produits exportables et de biens de consommation de base. Cela avait obligé le pays à réaliser des importations extraordinaires de produits alimentaires, ce qui avait provoqué une hausse spectaculaire des taux d'inflation (48,4 p. 100 ainsi qu'une chute du produit intérieur brut de 3,5 p. 100). Dans le secteur extérieur, les exportations de produits agricoles et de produits manufacturés avaient diminué dans des proportions alarmantes et seule l'augmentation des exportations de pétrole avait réussi à compenser la régression enregistrée dans les autres secteurs. Il fallait établir des restrictions à l'exportation et se limiter aux achats de biens indispensables (équipement et facteurs de production pour l'agriculture et l'industrie). L'importance de la crise avait obligé le gouvernement à appliquer un programme rigoureux de stabilisation économique et sociale qui avait représenté un ajustement douloureux de l'économie et un grand sacrifice national; ce programme prévoit l'élimination des subsides, la promulgation d'une loi rigide de contrôle de dépenses publiques et l'application d'un programme d'ajustement progressif de la parité du sucre.

/...

340. Il souligna, à l'échelon international, que la Conférence économique latino-américaine de Quito avait ouvert la voie à la solidarité et à l'union de la région et souligna qu'il était indispensable de renforcer le processus d'intégration latino-américaine sur des bases plus réelles et fonctionnelles, grâce au renforcement du commerce intrarégional et à l'établissement de nouveaux mécanismes, notamment en matière financière, afin de solutionner la crise des monnaies convertibles qui touchait presque tous les pays de la région. Il renouvela la position que l'Equateur adopta à la Conférence économique latino-américaine, à savoir, l'émission de bons qui contribuent à encourager le paiement de la dette extérieure à long terme ainsi qu'à faciliter l'expansion du commerce régional, et demanda à la CEPAL de collaborer à la réalisation d'études relatives à ce mécanisme ou d'autres similaires.

341. Après avoir informé les délégations présentes que le Président de l'Equateur avait déjà transmis officiellement les résultats de la Conférence de Quito à tous les chefs de gouvernement du monde ainsi qu'aux autorités des organismes internationaux et des institutions financières, il remercia la CEPAL, au nom du Gouvernement de l'Equateur, du soutien qu'elle a apporté à toutes les étapes de la Conférence et souligna l'intérêt que les pays développés ont démontré pour l'analyse des thèmes envisagés dans les documents de Quito.

342. Le représentant de la Tchécoslovaquie affirma que son gouvernement appuyait les efforts des pays en développement, notamment des pays membres de la CEPAL, afin de restructurer les relations économiques internationales sur une base équitable et démocratique. Le maintien de la paix et le transfert de fonds qui étaient actuellement consacrés aux armements vers des activités de développement économique pourraient constituer les bases de l'instauration du nouvel ordre économique international. Aux yeux de son pays, le gigantisme de la dette des pays en développement ainsi que la course aux armements et ses conséquences constituaient un exemple de l'influence néfaste du système impérialiste sur les relations internationales actuelles. Il condamnait l'abus de mesures économiques coercitives telles que l'embargo, le blocage, les sanctions et la discrimination pour des raisons politiques ainsi que les effets négatifs des activités incontrôlées des monopoles internationaux sur l'économie des pays en développement.

343. Il s'est félicité de l'établissement de relations entre les secrétariats du Pacte andin et du CAEM; en effet, les processus d'intégration contribuent à renforcer l'indépendance économique des pays moins avancés dans l'organisation néo-coloniale des relations économiques internationales. En sa qualité de membre du CAEM, la Tchécoslovaquie espérait que la coopération avec la CEPAL soit intensifiée dans l'avenir, et signala que l'exposition CAMEXPO 84, qui sera effectuée à Mexico, pourrait en constituer un bon point de départ.

344. Le représentant de la Jamaïque appela l'attention des participants sur le nombre important de programmes, dans le Programme de travail de la CEPAL, dont l'exécution dépendrait partiellement de l'obtention de ressources extra-budgétaires. Il demanda à tous les pays, notamment aux principaux donateurs traditionnels, de reconnaître le rôle permanent du système des Nations Unies en faveur du développement. En ce qui concerne la dette extérieure et la crise économique actuelle, il félicita le secrétariat d'avoir élaboré une série de programmes de soutien aux différents gouvernements pour que ces derniers réorientent leurs économies face aux nouvelles conditions créées par la

/...

restructuration de l'économie mondiale, au lieu de suggérer de nouvelles négociations. Il se montra également satisfait de la proposition formulée par le secrétariat de mener une étude et tenir ensuite des tables rondes visant à renforcer les relations économiques avec les pays membres du Conseil pour l'assistance économique mutuelle et affirma qu'il espérait que ces efforts puissent se concrétiser avant la date fixée, c'est-à-dire la période biennale 1986-1987.

345. Il souligna finalement que le développement de la région devait être conçu dans le cadre du développement de toutes les sous-régions et de tous les pays et lança un appel pour que les participants se prononcent d'une façon unanime sur le nouveau nom de la Commission qui serait la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

346. M. Raul Prebisch, Directeur de la Revista de la CEPAL, affirma que la grave crise qui touche l'humanité était caractérisée par l'inflation née aux Etats-Unis - centre dynamique principal du système -, et s'était étendue au reste du monde. Actuellement, les dollars qui étaient sortis des Etats-Unis y revenaient mais ce retour était dû à une politique gouvernementale étant donné que le gouvernement de ce pays avait élevé les taux d'intérêt, mesure qui ne pouvait qu'avoir des conséquences néfastes.

347. Les années 70 avaient été caractérisées par la prospérité, laquelle n'avait pas atteint les couches inférieures. Outre ce phénomène d'exclusion sociale, la concurrence entre les groupes à haut revenu avait engendré un nouveau type d'inflation, à caractère structurel. Il fallait ajouter, à la concentration du revenu aux mains d'un petit groupe favorisé par sa participation disproportionnée aux bénéfices du progrès technique, la consommation croissante de la force de travail et les dépenses de l'Etat, tant civil que militaire. Le taux de croissance des dépenses de consommation avait toujours tendance à dépasser celui de l'accumulation reproductive. Pour que le système progresse, il fallait qu'il y ait accumulation de capital, ce qui n'était possible que si la force de travail était passive et si l'Etat n'intervenait pas. Lorsque la force de travail acquiert un pouvoir syndical et politique et que l'Etat remplit ses obligations, le système a tendance à présenter un déséquilibre dynamique entre la tendance à la consommation et l'accumulation reproductive qui fatalement entraîne un processus inflationniste. Comment a-t-on essayé de freiner l'inflation? Une politique restrictive pourrait constituer une solution mais entraînerait un énorme coût social qui se traduirait par un taux de chômage élevé, et c'est la force de travail, l'élément le plus faible du système, qui subira les effets de la crise. Les économistes ont l'obligation de chercher de nouvelles formules, le contrôle monétaire devant laisser place à un autre type de contrôle macro-économique afin de corriger la tendance au déséquilibre dynamique.

348. Cette tendance à faire payer à la partie la plus faible du système les coûts de l'ajustement se retrouvait à l'échelon international et certains théoriciens proposaient la contraction des importations. Cela permettrait, certes, de freiner l'inflation mais on peut à nouveau se poser la question de savoir à quel prix. Les conversations sur le réaménagement de la dette constituaient un mécanisme utile et qui ne pouvaient pas se prolonger de façon indéfinie. C'est aux gouvernements qu'il incombe de résoudre les problèmes de la prolongation des délais et de la réduction des taux d'intérêt. Ce sont eux en effet qui ont permis aux banques

/...

privées de mener leurs opérations internationales sans aucun contrôle, sans autre but que celui du bénéfice, générant ainsi l'inflation. Les responsabilités étaient donc partagées. Il manquait une décision politique qui se faisait attendre et qui concernait tous les intéressés, tant le Nord que le Sud.

349. Il y a 30 ans déjà, la CEPAL a commencé à élaborer le nouvel ordre économique international destiné à corriger le déséquilibre international. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts au cours de cette période et certaines idées ont perdu leur dynamisme. Dans ce cas, il ne fallait pas craindre de les remplacer. En matière de développement économique, on continuait à ruminer les même idées qu'il y a un siècle : capitalisme ou anticapitalisme. Il fallait tirer parti des meilleurs aspects de ces idéologies en tenant compte du fait que la situation des centres et celle de la périphérie étaient très différentes; cette dernière présentait en effet d'importantes caractéristiques structurelles. Finalement, en ce qui a trait à la proposition visant à changer le nom de la CEPAL, il affirma que ce nom possédait un sens propre et souhaita que, tout comme on ne change pas le nom d'un pays quand la population augmente, le nom de la Commission ne soit pas modifié.

350. L'observateur de la République arabe syrienne fit remarquer que son pays était parfaitement conscient des graves problèmes économiques qui touchent les pays de la région dans le contexte de la crise économique généralisée que traversent tous les pays en voie de développement à la suite de la recrudescence du protectionnisme dans beaucoup d'économies industrialisées, des taux internationaux d'intérêt élevés et des problèmes relatifs aux politiques de financement extérieur. De l'avis de son gouvernement, il fallait reformuler les relations économiques internationales de façon à ce qu'elles soient équitables à la fois pour les pays développés et les pays en développement. Il apportait également son appui résolu à la tendance à la coopération technique et économique entre les pays en développement et se félicitait de la coopération entre la Commission économique pour l'Amérique latine et la Commission économique pour l'Asie et le Pacifique.

351. La délégation de l'Argentine fit référence à la crise qui touche actuellement la région et signala que le manque du contrôle du système bancaire privé à l'échelon international et la capacité opérationnelle réduite des organismes financiers internationaux étaient à l'origine de l'incapacité généralisée de faire face à cette crise, situation aggravée par l'application de critères d'ajustement non réalistes. La conjoncture désastreuse de son pays était due à l'application de politiques d'ouverture totale, à l'endettement non contrôlé et à la surévaluation de la monnaie. Les taux d'intérêt élevés dérivait de l'application de politiques monétaires dans les pays centraux visant à résorber l'inflation par l'absorption de capitaux du système financier mondial. Il signala qu'aucun pays en développement n'était en mesure de rembourser des taux d'intérêt très supérieurs à leurs taux de productivité.

352. Quant aux négociations visant à résoudre les problèmes de la dette extérieure argentine, il soulignait l'appui fourni par le Brésil, la Colombie, le Mexique et le Venezuela ainsi que la collaboration des Etats-Unis qui paraissait marquer le début d'une nouvelle approche du problème de la dette extérieure à la lumière de la Déclaration de Quito. Il appela également l'attention sur le fait que le problème de la dette extérieure pourrait trouver une solution en termes réels en modifiant les conditions du commerce international susceptibles de réduire les niveaux de

protection, de permettre le libre accès au marché et de favoriser des accords visant à améliorer les prix des matières premières exportées par les pays en développement. Dans ce nouveau contexte, ajouta-t-il, les anciens critères, à savoir qu'il fallait réduire la consommation d'une société pour augmenter le taux d'investissement et résoudre les problèmes d'endettement, devaient laisser la place à une nouvelle orthodoxie basée sur le maintien et l'augmentation progressive de la consommation des pays en développement afin d'augmenter les niveaux de production et d'échange, et ainsi encourager la reprise. Il signala, finalement, que la solidarité internationale à l'égard de l'Argentine était due au retour, dans son pays, du système démocratique, de la liberté et du respect des droits fondamentaux de l'homme, comme l'avait signalé le Président de la nation.

353. La délégation de la Pologne affirma que la situation économique mondiale, caractérisée par une récession qui entraîne des coûts sociaux élevés et par des tensions à l'échelon des relations économiques internationales, n'avait pas permis d'opérer un ajustement structurel et de créer les conditions favorables à une distribution internationale équitable du travail. Les quelques symptômes de reprise qu'on pouvait, certes, observer, restaient incertains à la lumière des politiques économiques restrictives appliquées par les principaux pays qui participent au commerce mondial. Il fit ensuite mention de la discrimination et des sanctions qui avaient été imposées à l'économie de son pays pour des raisons politiques et souligna qu'il fallait créer des mécanismes et des instruments appropriés afin de surmonter les obstacles qui entravent la coopération économique entre la Pologne et les pays d'Amérique latine et les Caraïbes; il cita quelques exemples concrets de cette collaboration. Il ajouta que la restructuration des relations économiques internationales actuelles exigeait une volonté politique et des mesures appropriées et mentionna l'initiative polonaise, consignée dans la résolution 38/196 de l'Assemblée générale des Nations Unies, visant à encourager la confiance en matière de relations économiques internationales.

Examen et adoption par la Commission des rapports et projets de résolution
présentés par les Comités

a) Comité I

354. La Commission adopta le rapport du Comité I* et examina les projets de résolution dont ce dernier l'a saisi, l'un sur les politiques de développement à long terme pour l'Amérique latine et les Caraïbes et l'autre sur les politiques d'ajustement et de réaménagement de la dette extérieure.

355. Elle adopta ensuite la résolution 457 (XX) sur les politiques de développement à long terme pour l'Amérique latine et les Caraïbes**.

* Voir par. 34 à 92 supra.

** Toutes les résolutions adoptées à la vingtième session figurent au chapitre D de ce rapport. Voir la liste p. 81.

356. En ce qui concerne le projet de résolution sur les politiques d'ajustement et de réaménagement de la dette extérieure, le Secrétariat signala que, sauf indications au sens contraire, les observations formulées par le Comité I, seraient considérées comme ratifiées à la séance plénière*.

357. La résolution 458 (XX) sur les politiques d'ajustement et de réaménagement de la dette extérieure a été adoptée par 10 voix contre 1 avec 5 abstentions. Ont voté pour, les pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, El Salvador, Equateur, Guyane, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Pérou, République dominicaine, Suriname, Uruguay et Venezuela. Ont voté contre : Etats-Unis. Se sont abstenus : Canada, Espagne, France, Pays-Bas et Royaume-Uni.

358. Le représentant des Etats-Unis demanda qu'il soit pris acte de la déclaration suivante en expliquant son vote contre :

"Le Gouvernement des Etats-Unis, en tant que membre responsable de la communauté internationale et profondément préoccupé par les problèmes de la dette extérieure de l'Amérique latine et d'autres pays en développement, a adopté un point de vue constructif et de coopération en octroyant des prêts d'urgence à certaines des pays membres de la CEPAL en cas de nécessité, et a élaboré une stratégie en cinq points pour aborder le problème de la dette, tel qu'il est signalé dans le rapport du Comité I**.

La délégation des Etats-Unis a fait preuve de souplesse et s'est efforcée d'arriver à un compromis au sein du Comité I et du groupe de travail afin qu'il soit possible de dégager une formule susceptible de recevoir l'appui de toutes les délégations.

La résolution manque d'équilibre; en effet, les mesures d'ajustement interne doivent constituer une partie importante de toute stratégie destinée à faire face au problème de la dette.

Il faut condamner le protectionnisme tant des pays en développement que des pays développés; en effet, les positions unilatérales sont inacceptables et ne contribuent qu'à aggraver les pressions favorables à l'application de mesures protectionnistes de la part des pays développés.

Le Gouvernement des Etats-Unis ne peut pas accepter la coresponsabilité des dettes contractées par des banques commerciales privées et par des gouvernements des pays en développement, sans pour autant se désintéresser de la crise et de ses incidences.

* Voir par. 67 à 91 supra.

** Voir par. 86 supra.

Les Etats-Unis appuient le système financier international. Néanmoins, le problème de la dette de l'Amérique latine et des Caraïbes préoccupe sérieusement son gouvernement, lequel est disposé à suivre de près l'évolution du système et à faire preuve, le cas échéant, de souplesse quant à l'application de la stratégie en matière d'endettement. C'est pourquoi, l'intention des Etats-Unis en participant à cette vingtième session de la CEPAL était de chercher un dialogue véritable dans un esprit de compromis et de coopération.

"359. Les gouvernements des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la France, membres de la Communauté économique européenne, ont regretté de ne pouvoir souscrire à la résolution sur les politiques d'ajustement et de réaménagement de la dette extérieure, bien que, dans l'ensemble, les recommandations qui y figurent aux paragraphes 3 et 4 de cette résolution leur semblaient acceptables; ils demandèrent qu'il soit pris note des commentaires suivants quant à leurs positions :

- "1. De l'avis de nos gouvernements, la façon dont la crise qui touche les pays de l'Amérique latine et les Caraïbes est envisagée dans la résolution ne représente pas une étude objective de la situation dans la mesure où une trop grande importance est attribuée aux facteurs extérieurs, en négligeant le rôle non moins important des facteurs d'origine interne.
2. Tout en étant conscients des incidences sociales souvent très douloureuses des politiques d'ajustement, nos gouvernements estiment qu'il faut souligner le fait que ces mesures constituent une condition indispensable pour la reprise des pays d'Amérique latine et des Caraïbes touchés par la crise.
3. Bien que convaincus de la nécessité de continuer à combattre le protectionnisme, tel qu'il est signalé dans la résolution, nos gouvernements ne peuvent accepter qu'il soit attribué uniquement aux pays développés.
4. Finalement, nous considérons que nos gouvernements ne peuvent accepter les critiques violentes formulées aux pays développés dans le préambule de la résolution et qui sont d'autant moins justifiées que ces derniers n'ont cessé de contribuer, de façon active et dans la mesure de leurs moyens, aux efforts déployés par la communauté internationale en faveur des pays d'Amérique latine et des Caraïbes dès le début de la crise."

b) Comité II

360. La Commission adopta le rapport du Comité II* et examina sept projets de résolution proposés par ce dernier.

* Voir par. 93 à 216 supra.

361. Sur la base de ces documents, la Commission adopta les résolutions 464 (XX) sur les activités du Comité de développement et de coopération des Caraïbes; 467 (XX) sur le nouveau programme de soutien de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES); 468 (XX) sur l'intégration de la femme au développement, et 469 (XX) sur le système régional de statistiques relatives au commerce extérieur de l'Amérique latine et des Caraïbes.

362. Elle adopta également la résolution 466 (XX) sur le renforcement du Centre latino-américain de démographie (CELADE). Lors de l'examen de cette résolution, une délégation a manifesté qu'il lui semblait prématuré d'établir des mécanismes visant à créer un fonds de ressources supplémentaires pour le CELADE, étant donné qu'il fallait étudier plus en détails les analyses élaborées à cet effet.

363. Après avoir pris connaissance d'une communication envoyée par le Gouvernement du Suriname au Secrétaire exécutif, dans laquelle ce pays l'informait qu'il se voyait dans l'obligation de retirer son offre d'accueillir la vingt et unième session de la CEPAL, la Commission adopta également la résolution 471 (XX) sur le lieu et date de la prochaine session.

364. Elle adopta également, par 22 voix pour et 1 contre, celle des Etats-Unis, la résolution 465 (XX) sur le Programme de travail et calendrier de conférences de la CEPAL*.

365. La délégation des Etats-Unis expliqua son vote en signalant qu'elle appuyait le programme de travail mais que, comme elle l'avait manifesté au moment opportun au sein du Comité II, elle se voyait dans l'obligation de voter contre la résolution car une des réunions inscrites au calendrier de conférences entraînait des répercussions financières supplémentaires à celles approuvées pour la période biennale 1984-1985.

c) Comités de session

i) Comité de l'eau

366. La Commission adopta le rapport du Comité de l'eau** et examina le projet de résolution proposé par ce comité, lequel fut adopté au titre de la résolution 461 (XX) sur les activités en matière de ressources en eau.

ii) Comité des établissements humains

367. La Commission adopta le rapport du Comité sur les établissements humains*** et examina un projet de résolution soumis par ce dernier, lequel fut également adopté au titre de la résolution 462 (XX) sur les activités de la CEPAL en matière d'établissements humains.

* Voir l'examen de cette question par le Comité II aux paragraphes 206 à 215, supra, et notamment ce dernier.

** Voir par. 217 à 235 supra.

*** Voir par. 236 à 254 supra.

iii) Comité de coopération entre pays et régions en développement

368. La Commission adopta le rapport du Comité de coopération entre pays et régions en développement* et examina deux projets de résolution proposés par le Comité.

369. Au vu de ces documents, elle adopta la résolution 460 (XX) sur la coopération technique et économique entre les pays des Caraïbes et les autres pays de la région, ainsi que la résolution 469 (XX) sur la coopération économique entre les pays en développement.

370. Le représentant du Canada expliqua son vote en faveur de cette résolution en signalant que, comme il l'avait déjà fait savoir au Comité lors du débat de ce point, il souhaitait formuler une déclaration à titre d'information. Sa délégation réitérait l'appui résolu de son gouvernement au principe de la coopération économique entre les pays en développement et reconnaissait la contribution qu'elle pouvait apporter au renforcement de la coopération Nord-Sud et de la capacité d'autonomie des pays en développement. Il appuie également le rôle important que jouent la CEPAL et les autres commissions régionales dans la promotion de la coopération économique entre les pays en développement. Il estime que les Etats membres doivent collaborer afin que les commissions régionales remplissent leur rôle de façon efficace. Néanmoins, il ne pouvait que formuler des réserves quant au fait que le secrétariat de la CEPAL demande aux pays développés membres de la Commission d'augmenter leurs contributions budgétaires afin de faire face à ses responsabilités dans ce domaine.

371. Il rappela qu'au cours de sa dernière session, l'Assemblée générale avait adopté un budget ordinaire de croissance réelle, pratiquement égale à zéro, selon lequel presque 47 millions de dollars étaient alloués à la CEPAL pour la période biennale 1984-1985, c'est-à-dire plus que les fonds alloués aux autres commissions régionales. De l'avis de sa délégation, si le montant actuellement prévu pour la coopération entre pays en développement - qui constituait, en soi, une préoccupation primordiale des pays en développement - était insuffisant, il restait une marge appréciable permettant de réaffecter les fonds globaux dont on dispose. Cette même impression avait été formulée à diverses reprises au cours de la Conférence par plusieurs pays en développement membres de la Commission.

372. Le représentant de Royaume-Uni affirma que sa délégation n'avait pas l'intention de s'opposer à la résolution mais que, lorsque ce point avait été soumis à la discussion au sein des comités, il avait manifesté son souhait de préciser sa position à la séance plénière. C'est pourquoi elle réaffirmait la volonté de son gouvernement d'encourager la coopération économique et technique. Néanmoins, tout comme la délégation canadienne, elle ne pouvait accepter les paragraphes 5 et 6 du dispositif de la résolution et souhaitait qu'il soit pris acte de sa réserve à cet égard. A son avis, la CEPAL devait étudier la possibilité de réaffecter des fonds supplémentaires aux activités de coopération entre pays en développement, à partir des ressources disponibles; il faudrait, pour ce faire, épargner dans d'autres domaines. Il ajouta, finalement, qu'il ne lui semblait pas souhaitable que la CEPAL ait recours à des pays non membres de la Commission.

* Voir par. 255 à 267 supra.

373. Le représentant des Etats-Unis signala que sa délégation se ralliait à cette position.

d) Comité de la population

374. La Commission adopta le rapport du Comité de la population* et, après avoir examiné un projet de résolution proposé par ce comité, adopta la résolution 463 (XX) sur le renforcement du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

375. Le représentant du Royaume-Uni signala que sa délégation appuyait, en général, la résolution mais demanda qu'il soit pris note du fait que son gouvernement avait apporté un soutien résolu au FNUAP et que la valeur réelle des contributions volontaires apportées à ce dernier était restée invariable jusqu'à présent. Les déboursements globaux du Royaume-Uni au titre des activités liées à la population avaient augmenté de 45 p. 100 entre 1981 et 1982. En ce qui concerne le FNUAP en particulier, il rappela que, lors de la Conférence des Nations Unies sur la population (novembre 1983), le Royaume-Uni s'était engagé à fournir 3 millions de livres sterling en 1984. Il ajouta que, même si son gouvernement allait étudier sérieusement l'appel lancé en faveur d'une augmentation des contributions au Fonds tel qu'il figure au paragraphe 2 de la résolution 463 (XX), il ne pouvait pas, pour l'instant, s'engager à augmenter ses contributions.

Examen et adoption des résolutions présentées directement à la séance plénière de la Commission

Admission du Portugal en qualité de membre de la Commission

376. Le secrétariat fit savoir aux participants que le Secrétaire exécutif avait reçu le message suivant, du Ministre des relations extérieures du Portugal, M. Jaime Gama : "Monsieur le Secrétaire exécutif : le Gouvernement du Portugal a suivi avec le plus grand intérêt les travaux de la Commission économique pour l'Amérique latine en faveur du développement économique et social de la région. Le Gouvernement du Portugal estime qu'une relation plus étroite avec les activités de la Commission permettrait d'ouvrir de nouvelles perspectives de collaboration entre le Portugal et les pays membres. C'est pourquoi j'ai l'honneur de présenter à V. Exc. la demande formelle d'admission du Gouvernement du Portugal en qualité de membre à part entière de la Commission économique pour l'Amérique latine. Le Gouvernement du Portugal espère que sa demande soit favorablement accueillie afin que cette initiative contribue à renforcer davantage les relations traditionnelles d'amitié qui unissent le Portugal et les pays frères d'Amérique latine".

377. La Commission adopta, avec une profonde satisfaction, la résolution 452 (XX) aux termes de laquelle elle recommande au Conseil économique et social d'approuver l'admission du Portugal en tant que membre de la Commission.

* Voir par. 268 à 283 supra.

378. Au nom de son gouvernement, le représentant du Portugal remercia les pays membres de la Commission de leur appui qui, à son avis, constituait une démonstration de la communauté de pensée et de l'héritage culturel commun. Il signala que son gouvernement souhaitait, dorénavant, apporter sa collaboration active et permanente aux autres membres de la Commission afin de faire face aux incidences négatives de la crise économique internationale, par un dialogue dynamique susceptible de favoriser la coexistence.

Admission des îles Vierges britanniques en qualité de membre associé de la Commission*

379. Le représentant du Royaume-Uni présenta une demande d'admission des îles Vierges britanniques en qualité de membre associé de la Commission.

380. La Commission a ensuite adopté par acclamation la résolution 453 (XX) sur l'admission des îles Vierges britanniques en qualité de membre associé de la CEPAL.

381. Le représentant des îles Vierges britanniques remercia la Commission de cette décision et présenta une brève synthèse de la situation de son territoire. Il mentionna quelques-uns des problèmes auxquels ce dernier doit faire face et qui sont dus à sa grande dispersion géographique, sa superficie et population réduites ainsi qu'au caractère précaire de son économie qui est fondée sur le tourisme, notamment en provenance des Etats-Unis. Il exprima sa conviction que le territoire bénéficierait de son admission en qualité de membre associé de la CEPAL.

382. Après l'adoption de la résolution 453 (XX), la délégation argentine, qui avait voté pour, mentionna l'activité permanente que l'Organisation des Nations Unies mène en faveur des processus de décolonisation, dont il est fait mention dans les dispositions de l'article 3 du mandat de la CEPAL et qui est à l'origine de nombreuses résolutions adoptées par l'Assemblée générale. Il signala que, "l'objectif poursuivi par la qualité de membre associé est réservé uniquement aux territoires non autonomes susceptibles d'avoir accès à leur indépendance par l'application du droit d'autodétermination des peuples" et que le cas de chaque territoire devait être envisagé de façon individuelle sans préjudice du principe applicable à chacun d'entre eux. A cet égard, il signala textuellement que :

"Lorsqu'une population établie dans un territoire non autonome n'est pas titulaire d'un droit reconnu par l'organisation internationale à l'autodétermination, ou s'il existe une question préalable à l'examen de la question de la décolonisation, tel qu'un conflit de souveraineté dont la continuation va à l'encontre du principe qui consacre le droit à l'intégrité territoriale, ce territoire ne peut bénéficier de l'application des avantages prévus à l'article 3 auquel il a été fait référence.

* Pour l'examen de cette question, la Commission a été saisie du document E/CEPAL/SES.20/G.16.

Les critères objectifs qui définissent l'existence ou l'absence d'un droit d'un territoire non autonome d'être admis en qualité de membre associé de la CEPAL sont déterminés par les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, dans l'examen de chaque cas en particulier.

Compte tenu de cette distinction, nous faisons référence à la 'question des îles Falkland (Malvinas)', situation coloniale qui entre dans un cadre de référence déterminé : le conflit de souveraineté entre la République argentine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qui remonte à l'occupation illégale des îles, il y a 151 ans, que la République argentine n'a jamais acceptée.

L'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré que la solution pacifique de ce conflit de souveraineté entre deux Etats constitue la modalité spécifique pour mettre fin à cette situation coloniale et que l'exercice du droit à la libre détermination n'est pas applicable dans ce cas spécial.

La délégation de l'Argentine apporte son soutien résolu à l'admission des îles Vierges en qualité de membre associé de la CEPAL, en exécution de la résolution de l'Assemblée générale, afin que ce territoire non autonome en particulier reçoive au plus tôt les bénéfices du processus de décolonisation.

Mû par la même intention, le Gouvernement de la République argentine, par l'intermédiaire de sa délégation, insiste à nouveau sur l'exécution des résolutions de l'Assemblée générale 2065 (XX) et 3160 (XXVIII), 31/49 et 38/12, afin de parvenir à un règlement définitif du conflit de souveraineté dans la 'Question des îles Falkland (Malvinas)'.

Inspiré par sa vocation en faveur de la paix, de la démocratie et de la décolonisation, le Gouvernement argentin revendique ses droits souverains sur les îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud, et invite la communauté latino-américaine à encourager le processus de décolonisation du continent, en respectant les particularités de chaque situation."

383. La délégation du Royaume-Uni signala que cette réunion ne constituait pas l'enceinte adéquate pour débattre la question abordée par la délégation argentine.

384. La délégation de l'Espagne formula la déclaration suivante :

"La délégation espagnole ne s'est naturellement pas opposée à l'adoption unanime du projet de résolution concernant l'admission des îles Vierges britanniques en qualité de membre associé de la Commission économique pour l'Amérique latine.

La délégation espagnole souhaite néanmoins faire remarquer que le fait de ne pas s'opposer au projet de résolution en question ne compromet pas l'attitude de la délégation espagnole sur des propositions formulées dans le même sens au sein de cette ou de toute autre réunion des Nations Unies quant

aux territoires qui font l'objet d'une revendication territoriale au sujet de laquelle l'Organisation des Nations Unies a maintenu et maintient la doctrine selon laquelle l'intégration territoriale l'emporte sur le principe d'autodétermination des peuples."

Admission des îles Vierges américaines en qualité de membre associé de la Commission*

385. Le représentant des Etats-Unis présenta une demande d'admission des îles Vierges américaines en qualité de membre associé de la CEPAL, que la Commission a adoptée par acclamation au titre de la résolution 454 (XX).

386. Le représentant des îles Vierges américaines remercia les pays membres de la CEPAL du soutien apporté à l'admission de son territoire en qualité de membre associé de la Commission, démarche qui avait été entreprise à la suite d'une recommandation d'un comité de consultation du gouverneur et en réponse à diverses manifestations de la bonne volonté des Nations Unies d'incorporer les territoires non autonomes aux travaux de l'Organisation et de ses institutions spécialisées. Il ajouta qu'à son avis, non seulement le territoire recevrait des bénéfices des programmes sociaux et économiques de la CEPAL mais pourrait également contribuer aux projets d'investissement et de développement de l'infrastructure et dans des domaines tels que la gestion des ressources en eau, les sources nouvelles d'énergie et la production agricole. Les îles Vierges américaines souhaitaient notamment qu'il soit tenu compte des résultats obtenus dans ce territoire en matière de programme d'extension agricole et de développement économique ainsi que de ses nouveaux services hospitaliers et le port pour conteneurs récemment construits dans les travaux de ce type menés dans le reste de la région. Finalement, le représentant se montra satisfait que ce territoire commence à assumer des responsabilités au sien du système de la CEPAL.

Changement de nom de la CEPAL

387. La Commission adopta la résolution 455 (XX) sur le changement de nom de la CEPAL, dans laquelle il est recommandé au Conseil économique et social d'approuver la dénomination "Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes" en tant que nouvelle appellation de la Commission.

388. Au moment de l'adoption de cette résolution, la délégation du Pérou demanda qu'en hommage à la personnalité brillante du Dr. Raul Prebisch, dont les idéaux avaient inspiré la CEPAL depuis ses débuts, le secrétariat soit autorisé à continuer d'utiliser le sigle "CEPAL" pour dénominer la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes en espagnol. Cette demande étant favorablement accueillie, la décision a été prise à l'unanimité.

* Pour l'examen de cette question, la Commission a été saisie du document E/CEPAL/SES.20/G.16.

389. La délégation de la Jamaïque signala qu'elle n'avait pas formulé d'objection à ce que le sigle CEPAL soit maintenu en espagnol par esprit de coopération mais qu'elle avait reçu des instructions précises afin de préciser que son gouvernement se ralliait à cet accord de consensus dans la mesure où la proposition n'allait pas à l'encontre des principes et des pratiques administratives des Nations Unies.

Actions contraires au libre échange et au développement économique de l'Amérique centrale

390. La Commission adopta la résolution 470 (XX) relative à cette question.

391. La délégation du Nicaragua demanda qu'il soit pris acte du texte suivant :

"La situation économique actuelle de l'Amérique centrale présente un caractère si grave qu'elle justifie les efforts spéciaux dont il fait mention dans la résolution. Néanmoins, il existe une situation spéciale qui touche le Nicaragua et sur laquelle notre délégation souhaite attirer l'attention des participants. Le Nicaragua est le seul pays d'Amérique centrale qui actuellement doit faire face à une agression permanente de l'administration actuelle des Etats-Unis d'Amérique. Cette agression menée par des mercenaires engagés, financés et dirigés par l'Agence centrale d'intelligence du gouvernement a provoqué la mort de milliers de Nicaraguayens ainsi que des dommages économiques à notre pays qui dépassent déjà le milliard de dollars.

Notre délégation dénonce, au sein de cette réunion, qu'une action de terrorisme d'Etat affecte actuellement le Nicaragua, à savoir le minage de ses ports principaux. Jusqu'à présent, neuf navires marchands et de pêche ont été endommagés par des mines marines, avec des dommages personnels de membres d'équipage nicaraguayens et d'autres nationalités ainsi que de graves pertes matérielles. Ces mines ne sont accessibles qu'à quelques pays dans le monde, lesquels doivent posséder, en outre, des moyens techniques extrêmement spécialisés pour en assurer le transport et l'installation. Aucune force irrégulière ni aucun pays de l'Amérique centrale ne possède la capacité de mener à bien ce type d'action.

Violant ouvertement nos eaux territoriales, les Etats-Unis maintiennent des bateaux de guerre très près des côtes Atlantique et Pacifique du Nicaragua, bateaux qui sont en mesure de réaliser ces actes de destruction et de terrorisme. C'est pourquoi le Nicaragua accuse les Etats-Unis du minage de ses ports.

Notre délégation espère que la censure de la CEPAL oblige ceux qui veulent entraîner l'Amérique latine à une conflagration, bloquer nos ports et notre économie, à méditer sur leurs actions.

Enfin, notre délégation souhaite dénoncer, au sein de cet organisme, que le Gouvernement du Nicaragua a appris que la CIA planifie actuellement le minage d'autres ports en Amérique centrale pour ensuite en accuser le Nicaragua.

Le Nicaragua a entamé un processus de consolidation de ses institutions démocratiques qui sera couronné par des élections générales en novembre prochain. Ce processus se poursuivra en dépit de toutes les agressions mais il serait plus facile de le mener à bien dans un climat de paix."

Programme d'action régional

392. La Commission adopta la résolution 456 (XX), Programme d'action régional.

Autres décisions

393. Modification du mandat de la CEPAL. A la vingtième session de la Commission économique pour l'Amérique latine, les Etats membres, réunis en séance plénière, ont convenu, à l'unanimité, de demander au Conseil économique et social de modifier les versions en espagnol et en français du mandat de la CEPAL, et de remplacer dans le paragraphe 3 a) l'expression "la región de las Antillas" par "la región del Caribe" et "la régio des Antilles" par "la région des Caraïbes", respectivement.

Séance de clôture

394. Le Secrétaire exécutif de la CEPAL remercia le Gouvernement du Pérou de son soutien à la réalisation de la vingtième session de la CEPAL et souligna l'esprit de coopération et de dialogue fructueux qui s'était manifesté au cours des débats. Au titre des résultats positifs spécifiques de cette session, il signala le fait d'avoir représenté un point de rencontre qui avait permis de procéder à une réflexion collective sur les problèmes économiques de la région et de consolider des lignes spécifiques d'action commune entre les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes sur des questions aussi importantes que la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement et les façons de faire face aux problèmes de l'endettement extérieur. Il ressortait des travaux de cette session que les pays de la région étaient pleinement conscients de la nature de la crise et de la nécessité de l'aborder sous l'angle de la coresponsabilité. En matière d'endettement extérieur, il souligna l'intention formulée par les pays d'honorer les engagements et signala que le sentiment de solidarité collectif qui s'était manifesté à l'échelon régional représentait une contribution importante à la solution du problème. Il rappela que le Président du Pérou avait proposé, à titre d'objectif régional, l'austérité sans récession et que le Secrétaire général des Nations Unies s'était prononcé en faveur de solutions internes dans le cadre d'une coopération avec l'extérieur à tous les niveaux. Il s'est félicité du changement de nom de la Commission qui répondait à la participation croissante des pays des Caraïbes et souligna le rôle qui incombe à la CEPAL en matière d'élaboration de formules susceptibles de résoudre la crise que traverse actuellement la région.

395. Le Sous-Secrétaire à la planification et au développement du Mexique, M. Rogelio Montemayor, prit la parole, au nom des délégations participantes et, après avoir remercié le pays hôte de son hospitalité, souligna l'importance historique de la CEPAL dans le développement de la région et sa contribution actuelle à l'étude des problèmes qui touchent aujourd'hui les pays à un moment particulièrement critique dérivé d'une conjoncture internationale instable et négative. Il souligna que la crise actuelle offrait aux pays une occasion

/...

d'évoluer et de résoudre les obstacles qui freinent le processus de développement et qu'il fallait, pour ce faire, que le contexte international soit plus favorable. Il était convaincu que les peuples latino-américains et des Caraïbes sortiraient de la crise grâce à la décision, la persévérance et l'esprit de solidarité qui caractérisent la région, ainsi qu'à un plus grand effort international. Il mentionna quelques exemples concrets de coopération entre les pays, tels que la Réunion de Quito, la création du Comité d'action d'appui au développement économique et social de l'Amérique centrale (CADESCA), le soutien de pays de la région au réaménagement de la dette d'un Etat membre et les activités du Groupe de Contadora. Il rappela, finalement, que le Président du Mexique, lors d'un récent voyage à plusieurs pays de la région, avait affirmé que le moment actuel offrait l'occasion de mettre en pratique les idéaux hérités du passé et qu'une action régionale unitaire et convergente permettrait de concrétiser les mots du Libertador : "Notre véritable partie est l'Amérique".

396. Le Directeur de l'Institut national de planification du Pérou et Président de la vingtième session de la Commission, Dr. Ignacio Basombrío Zender, signala que cette réunion avait servi d'instance d'analyse des problèmes économiques, financiers, sociaux et d'infrastructure de la région. Il souligna le niveau élevé des participants et des travaux exécutés au sein des groupes techniques, ce qui, avec la présence de délégations en provenance de pays très industrialisés et d'organismes de coopération, avait permis de contribuer à fixer une position d'orientation sur diverses questions. Parmi ces dernières, il mit notamment l'accent sur l'évaluation de la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement dans la région, ainsi que les politiques d'ajustement interne et de réaménagement de la dette extérieure. Il mentionna également la coopération entre les pays en développement, la mise en valeur des ressources en eau, ainsi que les questions relatives aux établissements humains et à la population. Il souligna qu'un échange sincère d'idées avait eu lieu tant au sein des comités que des séances plénières, ce qui avait permis d'obtenir un panorama constructif et optimiste de l'avenir et des possibilités de la région, en dépit des difficultés actuelles. Il ajouta, finalement, au nom du Gouvernement du Pérou, que cette vingtième session avait constitué une instance technique qualifiée dont les travaux avaient débouché sur des résultats positifs. Après avoir remercié le secrétariat de la CEPAL pour le travail accompli, ainsi que le Dr. Raul Prebisch de ses déclarations toujours précieuses, il procéda à clôturer la réunion.

D. RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR
L'AMERIQUE LATINE A SA VINGTIEME SESSION

- 452 (XX) Admission du Portugal en qualité de membre de la Commission
- 453 (XX) Admission des îles Vierges britanniques en qualité de membre associé de la CEPAL
- 454 (XX) Admission des îles Vierges américaines en qualité de membre associé de la CEPAL
- 455 (XX) Changement de nom de la CEPAL
- 456 (XX) Programme d'action régional
- 457 (XX) Politiques de développement à long terme pour l'Amérique latine
- 458 (XX) Politiques d'ajustement et de réaménagement de la dette extérieure
- 459 (XX) Coopération technique et économique entre pays en développement
- 460 (XX) Coopération entre les pays des Caraïbes et les autres pays de la région
- 461 (XX) Activités en matière de ressources en eau
- 462 (XX) Activités de la CEPAL en matière d'établissements humains
- 463 (XX) Renforcement du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
- 464 (XX) Activités du Comité de développement et de coopération des Caraïbes
- 465 (XX) Programme de travail et calendrier de conférences de la CEPAL
- 466 (XX) Renforcement du Centre latino-américain de démographie (CELADE)
- 467 (XX) Nouveau programme de travail et de soutien de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES)
- 468 (XX) Intégration de la femme au développement
- 469 (XX) Système régional de statistiques relatives au commerce extérieur de l'Amérique latine
- 470 (XX) Actions contraires au libre échange et au développement économique de l'Amérique centrale
- 471 (XX) Lieu et date de la prochaine session.

/...

452(XX) ADMISSION DU PORTUGAL EN QUALITE DE MEMBRE DE LA COMMISSION

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que la Commission a été créée au titre de la résolution 106(VI) du Conseil économique et social, en s'appuyant sur la participation de tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que des autres régions géographiques qui ont eu avec eux des affinités spéciales d'ordre historique, culturel, géographique ou économique,

Considérant en outre que, dans cet esprit, le mandat de la Commission, tel qu'il a été approuvé par le Conseil économique et social, prévoit que la qualité de membre de la Commission pourrait être accordée à tous les membres des Nations Unies d'Amérique du Nord, centrale et du Sud, des Caraïbes ainsi qu'à l'Espagne et la France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni,

Considérant notamment que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes nécessitent une coopération économique accrue des pays développés membres de la CEPAL, ainsi que leur compréhension et leur appui à l'égard des propositions faites par les pays en développement en vue de l'instauration du nouvel ordre économique international,

Considérant que le gouvernement portugais a, par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif de la CEPAL, fait savoir à celle-ci que son pays souhaitait être admis au nombre de ses membres à part entière,

Considérant également que le Portugal et les pays latino-américains ont eu, sur les plans historique, culturel et économique, des liens particulièrement étroits et durables au cours de l'histoire de la région, et que ces liens, qui sont une condition indispensable à l'admission éventuelle de nouveaux membres par la Commission, se sont encore resserrés au cours des dernières années,

Consciente qu'ont été exprimés au sein de la CEPAL, en invoquant des arguments de décolonisation et d'autonomie, des vœux pour que la qualité de membre soit réservée à la région d'Amérique latine et des Caraïbes,

1. Accueille favorablement la demande d'admission en qualité de membre de la Commission qu'a présentée le gouvernement portugais;

2. Recommande au Conseil économique et social d'approuver, à la lumière des considérants de la présente résolution, l'admission du Portugal en tant que membre de la Commission et d'autoriser, à cette fin, l'amendement de l'alinéa a) du paragraphe 3 du mandat de la Commission pour qu'y soit inséré le mot "Portugal" entre les mots "Pays-Bas" et Royaume-Uni".

223ème séance
6 avril 1984

453(XX) ADMISSION DES ILES VIERGES BRITANNIQUES EN
QUALITE DE MEMBRE ASSOCIE DE LA CEPAL

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Jugeant souhaitable que les relations économiques et culturelles entre tous les peuples de la région des Caraïbes et du continent latino-américain soient renforcées,

Rappelant le mandat de la Commission, tel qu'il a été adopté par le Conseil économique et social à sa sixième session et, en particulier, l'alinéa a) de son article 3 concernant l'admission de membres associés,

Rappelant également les résolutions 566(VI), 647(VII), 744(VII) et 1539(XV) de l'Assemblée générale qui recommandait la participation directe de territoires non-autonomes aux tâches des Nations Unies en invitant les Puissances administrantes à accroître progressivement la participation desdits territoires aux travaux des organes techniques des Nations Unies et à proposer qu'ils prennent part aux tâches des commissions régionales,

Tenant compte de la résolution 38/44 de l'Assemblée générale qui notait avec satisfaction la demande d'admission en qualité de membre associé de la Commission économique pour l'Amérique latine que les **îles Vierges** britanniques ont présentée par l'intermédiaire de la Puissance administrative,

Notant que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord a informé, par lettre datée du 9 décembre 1983, le Secrétaire exécutif de la CEPAL de la demande d'admission à la Commission économique pour l'Amérique latine en tant que membre associé que les **îles Vierges** britanniques ont présentée en vue de leur admission en qualité de membre associé à la Commission économique pour l'Amérique latine,

1. Accueille favorablement la demande précitée qu'a soumise le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;

2. Décide d'admettre les **îles Vierges** britanniques en qualité de membre associé et se félicite de leur participation aux travaux de la Commission.

223ème séance
6 avril 1984

/...

454(XX) ADMISSION DES ILES VIERGES AMERICAINES EN QUALITE
DE MEMBRE ASSOCIE DE LA CEPAL

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Jugeant souhaitable que les relations économiques et culturelles entre tous les peuples de la région des Caraïbes et du continent latino-américain soient renforcées,

Rappelant le mandat de la Commission, tel qu'il a été adopté par le Conseil économique et social à sa sixième session et, en particulier, l'alinéa a) de son article 3 concernant l'admission de membres associés,

Rappelant également les résolutions 566(VI), 647(VII), 744(VIII) et 1539(XV) qui recommandaient de favoriser la participation directe de territoires non autonomes aux tâches des Nations Unies en invitant les puissances administrantes à accroître progressivement la participation desdits territoires aux travaux des organes techniques des Nations Unies et à proposer qu'ils prennent part aux tâches des commissions régionales,

Ayant présente à l'esprit la résolution 38/48 par laquelle l'Assemblée générale notait avec satisfaction la recommandation faite par le Comité du statut des **iles Vierges** pour que le territoire devienne membre associé de la CEPAL et en appelait à la Puissance administrante pour qu'elle facilite la demande d'admission du territoire en tant que membre associé à la CEPAL et à ses organes subsidiaires,

Notant que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a informé, par lettre datée du 3 octobre 1983, le Secrétaire exécutif de la CEPAL de la demande que les Iles vierges américaines ont présentée en vue de leur admission en qualité de membre associé à la Commission économique pour l'Amérique latine,

1. Accueille favorablement la demande précitée qu'a soumise le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique;

2. Décide d'admettre les **iles Vierges** américaines en qualité de membre associé et se félicite de leur participation aux travaux de la Commission;

3. Demande à la Puissance administrante, compte tenu des souhaits librement exprimés par la population des **iles Vierges** américaines, de prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer le processus de décolonisation, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration ainsi que des autres résolutions de l'Assemblée générale sur la question.

223ème séance
6 avril 1984

455(XX) CHANGEMENT DE NOM DE LA CEPAL

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Ayant pris acte que le Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) a recommandé, à sa septième session, de remplacer le nom de la Commission par celui de Commission économique pour l'Amérique latine et des Caraïbes,

Consciente qu'au cours des deux dernières décennies nombre de nouveaux Etats des Caraïbes ont été admis en qualité de membres à part entière de la Commission,

Reconnaissant qu'une intégration plus explicite des Caraïbes au sein de la Commission s'avère donc souhaitable,

1. Convient que la Commission doit être dorénavant dénommée Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes;

2. Recommande en conséquence que le Conseil économique et social approuve la dénomination "la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes" en tant que nouvelle appellation de la Commission.

223ème séance
6 avril 1984

456(XX) PROGRAMME D'ACTION REGIONAL

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant qu'à sa dix-neuvième session, tenue à Montevideo en 1981, la Commission économique pour l'Amérique latine a approuvé un Programme d'action régional destiné à l'exécution, à l'échelon régional, des recommandations et propositions de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Gardant à l'esprit la résolution 37/202 de l'Assemblée générale des Nations Unies aux termes de laquelle il est demandé aux commissions régionales d'effectuer, en 1984, un examen de l'application de la Stratégie internationale du développement dans les régions qu'elles desservent,

Ayant examiné le document La crisis en América Latina: su evaluación y perspectivas,*/ que le Secrétariat a préparé et dans lequel figurent une analyse et des éléments d'appréciation destinés à faciliter cette évaluation,

Ayant également examiné le document intitulé Proyecto de informe del octavo período de sesiones del Comité de Expertos Gubernamentales de Alto Nivel: Evaluación de la instrumentación de la Estrategia Internacional del Desarrollo para América Latina y el Caribe, teniendo en cuenta la crisis económica internacional **/ qu'a élaboré la réunion convoquée par le Secrétariat pour donner suite aux dispositions contenues dans la résolution 310(XIV) de la Commission et dans le Programme d'action régional, ainsi que l'introduction à ce document proposée par le Groupe latino-américain.***/

1. Prend note avec satisfaction de la contribution que le Secrétariat a apportée à la première évaluation régionale du Programme d'action régional et qui figure dans le document E/CEPAL/SES.20/G.25;

2. Approuve le rapport relatif à l'évaluation de l'exécution, à l'échelon régional, de la Stratégie internationale du développement pour l'Amérique latine dans lequel figure l'évaluation faite par les pays latino-américains ainsi qu'un résumé des débats menés sur l'application de la Stratégie internationale du développement et les perspectives qui s'offrent à l'Amérique latine et aux Caraïbes d'ici à la fin de la décennie, à la lumière de la crise économique actuelle et dans lequel sont consignées les opinions émises par les pays membres de la Commission;

*/ Document E/CEPAL/SES.20/G.25, qui figure également sous la cote E/CEPAL/G.1294.

**/ E/CEPAL/SES.20/G.26 et Corr.1.

***/ Document de salle de conférence I/1 et Corr.1.

3. Décide de demander au Secrétaire exécutif de communiquer ces deux documents au Comité chargé d'examiner et d'évaluer l'application de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement qui a été installé aux termes de la résolution 37/202 de l'Assemblée générale, ainsi qu'au Conseil économique et social.

223ème séance
6 avril 1984

457(XX) POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT A LONG TERME
POUR L'AMERIQUE LATINE

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant qu'il faut non seulement débattre les graves problèmes économiques et sociaux que l'Amérique latine éprouve actuellement et les politiques à mettre en oeuvre pour leur faire face dans le court et le moyen terme mais aussi examiner les principales difficultés inhérentes au développement de la région dans le long terme,

Reconnaissant qu'il est nécessaire, compte tenu des changements qui s'opèrent dans l'économie mondiale, d'examiner les options qui s'offrent aux pays de la région pour s'insérer dans l'économie internationale,

Reconnaissant qu'il faut en outre, comme l'ont opportunément souligné les documents émanés de la Conférence économique latino-américaine de Quito, examiner les transformations structurelles et sociales à apporter à l'échelon national pour obtenir un développement dynamique et équitable,

Rappelant que la CEPAL s'est traditionnellement distinguée par sa participation à la conception de nouvelles idées-force qui ont joué un rôle de premier plan dans les politiques de développement de l'Amérique latine ainsi que dans la mise sur pied de mécanismes de coopération régionale,

1. Décide que le Comité plénier de la CEPAL devra inscrire au nombre des principaux points de l'ordre du jour de sa session de 1985 l'étude de ceux aspects des politiques de développement économique et social à long terme qui seraient susceptibles de constituer les idées-force permettant de faire face aux transformations qu'impose l'économie internationale aux pays de la région;

2. Charge le Secrétariat de procéder, en coordination avec les organismes régionaux et internationaux qui concourent à l'analyse de cette question, aux travaux et consultations techniques nécessaires à la préparation de cette réunion.

223ème séance
6 avril 1984

458(XX) POLITIQUES D'AJUSTEMENT ET DE REAMENAGEMENT
DE LA DETTE EXTERIEURE

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant:

a) qu'une crise économique grave et persistante frappe les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et compromet leur capacité de développement ainsi que leur stabilité; que ces pays ont déployé des efforts d'ajustement, coûteux et soutenus, pour atténuer le déséquilibre de leur commerce extérieur, ce qui les oblige à réamorcer au plus tôt leurs processus de développement économique et social,

b) l'origine, l'intensité et la durée de la crise actuelle qui es due à la récession internationale, à la détérioration des termes de l'échange, au protectionnisme croissant des pays industrialisés, aux conditions excessivement onéreuses du crédit étranger et à la chute soudaine des entrées nettes de capitaux, autant de facteurs qui restreignent sensiblement les options qui s'offrent aux pays de la région pour faire efficacement face à la crise,

c) le coût social, politique et économique élevé qu'ont eu pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes les processus d'ajustement et de réaménagement de leur dette extérieure survenus au cours des deux dernières années et la façon particulièrement inégale et inéquitable dont ils assument les sacrifices inhérents à ces processus,

d) les limitations et, dans certains cas, le manque d'efficacité des politiques d'ajustement et de stabilisation, notamment du point de vue de leurs effets négatifs sur les niveaux de l'activité économique et de l'emploi ainsi que sur le revenu réel de l'immense majorité de la population et le niveau de vie de celle-ci,

e) que les solution employées pour résoudre le problème de la dette ne sauraient plus être régies par les critères et modalités jusqu'à présent utilisés vis-à-vis des pays en développement; en effet, le réaménagement de celle-ci doit faire intervenir des analyses objectives tenant compte -en matière d'échéancier, de délai de grâce et de taux d'intérêt- des possibilités réelles des pays de la région pour que leur développement économique et social ne soit pas compromis lors des ajustements internes qu'il leur faudra opérer,

f) que les pays de la région doivent d'urgence non seulement drainer un flux net, adéquat et croissant de ressources financières, tant publiques que privées, en se procurant des crédits commerciaux et financiers supplémentaires

mais s'assurer des facilités d'accès aux marchés des pays développés et, simultanément, faire en sorte que soient supprimées les mesures protectionnistes croissantes qu'appliquent ces derniers. Les processus de réaménagement de la dette extérieure ne pourront en effet garantir le développement économique et social des pays d'Amérique latine et des Caraïbes si ces aspects essentiels ne sont pas dûment traités,

g) que les faits dont il est précédemment fait mention sont amplement confirmés, entre autres documents élaborés par le Secrétariat de la CEPAL, par l'Estudio Económico de América Latina 1983: síntesis preliminar,*/

h) les décisions arrêtées par la Conférence économique latino-américaine dans la "Déclaration de Quito" et le Plan d'action qui y est énoncé ainsi que l'accord émané de la Réunion préparatoire du Groupe latino-américain en vue de la sixième session de la CNUCED qui s'est tenue à Cartagena (Colombie),

1. Prend note du rapport intitulé: Políticas de ajuste y renegociación de la deuda externa que le Secrétariat de la CEPAL a élaboré à l'intention de la présente session;

2. Réaffirme que les sérieuses difficultés économiques qu'éprouvent les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et qu'aggravent encore leurs processus d'ajustement et de réaménagement de leur dette extérieure, sont principalement dues à des facteurs externes qui échappent à leur contrôle; ces derniers découlent en fait des politiques économiques que certains pays développés ont appliquées et qui ont provoqué une incessante détérioration des termes de l'échange, la contraction du commerce, la hausse excessive des taux d'intérêt et un brusque renversement des flux de capitaux qui, de façon à la fois insoutenable, injuste et irrationnelle, a converti les pays de la région en exportateurs nets de capitaux. Ceci étant, il est insisté pour que la responsabilité des difficultés inhérentes à la dette extérieure des pays de la région soit partagée tant par les pays débiteurs d'Amérique latine et des Caraïbes que par les pays développés, la banque privée internationale et les organismes de financement multilatéraux. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes insistent donc auprès des gouvernements des pays développés membres de la CEPAL pour qu'ils prennent leur part de responsabilité dans tous les domaines susceptibles de contribuer à la solution du problème de la dette extérieure, et participent, au plus tôt, à l'adoption de mesures qui permettent de faire face à la crise.

3. Charge le Secrétaire de la CEPAL, en étroite consultation avec les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes, de suivre attentivement et

*/ Document E/CEPAL/SES.20/G.30.

**/ Document E/CEPAL/SES.20/G.17.

d'évaluer de façon continue les implications qu'ont, dans ce domaine, pour les pays de la région le service de la dette extérieure et les programmes d'ajustement. Lui demande, de surcroît, d'effectuer, en priorité et compte tenu des caractéristiques propres à chaque pays, des études visant à identifier:

a) les tendances, limites et options inhérentes aux processus d'ajustement interne des pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour que ceux-ci disposent, au niveau régional, d'éléments d'appréciation leur permettant d'harmoniser leurs efforts de réaménagement de leur dette extérieure avec leurs stratégies de développement;

b) des politiques d'ajustement propres à relever les niveaux de production et d'emploi, à répartir équitablement leurs coûts et profits entre les différents groupes sociaux et à réduire le taux d'inflation tout en s'intégrant systématiquement et harmonieusement aux stratégies de développement économique et social;

c) des formules qui permettraient de déterminer la part des recettes d'exportation qui doit être consacrée à l'amortissement de la dette extérieure, dans des proportions raisonnables et propres à préserver les taux d'accroissement de la production nationale, compte tenu de l'évolution des termes de l'échange;

d) les problèmes que pose, du point de vue de l'endettement extérieur, l'accès des exportations d'Amérique latine et des Caraïbes aux marchés des pays industrialisés, en particulier de ceux qui sont membres de la CEPAL, afin de formuler des propositions visant à les résoudre, en tenant tout particulièrement compte des mesures protectionnistes croissantes qu'appliquent ces pays;

4. Charge le Secrétariat de coordonner efficacement les activités qu'il mènera pour donner suite aux dispositions de la présente résolution avec celles des autres organismes régionaux et internationaux.

223ème séance
6 avril 1984

459(XX) COOPERATION TECHNIQUE ET ECONOMIQUE ENTRE PAYS
EN DEVELOPPEMENT

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Rappelant que le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement, que l'Assemblée générale a adopté dans sa résolution 33/134 (19 décembre 1978), confie aux commissions régionales, entre autres tâches, le soin d'appuyer les activités propres à renforcer la coopération technique entre pays en développement tant à l'échelon régional qu'interrégional,

Ayant présent à l'esprit le Programme d'action adopté par la Conférence de haut niveau sur la coopération économique entre pays en développement (Caracas, du 13 au 19 mai 1981) et l'évaluation de la mise en oeuvre de ce programme qu'a faite la deuxième réunion du Comité intergouvernemental chargé du suivi et de la coordination du Groupe des 77 pour la coopération économique entre pays en développement (Tunis, du 5 au 10 septembre 1983),

Ayant également présentes à l'esprit les décisions adoptées aux deuxième et troisième réunions du Comité de haut niveau chargé d'étudier la coopération technique entre les pays en développement, qui ont été convoquées par l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et respectivement tenues au siège des Nations Unies à New York, du 1er au 8 juin 1981 et du 31 mai au 8 juin 1983, notamment celles qui ont trait au rôle que les commissions régionales doivent jouer en matière de promotion et d'appui de la coopération technique entre pays en développement,

Rappelant ses résolutions 438(XIX) sur la coopération technique entre pays en développement et 439(XIX) sur la coopération économique entre pays en développement, toutes deux du 15 mai 1981,

Tenant compte de la résolution 1983/66 du Conseil économique et social des Nations Unies dans laquelle il est demandé aux commissions régionales, en coordination avec les organismes pertinents du système des Nations Unies, d'intensifier leurs consultations afin d'élaborer des programmes communs propres à renforcer, à court et à moyen terme, la coopération technique et économique entre les pays en développement des différentes régions géographiques,

Ayant présente à l'esprit la Décision 174 sur la Sécurité économique régionale adoptée par le IX Conseil latino-américain du SELA (Caracas, septembre 1983) par laquelle la CEPAL est priée de contribuer à l'application de ladite recommandation,

Rappelant en particulier les recommandations et les mandats du Plan d'action adoptés par la Conférence économique latino-américaine (Quito, 9-13 janvier 1984), lesquels constituent la position commune adoptée par l'Amérique latine et les Caraïbes en réponse à la crise économique que traverse la région, et dans laquelle des priorités ont été établies en matière de coopération régionale,

1. Réitère que le Secrétariat doit coordonner davantage ses activités de promotion et d'appui de la coopération technique et économique entre les pays de la région avec les différents organismes sous-régionaux, régionaux et internationaux afin de faire un usage plus rationnel des ressources et d'éviter tout chevauchement de travaux;

2. Réaffirme l'importance, pour ce qui a trait à la CEPAL, d'orienter et de concentrer les travaux du Secrétariat dans les domaines prioritaires définis par les gouvernements de la région -en matière de coopération technique et économique entre pays en développement- tant dans le Plan d'action de Buenos Aires que dans le Programme d'action de Caracas et le Plan d'action de Quito;

3. Demande au Secrétaire exécutif:

a) d'intensifier ses consultations auprès des gouvernements durant les étapes d'élaboration des études et d'exécution des activités de façon à les adapter à la conjoncture changeante;

b) de prêter son concours aux travaux préparatoires de la IIIème Réunion du Comité intergouvernemental chargé du suivi et de la coordination du Programme d'action de Caracas (Cartagena, septembre 1984);

c) d'identifier les mécanismes et les modalités de coopération entre les pays de la région qui fassent appel les plus largement possible aux ressources financières en devises locales, à la lumière de l'expérience d'autres régions ainsi que des travaux y relatifs élaborés par d'autres organismes internationaux;

d) de promouvoir des activités conjointes de coopération technique et économique interrégionale avec les autres commissions régionales, en consultation et coordination avec les organisations compétentes du système des Nations Unies, afin de renforcer la coopération entre les pays en développement de différentes régions géographiques; et, en particulier, de continuer à travailler de concert avec la Commission économique pour l'Afrique afin de contribuer au renforcement de la coopération technique et économique entre les pays des deux régions dans le cadre du Programme d'action pour la promotion de la coopération interrégionale dans les domaines du commerce, du développement et de l'utilisation des ressources humaines, et de la science et de la technique au service du

développement, qui a été adopté à la réunion conjointe d'Addis Abeba (juin 1982), en veillant particulièrement à ce qu'il soit fait appel le plus possible aux devises locales;

e) d'élaborer les rapports pertinents sur les progrès accomplis dans l'application des recommandations et des mandats dont la CEPAL a été chargée par la Conférence économique latino-américaine de Quito et d'en saisir la Réunion ordinaire du Conseil latino-américain du SELA de façon à procéder à l'analyse et à l'évaluation de l'exécution du Plan d'action de Quito adopté le 13 janvier 1984;

4. Prie les gouvernements des pays membres de la Commission de demander à l'Organisation des Nations Unies et à ses institutions spécialisées à autonomie budgétaire de mener des activités de coopération technique et économique et qu'à la prochaine session de l'Assemblée générale, il soit procédé à une révision des normes et mécanismes pertinents afin de permettre une utilisation accrue de devises locales dans la réalisation de ces activités. A cet égard, il est demandé au Secrétariat de la CEPAL de faire parvenir aux gouvernements des pays membres de la Commission -avant le 30 août 1984- une étude où seront identifiés les moyens et mécanismes propres à atteindre cet objectif, dans la mesure du possible, lors de la prochaine Assemblée générale;

5. Recommande instamment aux gouvernements des pays développés membres de la Commission d'accroître leurs contributions afin de permettre au Secrétariat d'intensifier et d'élargir ses activités d'appui à la coopération technique et économique entre les pays de la région;

6. Recommande également aux gouvernements des autres pays développés et aux organisations pertinentes du système des Nations Unies, ainsi qu'à d'autres sources de financement, de contribuer aux programmes et projets de coopération technique et économique entre les pays de la région que le Secrétariat devra mettre en oeuvre conformément aux mandats dont il a été chargé par les différentes instances régionales et internationales.

223ème séance
6 avril 1984

460(XX) COOPERATION ENTRE LES PAYS DES CARAIBES ET LES AUTRES
PAYS DE LA REGION

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Ayant présente à l'esprit sa résolution 358(XVI) du 13 mai 1975, relative à la création du Comité de développement et de coopération des Caraïbes, aux termes de laquelle non seulement l'identité historique, géographique et culturelle distincte des Caraïbes est reconnue et la nécessité de maintenir et de renforcer la coordination et la solidarité latino-américaines est réaffirmée, mais il est souligné qu'il est nécessaire d'encourager des initiatives visant à renforcer la coopération des autres pays membres de la CEPAL et des pays et groupements d'intégration des pays d'Amérique latine avec le CDCC,

Ayant en outre présente à l'esprit sa résolution 365(XVII) du 5 mai 1977 sur l'intégration et la coopération économiques où il est signalé qu'en dépit des progrès sensibles accomplis en matière d'intégration des économies des pays de la région et de liaison de leurs systèmes de production, il n'a pas encore été pleinement tiré parti du potentiel économique de l'intégration,

Rappelant sa résolution 440(XIX) du 15 mai 1981 par laquelle il est demandé au Secrétariat de préparer, en collaboration avec les institutions des Caraïbes chargées de promouvoir la coopération et l'intégration, un programme de travail et des études visant à renforcer la coopération technique et économique entre les pays des Caraïbes et les autres pays de la région,

Prenant note de la réunion du Groupe de travail spécial du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (Port-of-Spain, 1-2 février 1984) qui s'est penchée, entre autres sujets, sur les arrangements commerciaux, la promotion des échanges, le tourisme, la banque, les services consultatifs, la réparation de conteneurs, et la science et la technique,

Consciente du fait que la coopération technique et économique entre les pays et groupes de pays de la sous-région des Caraïbes et les pays et groupes de pays du reste de la région doit être liée aux processus et mécanismes d'intégration économique existant à l'intérieur de celle-ci,

1. Prend note avec satisfaction du fait que le Secrétariat a élaboré une étude dans laquelle sont examinés et identifiés les principaux obstacles qui freinent le développement de la coopération entre les pays des Caraïbes et les autres pays de la région, sont signalées les possibilités actuelles d'intensification de cette coopération et sont suggérés divers domaines dans lesquels pourraient être mis sur pied des projets spécifiques visant à

resserrer les liens de coopération technique et économique entre les pays des Caraïbes et les autres pays de la région, dans des domaines qui présentent un intérêt commun;*/

2. Demande au Secrétaire exécutif:

a) de préparer, en consultation avec le Secrétariat du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) et les Etats membres dudit Comité, ainsi qu'avec d'autres pays de la région et en coopération avec d'autres institutions des Caraïbes chargées de promouvoir la coopération et l'intégration, des projets spécifiques qui, dans les domaines déjà identifiés, offrent des possibilités concrètes de coopération entre les pays des Caraïbes et le reste de la région, y compris, notamment, en matière de commerce, de services, de transports, de science et technique, d'éducation et de culture;

b) de faire rapport à la 21ème session de la CEPAL des mesures qui ont été prises pour mener à bien des projets spécifiques propres à encourager la coopération entre l'Amérique latine et les Caraïbes.

223ème séance
6 avril 1984

*/ Voir document E/CEPAL/SES.20/G.29.

461(XX) ACTIVITES EN MATIERE DE RESSOURCES EN EAU

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Tenant compte des recommandations et résolutions adoptées par la Conférence des Nations Unies sur l'eau qui sont énoncées dans le Plan d'action de Mar del Plata ainsi que des résolutions pertinentes que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social des Nations Unies ont adoptées par la suite, notamment celles qui ont trait à la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement,

Rappelant les résolutions que la Commission économique pour l'Amérique latine a adoptées à sa dix-neuvième session et qui traitent de l'appui à donner à la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, du programme de travail relatif aux ressources en eau et des mesures propres à faciliter l'atteinte des objectifs de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement en Amérique latine,

Ayant présente à l'esprit la crise économique internationale qui porte actuellement préjudice au développement économique et social des pays de la région, y compris à celui des ressources en eau et, partant, la nécessité d'opérer, à l'échelon national, des changements structurels qui permettraient de coordonner judicieusement la planification de ces ressources, dans le cadre des plans et programmes de développement nationaux,

Considérant les progrès réalisés, depuis 1981, dans la promotion du Plan d'action de Mar del Plata en Amérique latine, notamment pour appuyer les objectifs de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement,

1. Décide de poursuivre à la demande des gouvernements, les efforts déployés pour appuyer les activités inhérentes à l'application du Plan d'action de Mar del Plata, tant à l'échelon national que régional;

2. Prie instamment les gouvernements de collaborer à la préparation de la version finale du rapport sur les progrès accomplis dans l'exécution du Plan d'action de Mar del Plata, intitulé "Los recursos hídricos de América Latina y su aprovechamiento",*/ lequel devra être largement divulgué;

3. Prie également les gouvernements de contribuer à collaborer à l'élaboration des rapports périodiques comme il a été convenu à la réunion du Comité de session de l'eau qui s'est tenue durant la dix-huitième session de la CEPAL;

*/ Document E/CEPAL/SES.20/G.6.

4. Recommande, de surcroît, que le Secrétariat de la Commission:

a) ne relâche pas les efforts qu'il déploie afin de promouvoir le Plan d'action de Mar del Plata;

b) continue d'appuyer les activités que mènent les gouvernements dans la poursuite des objectifs de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement;

c) redouble d'efforts pour coordonner les activités pertinentes que conduisent les institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organisations internationales à l'échelon régional;

d) intervienne plus activement pour encourager la coopération horizontale et internationale en matière de ressources en eau, et, en particulier, pour appuyer les projets nationaux et régionaux en ce qui concerne la planification et la gestion des ressources en eau à l'échelon national;

e) poursuive, en collaboration avec les organismes gouvernementaux et internationaux compétents, les travaux qu'il a entrepris pour que la gestion des ressources en eau fasse intervenir l'utilisation et tiennent compte du facteur environnemental, notamment, dans les bassins hydrographiques des régions montagneuses d'Amérique du Sud et centrale, ainsi que des Caraïbes;

f) tienne compte des offres faites par les pays en vue d'appuyer l'atelier sur la coopération en matière de gestion, d'économie et de planification des ressources en eau, le programme pour le développement et l'aménagement de bassins de haute montagne en Amérique latine et l'élaboration d'un programme régional visant à fournir une assistance aux pays pour tout ce qui a trait aux systèmes d'information relatifs à la planification et à la gestion de leurs ressources en eau;

g) fasse rapport à la 21ème session de la CEPAL des progrès réalisés dans les domaines qui font l'objet des paragraphes précédents ainsi que des progrès obtenus dans le traitement des questions visées dans le rapport du Comité de l'eau et qui y ont été inscrites sur la demande des délégations participant à celui-ci.

223ème séance
6 avril 1984

462(XX) ACTIVITES DE LA CEPAL EN MATIERE D'ETABLISSEMENTS HUMAINS

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Tenant compte de l'importance que revêtent les processus d'établissement de la population et la qualité de l'environnement construit pour le développement des pays d'Amérique latine et l'amélioration de la qualité de la vie de leurs habitants,

Consciente des efforts que les pays de la région déploient pour définir, en matière d'établissements humains, des politiques et programmes intégrés aux stratégies et plans nationaux de développement,

Reconnaissant qu'afin d'appuyer les efforts déployés par les pays dans des domaines liés aux établissements humains, il faut intensifier plus encore la coopération régionale en mettant l'accent, au premier chef, sur les autorités locales et la participation de la population,

Rappelant les résolutions adoptées par différentes réunions internationales tenues au sein des Nations Unies, notamment la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Vancouver, 1976), la Conférence latino-américaine sur les établissements humains (Mexico, 1979) et les sessions de la Commission à Guatemala en 1977, à La Paz en 1979 et à Montevideo en 1981,

Constatant avec satisfaction les activités du Secrétariat de la CEPAL en matière d'établissements humains ainsi que les mesures prises pour allouer des ressources accrues au programme y relatif et resserrer les liens avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains et d'autres organismes de coopération qui opèrent dans la région,

Considérant avec inquiétude les très sérieuses incidences de la crise économique internationale sur l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que les limitations de toute nature qu'elles imposent aux pays de la région, y compris le processus d'ajustement que nombre d'entre eux se sont vu contraints d'effectuer pour faire face à leur grave situation économique,

Réaffirmant, en conformité avec le Plan d'action régional adopté par la CEPAL à sa dix-neuvième session, la nécessité de procéder dans le domaine des établissements humains à de profonds changements tant théoriques qu'institutionnels et structurels afin que l'habitat humain atteigne le niveau minimal que requièrent les pays de la région pour améliorer la qualité de la vie de leur population,

Prenant acte du programme de travail que le système de la CEPAL exécutera durant la période 1986-1987,

1. Recommande que la CEPAL continue à accorder, parmi ses activités, une importance prioritaire aux établissements humains;

2. Prie instamment le Secrétaire exécutif de la CEPAL de continuer à déployer les efforts requis pour que soit accordée l'attention voulue aux besoins de la région dans le domaine des établissements humains et pour que soient resserrés les liens de collaboration avec d'autres organismes intergouvernementaux, notamment le Centre des Nations Unies pour les établissements humains, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et d'autres organisations internationales compétentes;

3. Demande au Secrétaire exécutif de créer, dans le cadre du programme d'activités que poursuit la CEPAL en matière d'établissements humains, un programme régional de formation théorique et pratique en faisant appel, à cet effet, au concours d'autres organismes de coopération ainsi que de centres de formation nationaux;

4. Demande également au Secrétaire exécutif d'encourager les activités requises à cette fin et de prendre les contacts interinstitutionnels qui s'imposent pour promouvoir, à la lumière des données d'expérience recueillies par la région, la mise en place de mécanismes de documentation nationaux qui constituent un système régional unifié de documentation et de classification en matière d'établissements humains;

5. Recommande que le Secrétaire adopte les mesures requises pour que soit recueillie et échangée une documentation sur les connaissances acquises dans le domaine des politiques nationales d'établissements humains, de législation en matière d'espaces urbains et de mécanismes de financement existants, afin de collaborer avec les pays de la région dans leur processus d'aménagement du territoire;

6. Réaffirme qu'il est important de continuer à accorder une haute priorité aux activités du Secrétariat en matière de techniques d'établissements humains qui soient appropriées aux circonstances socio-économiques et environnementales des pays de la région, et d'encourager en outre l'échange de données d'expérience et la coopération entre pays dans ce domaine;

7. Recommande que le Secrétariat de la CEPAL encourage et s'efforce de patronner, compte tenu des ressources budgétaires disponibles, la tenue, en 1985, d'une réunion régionale sur les politiques d'établissements humains et, en particulier, sur les questions qui font l'objet des paragraphes 5 et 6 de la présente résolution ainsi que sur la participation de la population;

8. Réaffirme que la CEPAL a compétence en matière d'établissements humains en Amérique latine et dans les Caraïbes et que, ceci étant, il faut veiller à ce que soient appliquées avec plus de diligence les dispositions des résolutions 32/197 et 32/162 de l'Assemblée générale des Nations Unies, relatives à la décentralisation des ressources du Centre des Nations Unies pour les établissements humains vers les commissions économiques régionales.

223ème séance
6 avril 1984

463(XX) RENFORCEMENT DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR LES ACTIVITES
EN MATIERE DE POPULATION

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Tenant compte des recommandations du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la population, 1984 */ visant à exécuter le Plan d'action mondial sur la population, et notamment de la recommandation 80,

Réaffirmant la nécessité de renforcer le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) en vue de garantir une assistance efficace, tant sur les plans financier que technique, aux pays de la région,

1. Reconnaît que la collaboration que prête le FNUAP aux efforts déployés par les pays en matière de population est extrêmement importante;

2. Demande instamment aux gouvernements et aux organismes donateurs, compte tenu que la demande croissante d'assistance financière dépasse les ressources dont dispose le FNUAP, d'augmenter les contributions qu'ils versent au Fonds afin que ce dernier puisse répondre de façon plus appropriée aux besoins accrus d'assistance des pays d'Amérique latine et des Caraïbes;

3. Prie le Secrétaire général des Nations Unies d'examiner, sans retard et de façon appropriée, la présente recommandation.

223ème séance
6 avril 1984

*/ Document E/1984/28/Add.1.

464(XX) ACTIVITES DU COMITE DE DEVELOPPEMENT ET DE
COOPERATION DES CARAIBES

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Rappelant sa résolution 358(XVI), aux termes de laquelle a été installé le Comité de développement et de coopération des Caraïbes,

Rappelant également ses résolutions 372(XVII) et 399(XVIII) ainsi que les résolutions 420 (PLEN.14) et 451 (PLEN.16) de son Comité plénier qui approuvent la Déclaration constitutive, les fonctions, le règlement intérieur et le programme de travail du CDCC ainsi que les rapports des six premières sessions du Comité,

Ayant présentes à l'esprit la résolution 1982/58 du Conseil économique et social dans laquelle il est pris acte de la détermination des gouvernements membres du CDCC de s'employer à renforcer le Secrétariat du Comité, ainsi que la résolution 32/197 de l'Assemblée générale sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies et la décentralisation des fonctions des Nations Unies, y compris celles des commissions économiques,

I

1. Prend note des progrès accomplis depuis la sixième session du Comité dans l'exécution du programme de travail approuvé;

2. Approuve avec satisfaction le rapport de la septième session du CDCC et les résolutions qui y figurent;

3. Fait également sien le programme de travail approuvé pour la période biennale 1984-1985;

II

1. Prend note avec satisfaction des progrès récemment accomplis au sujet de la délégation de pouvoirs au siège sous-régional pour les Caraïbes, de l'identification de la plupart des postes budgétaires relatifs au CDCC dans le document de Budget-Programme 1984-1985 et de l'octroi d'allocations budgétaires séparées au siège sous-régional de la CEPAL pour les Caraïbes;

2. Réaffirme l'inquiétude que lui cause:

i) i) le fait que la totalité du programme de travail du siège sous-régional de la CEPAL pour les Caraïbes pour la période 1984-1985 continue à être considéré comme un sous-programme du Programme intitulé "Commerce international et financement du développement";

ii) le retard apporté à pourvoir les postes vacants au siège sous-régional de la CEPAL pour les Caraïbes;

3. Demande au Secrétaire exécutif de la CEPAL de faire en sorte que soient au plus tôt révisés le plan à moyen terme et le programme de travail conjoint de la CEPAL pour que le siège sous-régional de la CEPAL pour les Caraïbes soit à nouveau doté d'un programme distinct, comme cela a été le cas durant la période biennale 1982-1983;

4. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la CEPAL de faire diligence dans la recherche et le drainage de ressources financières et autres à l'intention du siège sous-régional de la CEPAL pour les Caraïbes ainsi que dans le pourvoi aux vacances existant dans les services de celui-ci en tenant compte de ce que plusieurs pays des Caraïbes ne sont pas ou sont insuffisamment représentés au sein du personnel des Nations Unies;

5. Prie le Secrétariat du Comité de développement et de coopération des Caraïbes d'entreprendre l'exécution du programme de travail approuvé pour la période biennale 1984-1985, en se conformant aux priorités établies par le Comité.

223ème séance
6 avril 1984

465(XX) PROGRAMME DE TRAVAIL ET CALENDRIER DE CONFERENCES
DE LA CEPAL

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Tenant compte des articles 8 et 24 de son Mandat et règlement ainsi que des attributions que lui ont conférées l'Assemblée générale et le Conseil économique et social quant à l'élaboration et à l'examen des programmes de travail de tous les organes du système,

Rappelant que son Comité plénier a décidé, par sa résolution 419 (PLEN.14), qu'elle devrait établir durant ses sessions le nouveau calendrier de conférences et de réunions du système tout entier, en tenant compte des objectifs et priorités fixés dans les différents programmes de travail et d'action régionale que les gouvernements membres ont approuvés,

Après examen du projet de programme de travail que doit exécuter le système de la CEPAL, y compris l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES) et le Centre latino-américain de démographie (CELADE), dans ses différentes sphères d'activité durant la période 1986-1987,*/

Tenant dûment compte des avis exprimés, y compris les ajustements proposés par les gouvernements des pays membres tels qu'ils sont énoncés dans le rapport final de la vingtième session et les changements apportés par les résolutions approuvées durant ladite session,

1. Approuve le projet de programme de travail du système (couvrant également l'Institut latino-américain de planification économique et sociale ainsi que le Centre latino-américain de démographie) pour la période 1986-1987, y compris les ajustements que figurent dans le rapport final ainsi que les résolutions et décisions émanées de sa vingtième session, en décidant qu'il portera autorisation pour la Commission de mettre en oeuvre les programmes et projets qui y sont énoncés;

2. Prend acte du fait que le programme de travail de la Commission ne couvre pas celui du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) lequel, après avoir été adopté à la huitième session dudit Comité, prévue pour juin 1984, sera soumis à l'examen de la dix-septième session du Comité plénier de la CEPAL;

*/ Document E/CEPAL/G.1286, E/CEPAL/SES.20/G.7.

Annexe 1
CALENDRIER DE CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES DE LA CEPAL POUR LA PÉRIODE 1984-1986

Année	Nom	Lieu et date	Base législative	Source de financement
1984	Huitième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau: Evaluation de la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement pour l'Amérique latine et les Caraïbes, à la lumière de la crise économique internationale	Montevideo, 18-23 janvier	Résolutions 419 (Plen. 14); 422 (XIX); 425 (XIX); 432 (XIX) et 449 (Plen. 16) de la CEPAL	Budget ordinaire de la CEPAL
1984	Neuvième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau, consacrée à la science et la technique au service du développement	Montevideo, 23 et 24 janvier		
1984	Vingtième session de la CEPAL	Lima, 29 mars-6 avril	Résolutions 432 (XIX) et 449 (Plen. 16) de la CEPAL	Budget ordinaire de la CEPAL
1984	Huitième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC)	Port-au-Prince, juin	Résolutions 358 (XVI); 432 (XIX) et 449 (Plen. 16) de la CEPAL	
1984	Réunion technique latino-américaine en vue de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI	7-10 mai Siège CEPAL	Résolution 38/192 de l'Assemblée générale des Nations Unies	
1984	Réunion régionale latino-américaine préparatoire de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme	Cuba a/	La Conférence a été créée au titre d'organe subsidiaire permanent de la CEPAL en exécution de la décision de la onzième réunion extraordinaire du Comité plénier (E/CEPAL/AG.71/4)	Budget du Siège des Nations Unies b/
1984	Comité plénier, dix-septième session	Siège New York a/	Résolution 9 (IV) de la CEPAL	Budget ordinaire de la CEPAL
1984	Comité de coopération économique de l'Isthme centraméricain	c/		
1985	Réunion régionale latino-américaine chargée d'évaluer l'application du Plan d'action sur la Jeunesse	Espagne a/	Paragraphe 97 du Plan d'action régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes en ce qui a trait à l'Année internationale de la Jeunesse, Document E/CEPAL/SES.20/G.22	Budget ordinaire de la CEPAL
1985	Dixième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN)	c/	Résolutions 310 (XIV); 419 (Plen. 14); 422 (XIX) paragraphe 204; 425 (XIX) de la CEPAL	Budget ordinaire de la CEPAL
1985	Neuvième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes	c/	Résolution 358 (XV) de la CEPAL	Budget ordinaire de la CEPAL
1985	Dix-huitième session du Comité plénier de la CEPAL	c/	Résolution 419 (Plen. 14) de la CEPAL	Budget ordinaire de la CEPAL
1986	Onzième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN)	c/	Résolutions 310 (XIV); 419 (Plen. 14); 422 (XIX) paragraphe 204; 425 (XIX) de la CEPAL	Budget ordinaire de la CEPAL
1986	Dixième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC)	c/	Résolution 358 (XVI) de la CEPAL	Budget ordinaire de la CEPAL
1986	Onzième session de la CEPAL	c/	Résolution 449 (Plen. 16) de la CEPAL	Budget ordinaire de la CEPAL

a/ Date non fixée.
b/ La demande de transfert de fonds à la CEPAL a été présentée.
c/ Date et lieu non fixés.

466(XX) RENFORCEMENT DU CENTRE LATINO-AMERICAIN
DE DEMOGRAPHIE (CELADE)

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Tenant compte des conclusions et recommandations émanées des réunions régionales sur la population et, en particulier, de celles qui visent à traduire dans les faits les principes et objectifs du Plan d'action mondial sur la population,

Tenant également compte que les recommandations précitées indiquent qu'il faut considérer les problèmes démographiques comme une partie intégrante des stratégies du développement, du processus de planification et des politiques de caractère général,

Considérant que le Programme régional latino-américain sur la population a pour objectif d'aider les pays de la région à mieux connaître leur situation démographique ainsi qu'à formuler et évaluer des plans et programmes de développement en matière de population dont le Secrétariat a confié l'exécution au Centre latino-américain de démographie,

Reconnaissant qu'il est important pour les pays membres de la Commission de continuer à disposer des services d'un organisme régional approprié et doté de ressources couvrant pour subvenir à leurs besoins dans les domaines ci-après : coopération technique ; formation diversifiée ; mise au point et adaptation de techniques d'analyse appropriées aux circonstances qui prévalent dans la région ; production, traitement et recherche de données démographiques ; insertion des variables démographiques dans les plans et stratégies de développement,

Consciente que la décentralisation des activités menées en matière de population, par les organes centraux du Secrétariat des Nations Unies vers les commissions régionales et, plus particulièrement, vers la Commission économique pour l'Amérique latine que recommande l'Assemblée générale dans ses résolutions 34/197 et 37/214 n'a pas enregistré de progrès substantiels permettant de renforcer l'action conduite au niveau régional dans ce domaine,

Préoccupée par le fait qu'au cours des dernières années les organismes de financement ont réduit les fonds qu'ils allouaient au Centre latino-américain de démographie,

Tenant compte que la Réunion régionale latino-américaine préparatoire de la Conférence internationale sur la population qui s'est tenue dans le cadre de la septième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (La Havane, novembre 1983) a recommandé aux pays membres de la CEPAL d'étudier, à la vingtième session de celle-ci, s'il convenait d'adopter des modalités de coopération financière en vue de renforcement des activités du CELADE,

1. Recommande aux pays membres de la Commission, qui sont en mesure et ont la volonté de le faire, de verser directement à la CEPAL, en s'inspirant de l'esprit de coopération entre pays en développement, des contributions qui seront principalement allouées au financement des missions de coopération technique et de programmes de formation organisés par le CELADE dans les pays;

2. Charge le Secrétaire exécutif d'étudier et de prendre, en consultation avec les pays disposés à verser ces contributions, les mesures nécessaires à leur fourniture en temps opportun.

223ème séance

6 avril 1984

467(X) NOUVEAU PROGRAMME DE TRAVAIL ET DE SOUTIEN DE L'INSTITUT
LATINO-AMERICAIN DE PLANIFICATION
ECONOMIQUE ET SOCIALE (ILPES)

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Rappelant que l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES), organisme permanent des Nations Unies qui possède une identité propre au sein du système de la CEPAL, a, en juin 1983, atteint vingt et une années d'existences au cours desquelles il n'a cessé de dispenser de précieux services à la région,

Considérant les résultats de la IV Conférence de Ministres et Directeurs de Planification (Buenos Aires, 9-10 mai 1983) qui constitue la plus haute instance du Système de coopération et de coordination entre les organismes de planification d'Amérique latine et des Caraïbes (SCCOPALC),

Considérant également des résolutions de la Vème Réunion du Comité technique de l'ILPES (Buenos Aires, 10 mai 1983) et de la VI Réunion du sous-Comité technique de l'ILPES (Mexico, 28 et 29 novembre 1983) en ce a trait aux orientations du programme de travail et du financement futur de l'ILPES,

Reconnaissant que, dans le domaine de la planification économique et sociale, l'ILPES est un organisme intergouvernemental essentiel à une meilleure coordination des politiques économiques et sociales qu'instruments de développement et de coopération entre les pays de la région,

1. Prend note avec satisfaction du rapport d'activité de l'ILPES pour la période 1981-1984, tel qu'il figure dans le document E/CEPAL/ILPES/G.21, , E/CEPAL/SES.20/G.23;

2. Prend acte, en les approuvant, des orientations du programme de travail de l'ILPES pour la période triennale 1984-1986 qu'ont établi les gouvernements et la Direction de celui-ci, de même que les principaux secteurs pratiques sur lesquels l'Institut centrera ses activités: politique économique et planification; programmation du secteur public; planification régionale et sectorielle, et préinvestissement et projets;

3. Prend également acte, en les approuvant, des grand thèmes auxquels l'ILPES donnera priorité: l'harmonisation des mécanismes de formulation et politiques à court, moyen et long terme; l'insertion de la région dans l'économie mondiale, dans un avenir proche, les incidents territoriales et sociales des politiques économiques globales et sectorielles; enfin le rôle du secteur public dans la région, notamment sous l'angle des politiques de développement social qu'il met en oeuvre;

4. Exprime sa satisfaction au sujet des résultats obtenus par la IV Conférence des Ministres et Directeurs de la Planification d'Amérique latine et les Caraïbes (Buenos Aires, le 9-10 mai 1983), lesquels apportent une nouvelle confirmation de la haute importance que revêt, pour la coopération régionale, cette assemblée multilatérale consacrée à des débats techniques sur des problèmes communs de développements et à des échanges de données d'expérience en matière de politiques mises en oeuvre par le secteur public;

5. Fait siennes les recommandations du Vème Comité technique de l'ILPES et du VIème sous-Comité technique de l'ILPES et, partant:

a) Demande aux gouvernements de la région d'accorder le plus haut rang de priorité à la défense du financement octroyé à l'ILPES dans les assemblées des organismes internationaux;

b) Prend connaissance, en les approuvant, de la création et de la mise en oeuvre du nouveau système de financement de l'ILPES à partir de contributions volontaires dont décide chaque pays, tel qu'il a été approuvé à la Vème Réunion du Comité technique;

6. Se déclare satisfaite de la décision prise par les pays qui ont signé le Mémoire d'Accord avec l'ILPES ou qui se sont déjà engagés à verser leur contribution pour 1984 et recommande aux pays de la région qui ne l'ont pas encore fait de décider du montant de leurs contributions volontaires dès qu'ils le jugeront opportun, et à tous les pays membres de les acquitter avec diligence en 1984;

7. Recommande aux pays membres de rechercher des ressources supplémentaires en vue du financement des activités qu'ils se proposent de mener avec l'ILPES, en faisant également appel dans toute la mesure de leurs moyens, aux chiffres indicatifs de planification (CIP) nationaux du PNUD;

8. Exprime à nouveau sa réelle gratitude à l'Administration du PNUD pour l'appui résolu qu'elle a accordé à l'ILPES depuis sa création, et l'engage à continuer à apporter son précieux concours technique et financier à l'Institut;

9. Se déclare à nouveau satisfaite du soutien que la région toute entière apporte à l'ILPES, des accords de coopération que ce dernier conclut avec certains gouvernements membres, de l'important appui que la Banque interaméricaine de développement a consenti à l'Institut et de la collaboration de pays qui ne sont pas affiliés à ce dernier, tels que l'Allemagne (République fédérale d'), la Belgique, l'Espagne, la France, le Japon et les Pays-Bas;

10. Demande au Secrétaire exécutif de la CEPAL d'entamer des démarches auprès des organismes compétents des Nations Unies pour que soient accrus les cadres techniques de l'ILPES dans le cadre du budget ordinaire des Nations Unies;

11. Prend acte, en les approuvant, des éléments de base propres à encourager la coopération horizontale qu'offre le rapport préparé en l'espèce pour la VIème Réunion du sous-Comité technique */ et recommande aux organismes nationaux de planification de continuer à encourager l'adoption de mesures nécessaires au renforcement dans la limite de leurs possibilités de cette coopération, en s'inspirant des éléments de base précités;

12. Prend connaissance, avec satisfaction et en les approuvant, du "Rapport de l'ILPES pour 1983" et du programme de travail de l'Institut pour 1984, conformément aux dispositions arrêtées à la Vème Réunion du Sous-Comité technique (San José, 29 et 30 novembre 1982), à la Vème Réunion du Comité technique (Buenos Aires, 10 mai 1983) et à la VIème Réunion du sous-Comité technique (Mexico, 28 et 29 novembre 1983);

13. Prend connaissance, en s'en félicitant, de l'importance accrue que l'ILPES accordera aux programmes consacrés à l'Amérique centrale et aux Caraïbes et notamment des études techniques et financières spécifiques qu'il mènera afin d'y décentraliser ses activités;

14. Prend note avec satisfaction des recommandations émanées de la IIIème Réunion d'Experts en planification des Caraïbes (Port-of-Spain, 28 avril - 2 mai 1983) et demande à nouveau à l'ILPES et aux gouvernements des pays des Caraïbes de faire en sorte que soient intensifiées les activités qui sont menées dans ces pays, demande qui porte également sur l'amorce dans la sous-région, d'activités conjointes avec le Siège sous-régional de la CEPAL pour les Caraïbes;

15. Prend connaissance avec satisfaction de l'offre faite par le gouvernement du Brésil, lequel a invité la VIIème Réunion du sous-Comité technique qui aura lieu au cours de second semestre de 1984, à se tenir à Brasilia, celle du gouvernement du Mexique qui se propose d'accueillir à Mexico, durant le premier semestre de 1985, la Vème Conférence des Ministres et Directeurs de planification d'Amérique latine et des Caraïbes et la VIème Réunion du Comité technique.

*/ Voir ILPES, Nuevos servicios para la cooperación horizontal, Document VI-ST/5.

468(XX) INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que les buts et les objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement ne peuvent pas être atteints sans une participation effective de la femme aux efforts déployés à l'échelon national, régional et international,

Tenant compte du fait qu'aucun résultat satisfaisant n'a encore été obtenu, en dépit des activités menées en application du Plan d'action mondial pour la Décennie de la femme et qu'il faut redoubler d'efforts, utiliser les ressources le plus rationnellement possible et reformuler les stratégies à la lumière de la conjoncture actuelle de la région et des besoins urgents qui en découlent,

Reconnaissant les efforts déployés par la CEPAL, dans le cadre de l'exécution du Plan d'action régional pour l'intégration de la femme au développement de l'Amérique latine et des Caraïbes,

Soulignant que la grave crise économique qui frappe la région est à l'origine de la détérioration croissante de la qualité de la vie d'une grande partie de la population,

Exprimant sa satisfaction du soutien apporté à la Décennie des Nations Unies pour la femme par le Fonds de contributions volontaires et étant informée de l'accroissement constant des demandes d'assistance financière que présentent les pays afin d'exécuter des projets de promotion intégrale destinés, en priorité, à la femme des secteurs urbain-marginal et rural,

Soulignant l'importance vitale que revêtent les politiques appliquées par les gouvernements à l'échelon national pour assurer la participation effective de la femme au développement,

Tenant compte de la convocation de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix, qui aura lieu en 1985,

Réaffirmant les recommandations de la troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (Mexico, 8-10 août 1983),

1. Prie les gouvernements:

a) de promouvoir, dans l'élaboration et l'application de nouvelles stratégies de développement conformes aux progrès rapides enregistrés dans le domaine de la science et la technique ainsi que de la culture, la participation de la femme au processus de développement économique et social des pays en question;

b) d'adopter des politiques propres, à court et à moyen terme, à mettre en oeuvre les mesures prévues, à l'égard de la femme, dans le Programme d'action régional pour le développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, de façon à assurer la continuité des activités au-delà de la Décennie des Nations Unies pour la femme;

c) d'établir un diagnostic global sur la situation de la femme, qui regrouperait les efforts dispersés qui sont déployés dans ce domaine afin de permettre la formulation de politiques conformes à la réalité nationale;

d) de planifier et d'exécuter, dans le cadre de stratégies de développement intégral, des projets nationaux, régionaux et zonaux, visant à porter remède à l'exode vers les villes de la femme et de sa famille et à empêcher que celle-ci soit exploitée et marginalisée;

e) de prendre immédiatement des mesures propres à améliorer les conditions et le milieu de travail de la femme du secteur rural, et pour éviter notamment les effets nocifs de l'usage indiscriminé d'insecticides et de pesticides, en particulier sur les femmes enceintes des campagnes;

f) d'orienter les travaux de recherche et de diagnostic sur le problème des mineurs dans leur contexte familial et social, du point de vue notamment de l'analphabétisme, l'abandon scolaire, l'exploitation, ainsi que de la fécondité et la santé, de façon à pouvoir programmer et mener des actions multisectorielles qui soient dûment coordonnées,

g) d'effectuer des travaux de recherche sur les incidences qu'ont les conditions et l'atmosphère dans lesquelles travaillent les femmes sur leur santé et leur couverture para la sécurité sociale,

h) d'adhérer à, de ratifier et de mettre en oeuvre au plus tôt s'ils ne l'ont pas encore fait, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et d'en promouvoir la divulgation,

i) d'étendre -et le cas échéant d'augmenter- de façon effective, la couverture de la sécurité sociale aux membres de la famille à tous les stades de leur vie, en mettant l'accent sur la situation de la femme au foyer,

j) de prendre des mesures et d'exécuter des projets propres à encourager la paternité responsable en assurant l'éducation du couple face au rôle qui lui incombe dans la société,

k) de participer activement aux travaux préparatoires de la Conférence mondiale;

2. Demande au Secrétariat de la CEPAL d'accorder une assistance technique aux gouvernements dans le processus de demande de coopération technique et financière au Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme afin d'exécuter des projets qui ont pour but d'améliorer les conditions de vie de la femme et de sa famille et qui comprendraient, entre autres éléments, les sujets suivants:

a) formation de la femme, notamment de cadres moyens

b) génération d'emplois pour la femme, notamment par la création d'entreprises (autogestionnées et autres);

c) entraînement pour faciliter l'accès au crédit des entreprises gérées par des femmes;

3. Demande aux présidents de la troisième Conférence régionale pour la femme (Mexico, août 1983) et de la Réunion régionale préparatoire de la Conférence mondiale d'informer cette conférence des conclusions et des résultats émanés de leurs conférences respectives;

4. Réaffirme son soutien aux travaux que mène l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, en faveur de l'amélioration des conditions de vie de la femme et de son intégration au développement.

223ème séance
6 avril 1984

469(XX) SYSTEME REGIONAL DE STATISTIQUES RELATIVES AU COMMERCE
EXTERIEUR DE L'AMERIQUE LATINE

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant qu'il est impérieusement nécessaire d'accélérer les efforts visant à l'intégration économique entre les pays d'Amérique latine, tant pour que ceux-ci puissent faire face à la crise internationale qui sévit actuellement que pour atténuer à l'avenir la vulnérabilité des pays membres face aux fluctuations de l'économie mondiale,

Reconnaissant que le renforcement au sein de la région d'une structure de relations commerciales marquera un pas important sur la voie de l'intégration économique régionale,

Reconnaissant en outre combien il est essentiel, pour orienter ses efforts, de disposer de statistiques fiables et actualisées du commerce extérieur de chaque pays offrant, par régions et partenaires commerciaux, des classifications uniformes et suffisamment détaillées pour satisfaire les exigences de la politique commerciale,

Tenant compte qu'en dépit des progrès que la plupart des pays de la région ont accomplis au cours des dernières années dans le domaine des statistiques de commerce extérieur on ne dispose pas toujours de statistiques suffisamment actualisées et détaillées pour être en mesure d'arrêter des décisions en matière de politique commerciale,

Ayant présente à l'esprit la résolution 437 (XIX) de la CEPAL sur les possibilités d'accès des pays membres à une formation économique et commerciale actualisée,

Ayant examiné le rapport "Acceso a las fuentes de información estadística sobre el comercio exterior de América Latina" (E/CEPAL/SES.20/G.28 - E/CEPAL/G.1301) */ que le Secrétariat a préparé en application des dispositions de la résolution 437 (XIX) précitée,

Soulignant les efforts que les organes d'intégration sous-régionaux (ALADI, CARICOM, JUNAC et SIECA) et les pays qui leur sont affiliés ont fourni en vue d'harmoniser les classifications des statistiques de commerce extérieur et d'accélérer le flux et la diffusion de ces statistiques pour appuyer les activités menées en faveur de l'intégration,

*/ Publié en espagnol et en anglais seulement.

Gardent à l'esprit que l'instrumentation d'un système régional de statistiques de commerce extérieur et le plus sûr moyen d'optimiser les possibilités d'accès de tous les pays membres aux données statistiques dont on dispose sur le commerce extérieur de chacun d'eux,

1. Prend acte avec satisfaction des travaux que el Secrétariat a mené en vue de la création de la Banque de données de commerce extérieur de l'Amérique latine et des Caraïbes (BADECEL) ainsi que des progrès accomplis dans sa mise en route;

2. Prie instamment les gouvernements des pays membres de donner la priorité à l'amélioration et au traitement de leurs statistiques de commerce extérieur et d'en faire part, au moment et avec les spécifications et détails voulus, aux organes d'intégration et de coopération sous-régionaux dont ils sont membres et à la Banque de données de commerce extérieur de l'Amérique latine et des Caraïbes (BADECEL) de la CEPAL, ainsi que de collaborer avec les programmes sous-régionaux et régional d'harmonisation et de normalisation de celles-ci;

3. Engage les organismes internationaux de coopération technique à appuyer les projets des pays membres qui ont pour but d'améliorer le recueil, la systématisation et le traitement de leurs statistiques de commerce extérieur;

4. Invite les secrétariats des organes d'intégration et de coopération de la région à continuer à s'associer aux efforts que le Secrétariat de la CEPAL fournit pour créer et perfectionner un système régional de statistiques de commerce extérieur;

5. Demande au Secrétaire exécutif:

a) de prendre les mesures nécessaires pour que la Banque de données de commerce extérieur de l'Amérique latine et des Caraïbes (BADECEL) du Secrétariat recueille dès que possible l'information que divulguent les pays membres au sujet de leurs opérations commerciales sur l'étranger;

b) de faire en sorte que les organismes officiels des pays membres puissent accéder, de façon aussi détaillé, souple et rapide que possible à la base de données dont dispose la BADECEL, et ce au moins tous les deux ans;

c) de créer, en collaboration avec les organes d'intégration sous-régionaux, un programme en vue de la mise sur pied d'un système régional de statistiques de commerce extérieur d'un accès à la fois aisé et rapide pour les pays membres, d'aider ces derniers à surmonter les difficultés que leur posent le recueil, la systématisation et le traitement de leurs statistiques

de commerce extérieur ainsi que la mise en place de procédés de consultation adéquats pour normaliser et faciliter la circulation et la diffusion de ces statistiques.

223ème séance

6 avril 1984

470(XX) ACTIONS CONTRAIRES AU LIBRE ECHANGE ET AU DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE DE L'AMERIQUE CENTRALE

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Réaffirmant la fraternité et la solidarité des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes et leur aspiration à un mode de vie conforme aux principes démocratiques,

Réitérant le droit souverain qu'ont toutes les nations d'Amérique latine et des Caraïbes de se tracer, dans un climat de paix et de liberté exempt de toute intervention extérieure, leur propre voie dans les domaines économique, social et politique; de condamner les mesures économiques discriminatoires ou coercitives inspirées par des raisons politiques; et de garantir la pleine jouissance des droits de l'homme et des avantages du progrès à tous leurs habitants, dans un contexte libre de pressions, de menaces et d'aggressions extérieures,

Reaffirmant que le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'un pays, le non-recours à la menace ou à l'usage de la force à l'encontre d'un état, la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres états et le Règlement pacifique des différends entre états revêtent une importance capitale pour le succès de la Stratégie internationale du développement,

Tenant compte du fait que les problèmes que posent la paix et le développement sont en essence liés, étant donné qu'il n'y a pas de développement sans paix et que, sans développement, la paix ne sera jamais que précaire,

Tenant compte des exposés faits par certains pays d'Amérique centrale sur les actions qui ont été menées contre leurs activités économiques et au préjudice de leurs installations portuaires, maritimes et aériennes, y compris le minage de leurs ports,

Considérant que les actions de cette nature portent atteinte à la libre pratique du commerce international et vont à l'encontre des principes et objectifs établis par la Stratégie internationale du développement, le Comité d'action de soutien du développement économique et social d'Amérique centrale (CADESCA) et d'autres normes internationales,

Considérant que les pays d'Amérique centrale ont un besoin urgent de soutien économique et financier non seulement pour surmonter leurs difficultés conjoncturelles mais aussi pour reprendre, de façon ininterrompue la voie du progrès et du développement socio-économique,

1. S'oppose énergiquement à toute action et menace d'action contraire aux activités économiques que les pays d'Amérique latine exercent dans les domaines industriel, commercial, agricole ou halieutique ainsi qu'à celles qui restreignent le libre commerce international et le transport terrestre, maritime ou aérien;

2. Se rallie aux interventions qui ont été faites dans d'autres assemblées internationales pour qu'il soit mis un terme à tout type d'ingérence extérieure en Amérique centrale, lesquelles portent atteinte à la paix et à l'essor économique de la sous-région; réaffirme son soutien aux efforts que, de concert avec les ministres des Relations extérieures de la région, le Groupe de Contadora déploie en faveur de la paix, de la sécurité et du développement économique et sociale de l'Amérique centrale;

3. Lance un nouvel appel à tous les Etats, aux organismes du Système des Nations Unies et aux autres institutions internationales pour qu'ils maintiennent et accroissent l'assistance économique qu'ils prêtent aux pays d'Amérique centrale et leur demande, à cet égard, d'appuyer le programme de travail du CADESCA, lequel sera appliqué en coordination avec les autres organismes centraméricains d'intégration.

223ème séance

6 avril 1984

471(XX) LIEU ET DATE DE LA PROCHAINE SESSION

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Ayant présents à l'esprit le paragraphe 15 de son Mandat et les articles 1 et 2 de son Règlement,

Tenant compte du fait qu'il n'a pas été décidé à la vingtième session de la Commission le lieu où se tiendra la prochaine réunion biennale de celle-ci bien que certains gouvernements aient entrepris des démarches à cet effet,

Décide d'autoriser le Secrétaire exécutif à procéder, auprès des Etats membres, aux consultations nécessaires pour déterminer, avec l'assentiment du Secrétaire général, le lieu où se tiendra la vingt-et-unième session à la date la plus opportune de l'année 1986.

223ème séance
6 avril 1984

